Parliamentary **Assembly**
Assemblée parlementaire

Parliamentary Assembly
Assemblée parlementaire
COUNCIL OF EUROPE CONSEIL DE L'EUROPE

Doc. 11446 rev.
10 janvier 2008

Election de juges à la Cour européenne des Droits de l'Homme

(conformément à l'article 22, paragraphe 1 de la Convention européenne des Droits de l'Homme)

Liste et curricula vitae des candidats nommés par les gouvernements de l'Irlande et du Luxembourg

http://assembly.coe.int

F – 67075 Strasbourg Cedex, e-mail: assembly@coe.int
tel : + 33 3 88 41 2000, fax + 33 3 88 41 2776

Buan-Ionadaíocht na hÉireann chuig Comhairle na hEorpa		Représentation permanente de l'Irlande auprès du Conseil de l'Europe

Traduction non officielle

Le 27 septembre 2007

M. René van der Linden
Président,
Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Objet : Liste des candidats au titre de l'Irlande pour le poste de juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme

Monsieur le Président,

En référence à la lettre que le Secrétaire Général Terry Davis vous a adressée le 5 septembre 2007, dans laquelle il vous transmettait une liste de trois candidats au titre de l'Irlande pour le poste de juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme, je dois vous informer que Mme Ní Aoláin a hélas choisi de retirer sa candidature à ce poste, pour des raisons personnelles impérieuses.

Toutefois, j'ai maintenant l'honneur de vous soumettre la candidature de M. David Keane, licencié en droit, au titre de l'Irlande.

Le curriculum vitae de M. Keane est joint au présent courrier.

Par conséquent, la liste des candidats de l'Irlande, par ordre alphabétique, est la suivante :

- M. David Keane, licencié en droit.
- Mme Ann Power, docteur, *Senior Counsel*.
- M. Roger Sweetman, *Senior Counsel*.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

(signé)

Margaret Hennessy
Ambassadeur
Représentante Permanente

[copie : Secrétaire Général de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe]

CURRICULUM VITAE
David KEANE

I. *Etat civil*

Nom, prénom	KEANE, David
Sexe	Masculin
Date et lieu de naissance	19 août 1964 Londres, Angleterre
Nationalité	Irlandais

II. *Etudes et diplômes, et autres qualifications*

1976-1981	Rockwell College, Cashel, Comté de Tipperary.
1982-1986	Trinity College, Dublin *Licence (B.A. Mod) en Science juridique (mention)*
1989-1992	Incorporated Law Society of Ireland (Institut de formation des *solicitors*) *Formation professionnelle et supérieure pour les « solicitors' »*
1992	University College Dublin, *Diplôme de deuxième cycle en droit européen (mention spéciale)*
1997	University College Dublin. *Diplôme de troisième cycle en droit européen*
1998	Honourable Society of King's Inns (Institut de formation des *barristers*), Dublin. *Diplôme équivalent à celui d'avocat*

III. *Activités professionnelles pertinentes*

a. Description des activités judiciaires
Néant.

b. Description des activités juridiques non judiciaires

Depuis 1998	Avocat (*barrister*), *The Law Library*, *The Four Courts*, Dublin 7.
Depuis 2006	Examinateur externe, *Incorporated Law Society of Ireland*, *Qualified Lawyers Transfer Test* (test d'aptitude à exercer en Angleterre et au pays de Galles).
1999-2004	Examinateur externe, *Incorporated Law Society of Ireland*, examen final – première partie, droit pénal.
1997-1998	Avocat (*Solicitor*). *Office of the Chief State Solicitor*, Osmond House, Little Ship Street, Dublin 8.
1992-1997	*Solicitor*. Garrett Sheehan & Company (maintenant Garrett Sheehan & Partners, Cunningham House, 130 Francis Street, Dublin 8).
1989-1992	*Solicitor* stagiaire. Garrett Sheehan & Company.

c. Description des activités professionnelles non juridiques
Néant.

IV. *Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme*

En tant que *solicitor*, j'ai beaucoup travaillé dans les domaines du droit pénal, du droit de l'immigration et des réfugiés et du droit de la santé mentale. J'en notamment eu la charge des affaires suivantes :

- ***Heaney & McGuinness c. Irlande*** (2001) 33 E.H.R.R. 12 – en tant que *solicitor*, j'ai participé étroitement à la préparation de la requête déposée avec succès par les requérants auprès de la Commission européenne des Droits de l'Homme conformément à l'ancien article 25 de la CEDH (je n'ai toutefois pas participé à la procédure devant la Cour) ; en tant que *barrister*, j'ai ensuite défendu avec succès ces mêmes personnes lors de leur recours devant la Cour d'appel pénale concernant les condamnations en question.

- ***Kweder c. Ministère de la Justice*** [1996] 1 I.R. 361 – obtention, pour le demandeur, d'une ordonnance de *certiorari* afin d'annuler le refus du défendeur de lui accorder un visa, décision qui a été jugée contraire aux principes de l'UE en matière de libre circulation des personnes.

- ***Fakih c. Ministère de la Justice*** [1993] 2 I.R. 406 – obtention, pour les demandeurs, d'ordonnances empêchant leur expulsion du pays jusqu'à l'adoption d'une décision concernant leurs demandes du statut de réfugié conformément à la Convention de 1951 des Nations Unies sur le statut des réfugiés et des apatrides et à son Protocole de 1967.

- ***Ji Yao Lau c. Ministère de la Justice*** [1993] 1 I.R. 116 – en tant que *solicitor* stagiaire, j'ai participé étroitement à l'obtention d'une ordonnance d'*habeas corpus* au motif que la détention du demandeur n'était pas prévue par la législation sur l'immigration invoquée pour la justifier.

Lorsque j'ai travaillé pour l'*Office of the Chief State Solicitor*, j'ai été chargé d'un grand nombre d'affaires touchant diverses actions de droit privé contre l'Etat.

Mes activités pour le Barreau ont été très diverses, et portaient notamment sur les domaines suivants (seules les affaires ayant fait l'objet de rapports sont citées).

- Diverses affaires pénales, portant sur des meurtres, des viols et des escroqueries (ainsi que le dossier secondaire de la première personne jugée dans le pays pour une infraction de délit d'initié, procès qui a abouti à un acquittement).

- Recours devant la Cour d'appel pénale. Par ex. ***le ministère public c. L.G.*** [2003] 2 I.R. 517 – pour l'appelant (gain de cause).

- Actions concernant la diffamation, la restriction préalable ou le respect de la vie privée. Par ex. ***Cogley c. RTÉ*** [2005] 4 I.R. 79 – pour le défendeur (gain de cause).

- Poursuites pour infraction pénale d'outrage à magistrat. Par ex. ***le ministère public c. Independent Newspapers*** [2003] 2 I.R. 367 – défense des deux prévenus (acquittement).

- Représentation de parties intéressées devant des tribunaux d'enquête et des commissions statutaires. Par exemple, j'ai représenté RTÉ devant le tribunal d'enquête sur certains paiements et points de planification (« Tribunal Flood ») et le tribunal d'enquête sur les faits et les circonstances qui entourent le meurtre par balle de John Carthy à Abbeylara, Comté de Longford, le 20 avril 2000 (« Tribunal Barr »). J'ai représenté plus d'une dizaine de défendeurs devant la Commission d'enquête sur les mauvais traitements à enfants.

- Procédures au titre de la loi amendée de 1996 sur les produits du crime. Par ex. ***F. McK. c. F.C.*** [2001] 4 I.R. 521 – pour les appelants devant la Cour suprême sur une question interlocutoire de production de pièces relevant de la loi sur les produits du crime (gain de cause). Et ***F.McK c. G.W.D.*** [2004] 2 I.R. 470 – pour l'appelant devant la Cour suprême sur une question concernant l'interprétation exacte de cette loi et son domaine d'application (gain de cause).

- Procédures relatives à l'extradition et à la loi sur le mandat d'arrêt européen.

- Requêtes au titre de la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale (1959). Par ex. ***Creaven c. Bureau des biens d'origine criminelle (Criminal Assets Bureau)*** [2004] 4 I.R. 434 : pour l'appelant devant la Cour suprême sur un certain nombre de questions d'interprétation concernant la capacité de délivrer des mandats d'arrêt aux fins d'apporter une entraide judiciaire internationale en matière pénale (gain de cause).

- Demandes de recours en révision de types divers.

- Enquêtes au titre de l'article 40.4.2 (demandes d'*habeas corpus*) dans le contexte de la procédure pénale et de la détention dans des établissements de santé mentale.

- Demandes du statut de réfugié et appels des décisions.

- Engagement d'actions réglementaires pour diverses autorités et représentation lors des procédures. Par exemple, j'ai engagé des actions au nom du commissaire à la protection des données et du ministre de l'Entreprise, du Commerce et de l'Emploi.

- Actions de toutes sortes en droit commercial et privé.

- Droit des sociétés et procédures d'insolvabilité. Par ex. ***Re Money Markets International Ltd.*** [2000] 3 I.R 437 : pour la Banque centrale, opposition à la demande des liquidateurs – partie requérante – d'une instruction selon laquelle tous les créanciers auraient eu droit aux sommes réservées, au titre de l'article 52(5)(a) de la loi de 1995 sur les activités boursières, aux créanciers clients de sociétés de Bourse insolvables (gain de cause).

- Procédures auprès du Tribunal de l'égalité, du Tribunal des recours en matière d'emploi et du Tribunal du travail, pour des parties publiques et privées.

- Procédures au titre de la loi de 2003 sur la Convention européenne des droits de l'homme, concernant le droit pénal, le droit de la santé mentale et la question de la liberté d'expression.

V. *Activités publiques*

a. Postes dans la fonction publique
Néant.

b. Mandats électifs
Néant.

c. Fonctions exercées au sein d'un parti ou d'un mouvement politique
Néant.

VI. *Autres activités*

1992-1994 Membre du Conseil irlandais pour les libertés civiles.

1995-1996 Membre du bureau de l'Agence pour les réfugiés.

VII. *Travaux et publications*

2006 Law Society of Ireland, *Criminal Litigation*, Oxford University Press, 2006, (contribution).

1997 *Irish Nationality and Citizenship Law - From Crown Subject to European Citizen,* Mémoire de troisième cycle, University College Dublin.

1997 *Detention Without Charge and the Criminal Justice (Drug Trafficking) Act 1996 - Shifting the Focus from Trial Court to Garda Station,* (1997) 7 (1) ICLJ 1

1994 *The secrecy surrounding immigration laws may soon be discarded*, The Irish Times, 13 octobre 1994, (article de presse).

VIII. ***Langues***

Langue	lu	écrit	parlé
a. Première langue anglais	TB	TB	TB
b. Langues officielles français	AB	-----	-----
c. Autres langues irlandais	AB	----	AB

IX. ***Autres éléments pertinents***

Récompenses & responsabilités universitaires

1992 Membre de l'équipe lauréate des sélections irlandaises pour le Concours de plaidoirie de droit international Philip C. Jessup (désigné « Meilleur défenseur - Sélection nationale »)

1986 Gagnant du Concours universitaire national de débat organisé par le *Irish Times*.

1986 Gagnant du Premier Concours international de débat Harvard/Irlande.

1984 Président, Société philosophique du *Trinity College* de Dublin.
Membre honoraire, Société philosophique du *Trinity College* de Dublin.
Membre honoraire, Société historique du *Trinity College* de Dublin.

X. *Je confirme que je m'installerais de manière permanente à Strasbourg au cas où je serais élu juge à la Cour.*

Doc. 11446

CURRICULUM VITAE
Ann POWER

I. État civil

Nom, prénom :	Power, Ann
Sexe :	Féminin
Date et lieu de naissance :	23 novembre 1962, Dublin
Nationalité(s) :	Irlandaise

II. Études et diplômes, et autres qualifications

Etablissement	**Durée**	**Matières**	**Diplômes et Titres universitaires**
Institut Mater Dei Drumcondra Dublin 3	1980-1984	Philosophie Anglais Enseignement	Licenciée es sciences religieuses (B. rel. Sc.) Mention très bien (1st Hons) 1ère place
Université de Dublin Trinity College Dublin 2	1984-1987	Philosophie Enseignement	Maîtrise en enseignement (Master of Education) Mention très bien 1ère place
The Honorable Society of King's Inns	1989-1991	Droit	Diplômée en droit Mention très bien 1ère place
The Honorable Society of King's Inns	1991-1993	Droit	Diplôme d'avocate Mention très bien 1ère place
Université d'Oxford College de l'Université d'Oxford	en cours	Jurisprudence et philosophie du droit	Doctorat en philosophie

III. Activités professionnelles pertinentes

a Description des activités judiciaires

b. Description des activités juridiques non judiciaires

Actuellement	**Avocate principale** - Avocate principale en exercice auprès des juridictions supérieures d'Irlande. - Conseillère juridique principale, spécialisée en droit constitutionnel et en droit public - Compétence reconnue dans le domaine du droit à l'intégrité corporelle, du droit à l'éducation, du droit à la liberté, du droit à l'égalité devant la loi, du droit d'accès aux tribunaux, du droit au respect de la vie privée, de la protection de l'enfance, du droit à la liberté d'expression, du droit à un procès équitable. - Juriste, spécialisée dans le droit d'asile et le droit humanitaire. - Négociatrice confirmée, possédant d'excellentes aptitudes en matière de communication et de relations interpersonnelles. - Figurent parmi mes clients à ce jour : le Premier ministre de la République d'Irlande, M. Bertie Ahern, divers ministres, des administrations et des organes publics.

1993-2006	**Avocate** - Avocate en exercice auprès des juridictions supérieures d'Irlande. - Conseillère juridique, spécialisée en droit constitutionnel, en droit médical et en droit public. - Juriste spécialisée dans le droit d'asile et le droit humanitaire. - Chargée de la représentation de membres du pouvoir exécutif, du pouvoir judiciaire et des administrations auprès de trois tribunaux d'enquête. - Compétence reconnue dans les affaires mettant en jeu la protection de l'enfance, le droit à l'éducation, le droit d'accès aux soins primaires, le droit à l'égalité devant la loi, le droit d'accès aux tribunaux, le droit à la liberté d'expression et le droit à un procès équitable.
1998-2003	**Chargée de cours** (jurisprudence) à King's Inns - Matières enseignées : droits de l'homme, théorie du droit naturel, positivisme juridique ainsi que droit et morale. - Chargée d'élaborer des programmes d'études, de dispenser des cours et d'évaluer les étudiants.
Actuellement	Intervenante occasionnelle en droit à l'Université de Dublin, à Trinity College, dans les séminaires du conseil de l'ordre des avocats et des conférences juridiques.

c. Description des activités professionnelles non juridiques

1987-2003	**Chargée de cours en philosophie** **-** Matières enseignées : histoire de la philosophie, éthiques et philosophie contemporaine. - Chargée d'élaborer les programmes d'études ; de dispenser des cours et d'évaluer les étudiants. - Chargée notamment d'assurer la liaison entre les examinateurs externes et les instances universitaires.
1990-1993	**Membre de plusieurs équipes de direction dans le domaine de l'enseignement** - Chargée notamment de concevoir, de mettre en œuvre et d'évaluer le Plan stratégique du programme national d'enseignement secondaire - Membre de l'instance dirigeante chargée de superviser et d'évaluer les examens d'Etat en anglais et en littérature anglaise
1986-1993	**Professeur d'anglais** (dans l'enseignement supérieur) - Chargée notamment de préparer les étudiants aux examens d'Etat finals, de leur apprendre à porter un jugement critique sur la littérature anglaise, de mettre en œuvre la politique de la discipline et de servir d'intermédiaire entre le personnel et les parents pour ce qui est du programmes des études et du bien-être des

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

- Plus de 14 ans d'expérience en tant qu'avocate, assortie d'une solide connaissance de la procédure se déroulant devant les juridictions supérieures, acquise dans diverses affaires portant sur les droits de l'homme ;

- Plus de 20 ans d'expérience en tant que professeur de philosophie et de jurisprudence dans l'enseignement supérieur, avec un intérêt particulier pour les fondements philosophiques des droits de l'homme ;

- Compétence reconnue dans le domaine de la représentation et du conseil juridique de l'Etat et des organismes publics dans les affaires de violation alléguée de droits constitutionnels et de droits protégés par la Convention ;

- Avocate reconnue, spécialisée dans le droit d'asile et de l'immigration, assumant des fonctions de conseil et de représentation de demandeurs d'asile.

- Agent de liaison du conseil de l'ordre des avocats irlandais avec le conseil irlandais de la bioéthique ;

- Membre du programme d'actions urgentes et du groupe de juristes d'Amnesty International. Participation aux réunions mondiales de juristes organisées par Amnesty International.

- Membre d'Avocats sans frontières et participation à des conférences sur le droit d'asile et de l'immigration ainsi qu'à des séminaires organisés à l'intention de magistrats du continent africain.

V. Activités publiques

a. Postes dans la fonction publique

b. Mandats électifs

Elue au conseil d'administration de l'hôpital orthopédique d'Irlande en 2003. Chargée à ce titre de superviser un projet de développement de 20 millions d'euros notamment.

Membre du comité d'audit du conseil d'administration, chargée de superviser l'établissement des états financiers et les contrôles internes.

c. Fonctions exercées au sein d'un parti ou d'un mouvement politique

VI. Autres activités

Domaine	**Durée**	**Fonctions**
Universitaire		
Membre (nommé) du conseil universitaire du All Hallows College de Dublin	1988-2000	Chargée notamment de superviser la gestion des programmes d'études universitaires et d'autres domaines présentant un intérêt pour le College.
Bénévolat		
Assistance aux personnes endeuillées	2002-	Formation à l'assistance aux personnes endeuillées par l'Irish Hospice Foundation et bénévole expérimentée.
Projets humanitaires	1993-	Participation à des programmes de visite et de formation des détenus et à des projets destinés aux enfants défavorisés dans le monde en développement.
Social	actuellement	Centres d'intérêt : le théâtre, le chant, les voyages, la peinture et les randonnées.

VII. Travaux et publications

The total number of articles published in refereed journals or delivered and published as Conference papers is, approximately, 30. The most important titles include:

Ethico-Legal Issue in Biomedicine – A paper to be published in 3 parts in the forthcoming editions of *The Bar Review* (the official refereed Journal of the Bar of Ireland) [September 2007]

The Civil Liability and Courts Act, 2004 – A paper delivered to Irish Public Bodies' Mutual Insurance Limited [2 December 2005]

What is Informed Consent? – A Paper delivered to the Medico-Legal Society of Ireland [3 November 2005]

Suing Health Authorities in Ireland: Recent Legal Developments in Child Abuse Tort Claims Against Public Bodies: A Comparative Law Review (Eds. Fairgrieve, D. & Green, S.) [2004: *British Institute of International and Comparative Law*, Ashgate Publishing Limited]

Recent Developments in the Law of Limitations, Delay and Dismissal for Want of Prosecution – A Paper delivered at Trinity College, Law School Conference Torts Update 2004 and published in Conference Papers [12 June 2004]

Employers' Liability in the Electronic Work Place in The Bar Review [Vol. 6, Issues 1 & 2, 2000]

Reducing the Risk of Civil Litigation in Child Protection Practices [Published in Hardback and CD Rom by Irish Public Bodies Mutual Insurances Limited, 2000]

The Right to Die in Irish Law – A series of articles published in The Sunday Tribune [May-July 1995]

VIII. Connaissances linguistiques

Langues	**Lu**			**Ecrit**			**Parlé**		
	TB	**B**	**AB**	**TB**	**B**	**AB**	**TB**	**B**	**AB**
a. Langue maternelle									
Anglais	X			X			X		
b. Langues officielles									
Français			X			X			X
c. Autres langues									
Irlandais		X			X			X	
Polonais			X			X			X

IX. Autres éléments pertinents

- Attribution d'une bourse John Brooke [King's Inns 1993] pour être sortie major de l'examen final du barreau ;
- Major et mention très bien à tous les diplômes du deuxième et troisième cycles ainsi qu'aux études post-doctorales ;
- Attribution anticipée d'un brevet d'excellence et d'aptitude à la profession juridique par le gouvernement irlandais.
- Récompensée par plusieurs prix, en particulier :
  - Lauréate du Prix de King's Inns en 1991
  - Médaille d'argent au concours national de plaidoiries des Colleges en 1992
  - Lauréate du concours des plaidoiries en mémoire de O'Callaghan en 1993
  - Lauréate du concours du procès fictif - King's Inns 1993

X. DÉCLARATION

Je confirme que je m'installerai de manière permanente à Strasbourg au cas où je serais élue juge à la Cour.

(signé)
ANN POWER, S.C.

Doc. 11446

CURRICULUM VITAE
Roger Louis SWEETMAN

I. État civil

Nom, prénoms:	Sweetman, Roger Louis
Date de naissance :	28 avril 1942
Lieu de naissance :	Dublin, Irlande
Adresse :	Mount Egan, Kilmurry, Clane, Co. Kildare, Irlande
Tel :	- privé : 045-869192 - professionnel : 01-8174392 - portable : 087-2673768
Nationalité(s):	irlandaise
Sexe :	masculin
Etat civil	marié (11-11-1971) ; quatre enfants (adultes)

II. Études et diplômes, et autres qualifications

1955-1959		Clongowes Wood College, Naas, Co. Kildare
Juin 1959		Examen d'entrée à l'Université nationale d'Irlande
1959-1961		Etudes d'agronomie, University College, Dublin
Septembre 1969		Entrée comme avoué stagiaire dans un cabinet d'avocats ; admis à l'école de droit de l'Incorporated Law Society
Décembre 1974		Obtention du titre d'avoué (Solicitor)
Septembre 1981		Admission à King's Inns
1984		Obtention de l'examen final du barreau (première partie)
1985		Obtention de l'examen final du barreau (deuxième partie)
Octobre 1983		Obtention du diplôme d'avocat

Expérience universitaire

1979-1989		Tuteur/Consultant en plaidoirie et en droit pénal à l'école de droit de l'Incorporated Law Society, Blackhall Place, Dublin

Stages

1962-1963		Participation au Programme d'apprentissage en agriculture du Royaume-Uni
1964-1969		Stagiaire en gestion agricole et assistant d'exploitant agricole
1969-1974		Avoué stagiaire au cabinet Herman Good & Co, Dawson St., Dublin 2

III. Activités professionnelles pertinentes

1974 -1982		Assistant salarié puis associé du cabinet Herman Good & Co.
1982-1983		Courte expérience d'avoué indépendant tout en étudiant le droit pour devenir avocat
Octobre 1983		Expérience au barreau, au départ à la fois à Dublin et dans diverses circonscriptions de l'Est. Nommé sur la liste du procureur général des avocats du barreau de Dublin en 1985
Actuellement		Depuis, j'exerce principalement au pénal à Dublin (pour l'accusation ou la défense), parfois dans d'autres circonscriptions (défense pénale et litiges civils)
Octobre 2002		Reçu à l'Inner Bar. Depuis cette date, avocat principal dans des affaires criminelles graves (homicide, viol, agressions graves)

a. Activités judiciaires

- Fonction d'arbitre dans les litiges de droit civil
- Pré-sélectionné par le gouvernement irlandais pour figurer sur la liste des candidats à l'élection de juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme de Strasbourg en avril 2004.

b. Activités juridiques non judiciaires

a) Activité professionnelle : cf. ci-dessus
b) Enseignement du droit à temps partiel : cf. ci-dessus
c) Conférences à l'intention d'organes non judiciaires concernant leurs interactions avec le droit
d) Auteur du chapitre sur le sport et le droit dans un ouvrage sur la médecine du sport.

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

En tant que juriste en droit pénal, je suis amené à invoquer et à défendre au niveau le plus élémentaire les droits de l'homme des personnes accusées, parmi lesquels figurent :

a) la défense de la présomption d'innocence ;
b) la défense du droit de ne pas contribuer à sa propre incrimination ;
c) la défense du droit à une procédure et à un procès équitables ;
d) la dénonciation des procédures de police et de poursuites irrégulières ;
e) la contestation des lois pour cause d'inconstitutionnalité.

Depuis octobre 2006, je suis membre de la Commission irlandaise des droits de l'homme.

V. Activités publiques

a) Participation à des campagnes locales visant à préserver l'environnement et les équipements locaux
b) Ancien trésorier du conseil de direction de l'école primaire locale
c) Membre fondateur du club local de rugby pour les jeunes (aujourd'hui pour les adultes)

a. Postes dans la fonction publique

Doc. 11446

Néant

VI. Autres activités et intérêts

a) Histoire
b) Architecture
c) Voyages à l'étranger, en France et en Espagne notamment
d) Lecture, notamment affaires internationales et histoire
e) Rugby, encadrement des jeunes notamment
f) Sports nautiques - navigation fluviale et côtière
g) Cricket
h) Théâtre et cinéma
i) Randonnée

VII. Connaissances linguistiques

Langues	**Lu**			**Ecrit**			**Parlé**		
	TB	**B**	**AB**	**TB**	**B**	**AB**	**TB**	**B**	**AB**
a. Langue maternelle									
Anglais	X			X			X		
b. Langues officielles									
Français		X				X		X	
c. Autres langues									

IX. Autres éléments pertinents

Je pense que mes 33 années d'expérience en tant que juriste en droit pénal, à tous les niveaux du système judiciaire irlandais, m'ont livré de précieux enseignements sur le rôle fondamental que peuvent jouer les concepts liés aux droits de l'homme dans ce système. Cette expérience m'a donné la capacité de comprendre et de défendre ces droits de façon plus générale, et pas seulement au niveau individuel, même si ce niveau reste important. Mon expérience en qualité de membre de la Commission irlandaise des droits de l'homme n'a fait qu'accroître et renforcer mon intérêt pour la matière des droits de l'homme.

REPRESENTATION PERMANENTE
DU
GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG
AUPRES
DU CONSEIL DE L'EUROPE

460/2007

Strasbourg, le 24 septembre 2007

Objet : Cour Européenne des Droits de l'Homme
Election d'un juge au titre du Luxembourg

Monsieur le Président,

Conformément à la pratique établie, j'ai l'honneur de vous transmettre en annexe les curriculum vitae des trois candidats à la haute fonction de juge retenus par le Gouvernement luxembourgeois. Il s'agit, par ordre alphabétique, de :

- Mme Christine GOY
- M. Olivier LANG
- M. Dean SPIELMANN

Je vous saurais gré de bien vouloir mettre ce point à l'ordre du jour de la réunion du GR-H de ce jeudi 27 septembre.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de ma considération très distinguée.

Ronald Mayer
Ambassadeur

S.E. M. l'Ambassadeur
Christian Oldenburg
Président du GR-H
Conseil de l'Europe
S t r a s b o u r g

Copie :

M. Simon Palmer
Administrateur principal pour
les Droits de l'homme

65, allée de la Robertsau 67000 Strasbourg Tél. 03.88.15.26.36 Fax 03.88.15.26.3

CURRICULUM VITAE
Christine GOY

Née le 26 mars 1973 à Luxembourg-Ville
Nationalité luxembourgeoise

ETUDES ET DIPLOMES, ET AUTRES QUALIFICATIONS

04.2000	Entrée dans la carrière diplomatique luxembourgeoise
02.1999	Assermentation au Barreau de Luxembourg
1998-02.1999	Certificat de formation complémentaire en droit luxembourgeois
1997-1998	Collège d'Europe à Bruges, Diplôme d'Etudes Européennes Approfondies, département sciences politiques et administratives. Mention « très bien ». Mémoire: « Le Grand-Duché de Luxembourg face aux débats institutionnels de la CIG de 1996 liés à la Grande Europe »
1997	Maîtrise en droit-mention droit international et européen, Université de Paris I, Panthéon-Sorbonne. 1ère de la promotion
1985-1992	Athénée de Luxembourg, lycée classique à Luxembourg-Ville

ACTIVITES PROFESSIONNELLES PERTINENTES

1.12.2005- Représentant permanent adjoint du Grand-Duché de Luxembourg auprès de l'Office des Nations Unies et des autres Organisations internationales à Genève.

Le rôle principal consiste à être engagée dans des négociations multilatérales continues et à contribuer à la représentation du Luxembourg dans les 21 organisations intergouvernementales à Genève afin d'y promouvoir la vision luxembourgeoise dans toutes les matières qui caractérisent aujourd'hui l'engagement international du Luxembourg. En bref, c'est à Genève que la communauté internationale traite des problèmes de l'homme à l'échelle universelle dans quatre domaines essentiels :

- *droits de l'homme, affaires humanitaires et de santé,*
- *dimension sociale de la mondialisation et conditions de travail à l'échelle mondiale,*
- *développement économique des pays du Sud et commerce international,*
- *communication, recherche, haute technologie*

15.9.03-11.05 Ministère des Affaires étrangères, Secrétariat général, Responsable pour le Siège des institutions et organismes européens à Luxembourg

9.02-9.03 Ministère des Affaires étrangères, Secrétariat général, Coordination générale de la politique étrangère

1.4.00-9.02 Ministère des Affaires étrangères, Direction politique, Responsable pour les pays d'Europe Centrale et Orientale, des Balkans Occidentaux, de l'Europe du Sud-Est, du Maghreb-Mashrek, Adjointe au coordinateur national pour le Pacte de Stabilité pour l'Europe du Sud-Est

02.99-04.00 Chargée de mission à la Représentation permanente du Luxembourg auprès de l'Union de l'Europe occidentale (U.E.O.)

08-09.98 Stage au cabinet d'avocats Schiltz & Schiltz à Luxembourg-Ville

09.96 à Stage au cabinet d'avocats Zeyen Beghin Feider Loeff Claeys Verbeke Luxembourg-Ville

08-09.94 Stage au cabinet d'avocats Elvinger Dessoy à Luxembourg-Ville

ACTIVITES DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME

12.05- Depuis l'affectation à la Représentation permanente auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, c'est la réforme de la Commission des droits de l'homme et la création du Conseil des droits de l'homme qui ont figuré au centre des mes activités professionnelles à Genève. La création du Conseil des droits de l'homme le 15 mars 2006 marque une étape importante dans l'histoire de l'ONU et devrait, à terme, renforcer la légitimité, l'efficacité et la crédibilité des Nations unies en matière de protection internationale et de défense des droits de l'Homme. Le respect des droits de l'Homme est au coeur de l'exercice de la démocratie aujourd'hui au Luxembourg et de notre engagement au sein de l'Union européenne. Ayant contribué aux travaux de la Commission des droits de l'Homme depuis sa création, le Luxembourg est particulièrement attaché au système international de promotion et de protection des droits de l'Homme, ce qui implique une participation active du Luxembourg en tant qu'observateur aux travaux du Conseil

ACTIVITES PUBLIQUES

Octobre 2005 Candidate aux élections communales, Luxembourg-Ville, membre du parti chrétien social

AUTRES ACTIVITES

1990	N°52 mondiale Juniors en Tennis
1989-1993	Triple Championne nationale dames en Tennis

CONNAISSANCES LINGUISTIQUES

Langue maternelle : luxembourgeois
Langues lues, écrites et parlées: français (très bien), anglais (très bien), allemand (très bien)
Langue parlée: espagnol (bien)

En cas d'élection au poste de Juge auprès de la Cour européenne des droits de l'homme, je confirme être disposée à m'installer de manière permanente à Strasbourg.

CURRICULUM VITAE
Olivier LANG

I. Etat civil

Nom, prénom	LANG Olivier
Sexe	masculin
Date et lieu de naissance	21 janvier 1971 à Béziers (France)
Nationalité(s)	luxembourgeoise et française
Adresse	31, Grand-Rue, L-1661 Luxembourg
Email	olivier.lang@barreau.lu

II. Etudes et diplômes, et autres qualifications

1991	Baccalauréat français série D
1992	Certificat de Sciences Juridiques et Economiques, Centre Universitaire de Luxembourg
1994	DEUG de Droit, Université Robert Schuman de Strasbourg
1995	Licence de Droit, Université Robert Schuman de Strasbourg
1997	Maîtrise de Droit, Université Robert Schuman de Strasbourg
1998	Diplôme des cours de formation complémentaire en droit luxembourgeois Assermentation et inscription au Barreau de Luxembourg

III. Activités professionnelles pertinentes

a. Description des activités juridiques

1998 à 2001 :	Avocat stagiaire
2001 :	Obtention du certificat de fin de stage judiciaire
2001 à 2002 :	Avocat à la Cour collaborateur
2002 à 2006 :	Avocat à la Cour associé, spécialiste en contentieux de droit des Etrangers, droit d'Asile et droits de l'Homme
Mai 2006 :	Avocat à la Cour, étude d'avocats Olivier LANG, spécialiste en contentieux de droit des Etrangers, droit d'Asile et droits de l'Homme

b. Description des activités juridiques non judiciaires

Membre représentant du Grand-Duché de Luxembourg au sein du Réseau ODYSSEUS, Réseau académique d'études juridiques sur l'immigration et l'asile en Europe (ULB Bruxelles)

Membre de la Commission Consultative des Droits de l'Homme du Grand-Duché de Luxembourg

Membre observateur du conseil d'administration de l'association sans but lucratif luxembourgeoise ASTI (Association de Soutien aux Travailleurs Immigrés) (2004-2005)

c. Description des activités professionnelles non juridiques : --

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

Participation au débat paneuropéen European Citizens' Consultation, (Le rôle de l'Europe dans le monde et la gestion de l'immigration) Université de Luxembourg (10-11 mars 2007)

Participation au 5e congrès des juristes spécialistes des questions d'immigration et d'asile en Europe « Les conditions d'accueil des demandeurs d'asile dans l'U.E. » : Une étude comparative de la mise en œuvre de la directive du 27 janvier 2003 par les Etats membres, Bruxelles, 26 septembre 2006

Participation au 4e congrès des juristes spécialistes des questions d'immigration et d'asile en Europe « L'avenir de la libre circulation des personnes dans l'U.E. » : Analyse de la directive 2004/38 du 29 avril 2004 relative au droit des citoyens de circuler et de séjourner librement, Louvain-la-Neuve, 22 avril 2005

V. Activités publiques

a. Postes dans la fonction publique : --
b. Mandats électifs : --
c. Fonctions exercées au sein d'un parti ou d'un mouvement politique : --

VI. Autres activités

a. *Domaine : --*
b. *Durée : --*
c. *Fonctions : --*

VII. Travaux et publications

1. Coauteur du rapport « A comparison of national anti-discrimination legislation on the grounds of racial or ethnic origin, religion or belief with the Concil Directives », sous la guidance du Migration Policy Group, pour European Monitoring Centre on Racism and Xenophobia (2002)

2. Auteur et coauteur d'avis de la Commission consultative des Droits de l'Homme du Grand-Duché de Luxembourg depuis 2004

3. Auteur du rapport national sur le Luxembourg, du Réseau ODYSSEUS, pour la Commission européenne, sur l'état de transposition de la Directive 2003/9/CE du Conseil du 27 janvier 2003 relative à des normes minimales pour l'accueil des demandeurs d'asile dans les États membres (2006)

VIII. Connaissances linguistiques

Langues	**Lu**			**Ecrit**			**Parlé**		
	TB	**B**	**AB**	**TB**	**B**	**AB**	**TB**	**B**	**AB**
a. Langue maternelle									
Français	X			X			X		
b. Langues officielles									
Anglais		X			X			X	
c. Autres langues									
Luxembourgeois			X			X			X
Allemand			X			X			X
Italien			X			X			X

IX. Autres éléments pertinents

Travaux et projets actuellement en cours

X. Veuillez confirmer que vous vous installeriez de manière permanente à Strasbourg au cas où vous seriez élu(e) juge à la Cour

Je confirme que je m'installerai de manière permanente à Strasbourg au cas où je serais élu juge à la Cour.

CURRICULUM VITAE
Dean SPIELMANN

I. Etat civil

Nom, prénom :	SPIELMANN, Dean
Sexe :	masculin
Date et lieu de naissance :	26 octobre 1962 à Luxembourg
Nationalité :	Luxembourgeois
Adresse privée :	2, rue Wimpheling F-67000 Strasbourg
Adresse professionnelle :	Cour européenne des Droits de l'Homme F-67075 Strasbourg Cedex Tél. : [+33] (0) 3 90 21 50 79 Fax : [+33] (0) 3 88 41 27 30 dean.spielmann@echr.coe.int

II. Etudes et diplômes, et autres qualifications

Licence en droit, Université Catholique de Louvain, (1988)

Master of Laws en droit international, Université de Cambridge, (1990)
Boursier du *Foreign and Commonwealth Office* (FCO)
Membre du Fitzwilliam College – Cambridge
Mémoire d'université sur *The Potential Applicability between Non-State Persons of the Provisions of the European Convention on Human Right*s, LL.M. Thesis, Cambridge, 1990, env. 130 pages, (non-publié)

Etudes à l'Académie de droit international de La Haye (1989, 1991 et 1999), en 1999, programme ONU/UNITAR de perfectionnement dans le domaine du droit international

Stage au Conseil de l'Europe, Cour européenne des Droits de l'Homme (1989)

Examen de fin de stage au Barreau de Luxembourg (1992)
La réussite de cet examen est une condition pour l'exercice de fonctions judiciaires

III. Activités professionnelles pertinentes

a. Description des activités juridiques

Juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme (prestation de serment le 30 août 2004, élu le 24 juin 2004)

Avocat (Barreau de Luxembourg), (1989-2004), Avocat à la Cour (Luxembourg), (1992-2004), Avocat-associé dans un cabinet d'avocats

Activités juridiques du Barreau :
- Membre du Conseil de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg (1996-1998)
- Membre-secrétaire du Conseil disciplinaire et administratif des avocats (1999-2001). En cette qualité, membre de plusieurs formations de jugement en matière disciplinaire

b. Description des activités juridiques non judiciaires

b.1. Comités de la Cour européenne des Droits de l'Homme (depuis 2004)

Président du Comité de la Bibliothèque de la Cour européenne des Droits de l'Homme (depuis septembre 2006)

Membre du Comité de publications de la Cour européenne des Droits de l'Homme (depuis mai 2005)

Co-organisateur des réunions d'informations sur la jurisprudence destinées aux stagiaires et visiteurs d'études de la Cour européenne des Droits de l'Homme (depuis octobre 2005)

b.2. Activités juridiques non judiciaires au Barreau (Commissions consultatives et d'experts (1988-2004))

Membre du groupe de travail pour l'établissement du règlement déontologique du Barreau (1995)

Membre de la Commission de la formation permanente du Barreau de Luxembourg (2001-2002)
En cette qualité, organisation d'un cycle de formation permanente sur la Convention européenne et la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme (2001-2002)

Membre du Comité sur les droits de l'homme du CCBE (Conseil des Barreaux de l'Union Européenne (2002-2004)
En cette qualité participation aux travaux de réflexion sur la réforme de la Cour européenne des droits de l'homme

Membre du Comité de droit pénal du CCBE (Conseil des Barreaux de l'Union Européenne) (2003-2004)

b.3. Autres commissions consultatives et d'experts (avant 2004)

Membre du Réseau de l'Union européenne d'experts indépendants en matière de droits fondamentaux (CFR-CDF) (2002-2004)
http://europa.eu.int/comm/justice_home/cfr_cdf/index_fr.htm

Membre de la Commission consultative des droits de l'homme - Luxembourg (2000-2004)

Membre de la Commission de révision du droit pénal (Ancienne Commission d'études législatives) – Ministère de la Justice (1994-2004)

Membre désigné par le Luxembourg à agir en qualité de troisième arbitre dans le cadre du contrat-type élaboré par le Comité consultatif du Conseil de l'Europe sur base de l'article 18 de la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, (Strasbourg, 1981, STE 108) (1993-2004)

Membre de la Cellule de Recherches pour la Résolution des Conflits – C.R.R.C. (1999-2003)

b.4. Enseignement

b.4.1. Principales activités d'enseignement

– *Université Catholique de Louvain (1991-1997)*

Assistant, respectivement assistant de recherches (F.N.R.S.) – Département de criminologie et de droit pénal – Faculté de droit, Université Catholique de Louvain (1991-1997), Collaborateur des Professeurs Jacques Verhaegen et Christiane Hennau-Hublet
Dans ce cadre, outre des travaux de recherche et des publications, la supervision de travaux dirigés en droit pénal général, co-superviseur avec les Professeurs Christiane Hennau et Jean du Jardin au séminaire de troisième licence (1996-1997) sur le thème : « Droit pénal et droits de l'homme »

– *Université du Luxembourg (titulaire de plusieurs cours jusqu'en 2004)*

Chargé de cours associé à l'Université du Luxembourg
- Titulaire du cours de droit pénal général (première année, section belge) (1996-2004)

- Co-titulaire du cours de droit pénal et procédure pénale (deuxième année, section française, DEUG) (2000-2004)
- Titulaire du cours de droit pénal des affaires (quatrième année, section française, Maîtrise) (2003-2004)
- Conférences sur le contentieux communautaire devant la Cour européenne des droits de l'homme (Université du Luxembourg et Institut universitaire international de Luxembourg (1999-2005))
- Conférences sur la Convention européenne des droits de l'homme (données dans le cadre du programme des Master en droit européen, spécialisation en contentieux européen (2005) et en droit pénal européen des affaires (2006))

– *Université de Nancy 2*

- Conférences sur la procédure de la Cour européenne des droits de l'homme (DESS en Contentieux) (depuis 1997)

– *Institut international des droits de l'homme René Cassin*

Invitation pour la session annuelle 2007 : Cours sur l'histoire des droits de l'homme
Chaire Emile Bernheim (juillet 2007)

b.4.2. Autres activités d'enseignement

– *Ministère de la Justice, Luxembourg (1994-2001)*

Chargé de cours (Droit international privé) – Ministère de la Justice, Luxembourg (1994-2001)

– *Université de Padoue (Venise) (1998)*

Chargé de cours invité à Venise - *European Master's Degree in Human Rights and Democratisation*, Université de Padoue (1998) : Cours sur l'article 5 de la Convention européenne des droits de l'homme

b.5. Autres activités scientifiques

b.5.1. Membre des sociétés savantes et associations suivantes

– Membre de l'Institut Grand-Ducal, Section des Sciences Morales et Politiques (membre effectif depuis 2005, membre agrégé de 2002 à 2005)
– Membre du Comité national luxembourgeois de l'Association Henri Capitant des Amis de la Culture juridique française
– Membre du conseil d'administration de l'Union belgo-luxembourgeoise de droit pénal (U.B.L.D.P.)
– Membre de la Société française pour le droit international (S.F.D.I.)
– Membre de l'Association internationale de droit pénal (A.I.D.P.)
– Membre de la Fondation internationale pénale pénitentiaire (F.I.P.P.)
– Membre de la *American Society of International Law* (A.S.I.L.)
– Ancien membre du Bureau du Centre des droits de l'homme de l'Université Catholique de Louvain, sous la direction du Professeur Silvio Marcus Helmons
– Ancien correspondant national du Centre de recherches et d'études sur les droits de l'homme et le droit humanitaire (CREDHO - dir. Prof. Paul Tavernier – Université de Rouen & Université de Paris-Sud)
– Ancien membre et membre fondateur du comité de la *European Criminal Bar Association*, Londres
– Ancien membre du *Common Core of European Private Law* (Trento Group) : Change of Circumstances (dir. E. Hondius & H.C. Grigoleit)

b.5.2. Participation à des colloques, séminaires et conférences (Liste exemplative)

Nombreuses conférences et participations actives à des colloques, séminaires, conférences et formations (Universités de Cambridge [Lauterpacht Research Centre for International Law], Rouen, Paris-Sud, Montpellier, Louvain, Reims …, Conseil de l'Europe, Association Henri Capitant, Ordre des avocats du Barreau de Luxembourg, Parquet Général du Grand-Duché de Luxembourg, *European Criminal Bar Association*, *Alliance of Independant Press Councils*)

Participation comme conférencier sur les droits de l'homme dans le cadre du programme organisé par la *Law Society of England and Wales* et la *Arab Lawyers Union* « Lawyers for the Future », à Beyrouth (mai 1998), Amman (octobre 1998) et au Caire (novembre 1998). Intervention sur « The European Experience and Fair Trial »

Participation au Colloque de Mondorf-les-Bains, organisé par la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Europe (30 septembre, 1er octobre 2002) sur *Les médias dans une société démocratique : quel équilibre entre la liberté d'expression et la protection des droits humains ?,* Intervention sur la « Présomption d'innocence et liberté d'information : deux droits concurrents ? »

Rapporteur général sur « Les minorités en droit des affaires », Journées mexicaines de l'Association Henri Capitant des Amis de la Culture Juridique Française (2002)

Rapporteur luxembourgeois sur « Les garanties de la propriété », Journées vietnamiennes de l'Association Henri Capitant des Amis de la Culture Juridique Française (2003)

Participation au colloque « La confiance mutuelle dans l'espace pénal européen », organisé par la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne (4 mars 2005)

Participation à la table ronde sur le thème du droit humanitaire international, organisée par la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne, dans le cadre de la réunion informelle du Comité aide humanitaire (14 mars 2005)

Leçon inaugurale des cours d'été « Espace pénal européen », donnée à l'Institut d'études européennes de l'Université Libre de Bruxelles (11 juillet 2005)

b.5.3. Edition

Co-fondateur et co-directeur de publication des *Annales du droit luxembourgeois,* (Bruxelles, Bruylant), (depuis 1990)
Membre du comité de rédaction du *Bulletin des droits de l'homme,* (Luxembourg), (depuis 1993)
Membre du comité scientifique (depuis 2005) et de rédaction (1996-2005) de la *Revue trimestrielle des droits de l'homme,* (Bruxelles, Nemesis-Bruylant)
Membre du comité de rédaction de la *Revue de droit pénal et de criminologie,* (Bruxelles, La Charte), (depuis 2002)
Membre du comité de rédaction de la revue *Droit des affaires – Het Ondernemingsrecht* (*DA/OR*) (Bruxelles, Larcier), (depuis 2003)
Membre du comité consultatif de la *Revue européenne de droit privé* (Kluwer), (depuis 2003)
Membre du comité scientifique de *l'Annuaire international des droits de l'homme* (Sakkoulas, Bruylant), (depuis 2005)

c. Description des activités professionnelles non juridiques

Aucune activité professionnelle non juridique.

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

Juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme (prestation de serment le 30 août 2004, élu le 24 juin 2004)

Président du Comité de la Bibliothèque de la Cour européenne des Droits de l'Homme (depuis septembre 2006)

Membre du Comité de publications de la Cour européenne des Droits de l'Homme (depuis mai 2005)
Co-organisateur des réunions d'informations sur la jurisprudence destinées aux stagiaires et visiteurs d'études de la Cour européenne des Droits de l'Homme (depuis octobre 2005)

Membre des comités scientifiques de la *Revue trimestrielle des droits de l'homme* (Bruxelles), du *Bulletin des droits de l'homme* (Luxembourg) et de *l'Annuaire international des droits de l'homme*

En qualité d'avocat (1988-2004), représentant de requérants devant les organes de protection des droits de l'Homme du Conseil de l'Europe (Commission et Cour européennes des droits de l'homme).

En qualité d'avocat, nombreuses consultations sur les droits de l'homme, pour le Conseil de l'ordre des avocats du Barreau de Luxembourg, le ministère de l'Education nationale, la Chambre des Notaires, le Mouvement Ecologique A.S.B.L. et des personnes privées (1988-2004)

En qualité de membre de la Commission de la formation permanente du Barreau de Luxembourg, organisation d'un cycle de formation permanente sur la Convention européenne et la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme (2001-2002)

En tant que membre du Réseau de l'Union européenne d'experts indépendants en matière de droits fondamentaux (CFR-CDF) participation aux rapports de synthèse, à des avis ponctuels, au commentaire de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et confection annuelle du rapport national concernant le Luxembourg (2002-2004)

En tant que membre de la Commission consultative des droits de l'homme (Luxembourg), participation à des enquêtes et avis (2000-2004)

Nombreux enseignements sur les droits de l'homme dans différentes universités et dans le cadre d'un programme de la *Law Society of England and Wales* (Liban, Jordanie, Egypte (1998))

Participation active au Comité des droits de l'homme du Conseil des Barreaux de l'Union européenne et notamment aux travaux sur la réforme de la Cour européenne des droits de l'homme (2003-2004)

Participation à des recherches de droit comparé (sur le droit luxembourgeois) pour des organisations non-gouvernementales (*Immigration Law Practitioners' Association* (I.L.P.A.) et « Article XIX ») (1992-1994)

83 publications sur la Convention européenne des droits de l'homme

V. Activités publiques

Aucune activité publique au sens du questionnaire.

a. Postes dans la fonction publique

Pas de poste dans la fonction publique

b. Mandats électifs

Pas de mandat électif

c. Fonctions exercées au sein d'un parti ou d'un mouvement politique

Pas de fonction au sein d'un parti ou d'un mouvement politique, pas membre d'un quelconque parti politique

VI. Autres activités

VII. Travaux et publications

162 publications :

- 4 livres, dont un mémoire d'université en anglais non publié, ayant trait à la Convention européenne des droits de l'homme
- 6 livres ayant trait au droit luxembourgeois
- 2 livres ayant trait au droit pénal comparé et belge
- 79 articles ayant trait à la Convention européenne des droits de l'homme
- 6 articles ayant trait au droit international
- 15 articles ayant trait au droit pénal luxembourgeois
- 10 articles ayant trait à la procédure pénale luxembourgeoise
- 9 articles ayant trait au droit constitutionnel et administratif
- 2 articles ayant trait à la procédure civile
- 6 articles ayant trait au droit des affaires
- 3 articles relatifs au droit civil
- 1 article ayant trait au droit pénal belge
- 1 article ayant trait au droit et à la musique
- 18 comptes-rendus d'ouvrages

Parmi les principales publications, les huit publications suivantes :

Ouvrages :
1) *L'effet potentiel de la Convention européenne des droits de l'homme entre personnes privées*, (Bruxelles, Nemesis, Bruylant, 1995), 160 pages.
2) *Le Luxembourg devant la Cour européenne des droits de l'homme (Recueil de jurisprudence 1995-2003*), (Bruxelles, Nemesis, Bruylant, 2003), 462 pages.
3) *Droit pénal général luxembourgeois* (avec A. Spielmann), Bruxelles, Bruylant, 2ème édition, 2004, 669 pages.

Articles :
4) « Les mesures provisoires et les organes de protection prévus par la Convention européenne des droits de l'homme », *in Présence du droit public et des droits de l'homme, Mélanges offerts à Jacques Velu,* Bruxelles, Bruylant, 1992, pp. 1294-1317.
5) « Human Rights Case-Law in the Strasbourg and Luxembourg Courts : Conflicts, Inconsistencies and Complementarities », *in* P. Alston, M. Butselo & J. Heenan (ed.), Academy of European Law European University Institute, *The EU and Human Rights,* Oxford, Oxford University Press, 1999, pp. 757-780 (trad. française: « Jurisprudence des juridictions de Strasbourg et de Luxembourg dans le domaine des droits de l'homme », *in* P. Alston, M. Butselo & J. Heenan (dir.), *L'Union Européenne et les Droits de l'Homme*, Bruxelles, Bruylant, 2001, pp. 789-812).
6) « Entraide judiciaire internationale en matière pénale et Convention européenne des droits de l'homme. La perspective luxembourgeoise », *in Les droits de l'homme au seuil du troisième millénaire. Mélanges en hommage à Pierre Lambert,* Bruxelles, Bruylant, 2000, pp. 789-802.
7) « Luxembourg », *in* R. Blackburn et J. Polakiewicz (éd.), *The European Convention on Human Rights. (1950-2000), The Impact of the European Convention on Human Rights in the Legal and Political Systems of the Member States 1950-2000,* Oxford, Oxford University Press, 2001, pp. 531-557.
8) « Une internationalisation avant la lettre des droits de l'homme ?/A propos de l'avis consultatif de la Cour permanente de Justice internationale du 4 décembre 1935 », in L. Caflisch, J. Callewaert, R. Liddell, P. Mahoney et M. Villiger (éd.), *Droits de l'homme - Regards de Strasbourg. Liber amicorum Luzius Wildhaber,* Kehl, Strasbourg, Arlington, Va., Editions N.P. Engel, 2007, pp. 403-422.

VIII. Connaissances linguistiques

Langues	**Lu**			**Ecrit**			**Parlé**		
	TB	**B**	**AB**	**TB**	**B**	**AB**	**TB**	**B**	**AB**
a. Langue maternelle									
Luxembourgeois	X			X			X		

b. Langues officielles									
Anglais	X			X			X		
Français	X			X			X		
c. Autres langues									
Allemand	X			X			X		
Néerlandais			X						

IX. Autres éléments pertinents

X. Veuillez confirmer que vous vous installeriez de manière permanente à Strasbourg au cas où vous seriez élu juge à la Cour

Je suis installé actuellement de manière permanente à Strasbourg et je confirme que je resterai installé de manière permanente à Strasbourg au cas où je serai réélu juge à la Cour.

Parliamentary **Assembly**
Assemblée parlementaire

Parliamentary Assembly
Assemblée parlementaire
COUNCIL OF EUROPE CONSEIL DE L'EUROPE

Doc 11446 Addendum 1
21 décembre 2007

Election de juges à la Cour européenne des Droits de l'Homme

(conformément à l'article 22, paragraphe 1 de la Convention européenne des Droits de l'Homme)

Liste et curricula vitae des candidats nommés par les gouvernements de l'Azerbaïdjan, de la Bulgarie, de la Lettonie, de la Moldova, de la Slovénie et de la Turquie

F – 67075 Strasbourg Cedex, e-mail: assembly@coe.int
tel : + 33 3 88 41 2000, fax + 33 3 88 41 2776

Doc. 11446 addendum 1

Table des matières

- Liste de candidats au titre de l'Azerbaïdjan 3
- Liste de candidats au titre de la Bulgarie 17
- Liste de candidats au titre de la Lettonie 33
- Liste de candidats au titre de la Moldova 61
- Liste de candidats au titre de la Slovénie 79
- Liste de candidats au titre de la Turquie 93

Azərbaycan Respublikasinin
Avropa Şurasi yaninda
Daimi Nümayəndəsi

_____

Représentant permanent
de la République d'Azerbaïdjan
auprès du Conseil de l'Europe

CE-81 /07
29 novembre 2007

Monsieur le Secrétaire Général,

En réponse à votre lettre en date du 3 octobre 2007, je vous prie de trouver ci-joint en annexe une lettre de M. Mahmud Mammad-Guliyev, Vice-ministre des Affaires étrangères de la République d'Azerbaïdjan relative à la liste de candidats au poste de juge auprès de la Cour européenne des Droits de l'Homme présentés par la République d'Azerbaïdjan ainsi que le curriculum vitae de chacun des trois intéressés.

Nous souhaiterions faire observer que le Gouvernement de la République d'Azerbaïdjan a fait tous les efforts nécessaires pour que la procédure de sélection en son entier satisfasse aux critères de transparence, d'équité et d'ouverture ainsi qu'à une représentation équilibrée des hommes et des femmes.

Les candidats sont :

M. KHANLAR HAJIYEV - Juge auprès de la Cour européenne des Droits de l'Homme

Mme AYGUN ABDULLAYEVA - Juge auprès du tribunal de première instance de Nasimi de la République d'Azerbaïdjan

M. RASHAD HASANOV - Juge auprès du tribunal de première instance d'Azizbeyov de la République d'Azerbaïdjan

Je saisis cette occasion pour vous présenter, Monsieur le Secrétaire Général, les assurances de ma très haute considération.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de mes salutations distinguées.

Arif MAMMADOV
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire

AZƏRBAYCAN RESPUBLİKASI
XARİCİ İŞLƏR NAZİRİNİN MÜAVİNİ

N° 6/33 -1.39/02/07

REPUBLIQUE D'AZERBAÏDJAN
VICE- MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES

" 27 " I1 2007 il

Son Excellence M. Terry Davis
Secrétaire Général
du Conseil de l'Europe

Monsieur le Secrétaire Général,

Par la présente, je réponds à votre lettre du 3 octobre 2007 par laquelle vous nous avez fait part de la décision prise par l'Assemblée parlementaire d'inviter le Gouvernement de l'Azerbaïdjan à présenter une nouvelle liste de candidats pour le poste de juge auprès de la Cour européenne des Droits de l'Homme.

Je souhaiterais d'emblée remarquer que, suite à cette décision, le Gouvernement de l'Azerbaïdjan a recommencé toute la procédure de sélection des candidats. L'invitation qui nous a été faite de désigner des candidats a été transmise au Conseil de la magistrature de la République d'Azerbaïdjan, un organe indépendant en charge notamment de conduire la procédure de sélection des candidats au poste de juge national et de la promotion de ces mêmes juges.

La procédure suivie satisfait pleinement aux exigences de transparence, d'équité et d'ouverture nonobstant la connaissance restreinte des langues officielles du Conseil de l'Europe des professionnels du droit en Azerbaïdjan qui, sans nul doute, réduit le nombre de candidats compétents disponibles. En outre, nous avons fait de notre mieux en établissant la liste des candidats pour satisfaire au critère d'une représentation équilibrée des hommes et des femmes et offrir à l'Assemblée parlementaire une possibilité réelle de choisir entre des candidats remplissant les compétences requises pour exercer les fonctions de juge auprès de la Cour européenne des Droits de l'Homme.

Le Conseil de la magistrature, tenant compte de la Résolution 1200 (1999) et des Recommandations 1429 (1999) et 1649 (2004) de l'Assemblée parlementaire, a suivi la procédure de sélection des candidats suivante :

- L'appel à candidature a une nouvelle fois été publié dans le journal spécialisé "Adliyye", le journal officiel "Adalet" du ministère de la Justice, sur le site internet du Conseil de la magistrature, de la Cour suprême et du ministère de la Justice de la République d'Azerbaïdjan ;

- Dix-sept candidats se sont proposés à titre individuel ou, par suite à leur désignation, par les associations de magistrats ou des organisations non gouvernementales ;

- A l'expiration du délai fixé, les candidats remplissant les conditions requises pour l'exercice des hautes fonctions judiciaires de juge auprès de la Cour européenne des Droits de l'Homme ont eu un entretien avec le sous-comité de sélection des candidats du Conseil de la magistrature ;

- La liste des candidats a été soumise à l'Assemblée plénière du Conseil de la magistrature lequel se compose de juges, de juristes, de procureurs, du ministre de la Justice ainsi que d'autres fonctionnaires. L'Assemblée plénière, après avoir examiné les candidatures en tenant compte des recommandations formulées par le sous-comité de sélection des candidats a proposé au gouvernement de présenter les candidats dont les noms figurent ci-après :

1. M. Khanlar Hajiyev - Juge auprès de la Cour européenne des Droits de l'Homme ;

2. Mme Aygun Abdullayeva - Juge auprès du tribunal de première instance de Nasimi de la République d'Azerbaïdjan ;

3. M. Rashad Hasanov - Juge auprès du tribunal de première instance d'Azizbeyov de la République d'Azerbaïdjan.

Je vous prie de trouver ci-joint le curriculum vitae des candidats susmentionnés. Je souhaiterais vous exprimer ma ferme conviction que chacun d'entre-eux remplit les critères énoncés à l'article 21, paragraphe 1 de la Convention européenne des droits de l'homme.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de mes salutations distinguées.

Mahmud Mammad-Guliyev

CURRICULUM VITÆ
Khanlar HAJIYEV

I. Etat civil

Khanlar Hajiyev (M), né le 9 septembre 1956 en Azerbaïdjan
Epouse en 1983 Aybeniz Hajiveva, née à Bakou, titulaire d'un doctorat en économie. Une fille, Aysel (1983)
6 rue du Bon Pasteur, 67000 Strasbourg, France
tel. : +33 3 88 45 03 26, e-mail : khanlar.hajiyev@echr.coe.int

II. Etudes et diplômes et autres qualifications

2001: Docteur en droit

1983: Etudes de troisième cycle à la Faculté de droit de l'Université d'Etat de Moscou

1980: Institut de droit et des sciences de l'Etat de l'Académie des sciences de Moscou. Institut de philosophie et de droit de l'Académie des sciences d'Azerbaïdjan.

1978: Faculté de droit de l'Université d'Etat de Bakou

III. Activités professionnelles

a. Activités judiciaires

Depuis mai 2003 — Juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme (au titre de l'Azerbaïdjan)

1998-2003 — Président de la Cour constitutionnelle d'Azerbaïdjan

1993-1998 — Président de la Cour suprême d'Azerbaïdjan

1990-1992 — Vice-président de la Cour suprême d'Azerbaïdjan

1990-1992 — Juge à la Cour suprême d'Azerbaïdjan

b. Activités non judiciaires

1999-2003: Chargé de cours à l'Université d'Etat de Bakou sur «Les aspects juridiques de la lutte contre la criminalité internationale»

1988-1990: Conseiller principal à la Cour suprême d'URSS

1985-1988: Rédacteur de la revue «Justice soviétique» (Sovetskaïa Iustitsiya) au Département de droit pénal et procédure pénale

1983-1985: Conseiller à la Cour suprême de la Fédération de Russie

c. Autres activités

1996: Membre associé de la Commission européenne pour la démocratie par le droit du Conseil de l'Europe (Commission de Venise)

2001: Membre à part entière de la Commission européenne pour la démocratie par le droit du Conseil de l'Europe (Commission de Venise)

IV. Activités et expériences dans le domaine des droits de l'homme

Septembre 2007	Participation à la Table ronde sur l'amélioration de la mise en oeuvre de la Convention européenne des Droits de l'Homme en Azerbaïdjan par la promotion de la coopération entre le Commissaire aux droits de l'homme de la République d'Azerbaïdjan et les autorités nationales, Bakou
Juillet 2007	Participation à la Conférence internationale sur l'impact de la Convention européenne des Droits de l'Homme au développement du système juridique de l'Azerbaïdjan, Bakou
Nov. 2006	Participation à la Conférence relative à la Convention européenne des Droits de l'Homme organisée par la Cour Suprême d'Azerbaïdjan, Bakou.
Déc. 2005	Participation au VIIIème Forum International relatif à la justice constitutionnelle « L'application des décisions de la Cour Européenne des Droits de l'Homme dans la pratique des cours constitutionnelles de justice », Moscou
Nov. 2005	Participation à la Conférence « Le rôle de la Constitution dans la formation de l'Etat sous l'autorité de la loi » tenus lors du 10ème anniversaire de la Cour Constitutionnelle d'Azerbaïdjan, Bakou
Nov. 2004	Participation au Congrès « La participation à la démocratie et à la juridiction » organisée par l'association des barreaux de Turquie, Ankara
Sept. 2004	Participation au séminaire « Le rôle des précédents de la Cour Constitutionnelle » organisée par la Commission de Venise , Bakou
Juillet 2003	Participation à la conférence « Le rôle de la Cour Constitutionnelle dans le domaine de la protection des valeurs démocratiques », Bakou
Nov. 2002	Participation à la Table ronde sur la «Protection des droits et libertés fondamentaux par la Cour constitutionnelle au moyen du recours individuel», Bakou
Nov. 2002	Participation à la Conférence sur «Les systèmes de protection des droits de l'homme, Bishkek
Sept. 2002	Participation à la Conférence «Partenaires pour la protection des droits de l'homme: renforcer l'interaction entre la Cour européenne des Droits de l'Homme et les juridictions nationales», Strasbourg
Août 2002	Participation au séminaire «La garantie des droits constitutionnels dans les nouvelles procédures pénales dans la République azerbaïdjanaise», Bakou
Mai 2002	Participation à la Conférence judiciaire internationale «Les tribunaux et le terrorisme», Strasbourg
Juin 2001	Participation au séminaire «Garantir la protection des droits et libertés fondamentaux: théorie et pratique», Bakou
Déc. 2001	Participation au séminaire «La Convention européenne des Droits de l'Homme, source des droits constitutionnels», Bakou
Octobre 2000	Participation à la Conférence sur «La liberté religieuse et la foi», Bakou
Avril 2000	Participation au séminaire «La Cour constitutionnelle, protectrice des droits et libertés

individuels», Bakou

1999-2000 Organisation, à Bakou, des Olympiades juridiques pour les étudiants en droit, sur le thème «La Constitution, l'individu et l'Etat de droit».

V. Activités politiques

Néant

VI. Autres activités

VII. Travaux et publications

- The role of the Judiciary in the consolidation of democracy (Ankara, 2006), Proceedings of the "Democracy and Judiciary" Symposium, pages 185-194.

- The principles of the interpretation of the European Convention of Human Rights and their influence on the development of the constitutional law (Baku, 2005), Newsletter No. 3/2005.

- The Precedent in the case-law in the European Court of Human Rights (Baku, 2004), Newsletter No. 2-3/2004.

- The role of the Constitutional Court and of the courts of general jurisdiction in the protection of human rights (Baku, 2003), Newsletter No. 1/2003.

- Interpretation of Provisions of Constitution and Law by Constitutional Courts (Baku, 2002), 174 pages, in English and Russian

- Influence of the Constitutional Court's functioning on the development of legislation of the Republic of Azerbaijan (Moscow, 2002), Proceedings of International Conference, pages 20-25, in Russian

- The role of a Constitutional Court and ordinary courts in the protection of human rights (Bishkek, 2002), Proceedings of the Conference on human rights systems, 4 pages, in English

- Resolution of conflicts between Central State and entities with legislative power by a Constitutional Court (Rome, 2002), Proceedings of the UniDem Seminar, 4 pages, in English

- Problems of Interpretation of Constitution and Laws by Constitutional Court: Comparative Research, monograph (Moscow, 2001), 14 pages, in Russian

- The Constitutional Court of the Republic of Azerbaijan : Early years and problems of perfection of constitutional review (Baku, 2001), Bulletin of the Constitutional Court of Azerbaijan, No. 3, pages 55-62, in Azeri

- Concept of Interpretation and its significance (Baku, 2001), Bulletin of the Constitutional Court of Azerbaijan, No. 1, pages 137-144, in Azeri

- Republic of Azerbaijan's Constitutional Court's activity in the field of ensuring the supremacy of the Constitution (Baku, 2001), Bulletin of the Constitutional Court of Azerbaijan, No. 31, pages 74-77, in Russian

- Some remarks concerning the nature of the constitutional justice bodies (Moscow, 2001), "Law and Life" Journal, No. 35, 7 pages, in Russian

- Legal significance of the interpretation of legal rules by a Constitutional Court (Moscow, 2001), "Law and Life" Journal, No. 12, 7 pages, in Russian

- Problems of interaction between the Constitutional Court of the Russian federation and other courts (Moscow, 2001), "Law and Life" Journal, No. 2, 6 pages, in Russian

- Constitutional Court as Legal Interpreter (Baku, 2000), Bulletin of the Constitutional Court of Azerbaijan, No. 1, pages 41-46, in Russian

- Ensuring the protection of human rights within the functioning of the Constitutional Court of the Republic of Azerbaijan (Baku, 2000), Bulletin of the Constitutional Court of Azerbaijan, No. 2, pages 81-86, in Russian
- Decisions of a Constitutional Court as a Source of law (Moscow, 2000), "Law and Life" Journal, No. 26, 8 pages, in Russian

- Concept and Need for Interpretation of Law, (Moscow, 2000), "Law and Life" Journal, No. 27, 8 pages, in Russian

- Correlation between Law and Legislation (Moscow, 2000), "Law and Life" Journal, No. 30, 5 pages, in Russian

- Concept of Interpretation and its significance (Moscow, 2000), "Law and Life" Journal, No. 30, 5 pages, in Russian

- On the determination of the Subject of Interpretation (Moscow 2000), "Law and Life" Journal, No. 31, 3 pages, in Russian

- Ways of interpretation of the Constitution and Laws (Moscow 2000), "Law and Life" Journal, No. 32, 2 pages, in Russian

- Limits of Interpretation of the provisions of Constitution by a Constitutional Court (Moscow 2000), "Law and Life" Journal, No. 12, 7 pages, in Russian

- Interpretation of Law and Legislation , monograph (Moscow, 2000), 6 pages, in Russian

- Status of Judges in the countries of new democracy: Independence with respect to other branches of state power (Moscow, 1999), Proceedings of the International Judicial Conference, 5 pages, in Russian

- On the principles of a free society (Baku, 1998), "Azerbaijan on the Eve of the 21st Century" Collection, 5 pages, in Russian

- Judiciary in the Republic of Azerbaijan on the Eve of the 21st Century (Baku, 1997), "Azerbaijan on the Eve of the 21st Century" Collection, 4 pages, in Azeri

- Structure and Interrelations of Courts – Organization of Judiciary (Washington, 1996), proceedings of International Judicial Conference, pages 1-6, in Russian

- Judicial Acts and the Right to Legal Defence (Strasbourg, 1996), Proceedings of International Conference, pages 63-67, in Russian

- Legal Procedures and State Frontiers (Strasbourg, 1994), Proceedings of International Judicial Conference, pages 59-60

VIII. Connaissances linguistiques

Langues	**Lu**			**Ecrit**			**Parlé**		
	TB	**B**	**AB**	**TB**	**B**	**AB**	**TB**	**B**	**AB**
a. langue maternelle									
azerbaïdjanais	X			X			X		
b. Langues officielles									
anglais		X			X			X	
français		X							
Allemand		X							
c. Autres langues									
russe	X			X			X		

CURRICULUM VITAE
AYGUN ABDULLAYEVA

23-25 rue Kichik Daniz, Baku
Azerbaïdjan
tel : (99412) 441 46 86

I. ETAT CIVIL

Aygun Abdullayeva, f, née le 10 décembre 1967 en Azerbaïdjan

Mariée depuis 2001 à Shafayat Hasanov, né en Azerbaïdjan, avocat de profession.
Mère de deux filles, Aydan (née en 2004) et Gunay (née en 2005).

II. ETUDES

1997 Faculté de droit à l'Université d'Etat de Bakou

1991 Faculté d'anglais de l'Institut des langues étrangères

III. ACTIVITES PROFESSIONNELLES PERTINENTES

a. Description des activités juridiques

Depuis juillet 2007	Juge au tribunal de première instance de Nasimi à Bakou en Azerbaïdjan
Septembre 2000-juillet 2007	Juge au tribunal de première instance de Nizami à Bakou en Azerbaïdjan
1992-2000	Juriste principale du service des organismes chargés de faire respecter la loi dans le Cabinet du Président de la République d'Azerbaïdjan

b. Description des activités non-judiciaires

1985-1992	Assistante de recherche à l'école

IV. ACTIVITES ET EXPERIENCE DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME

Juillet 2007	Participation à la Conférence internationale sur la Convention européenne des droits de l'homme et son influence sur le système juridique azerbaïdjanais, Bakou.
Avril 2007	Participation au "programme de formation destiné aux juges et procureurs chargés des poursuites pénales" - La Convention européenne des droits de l'homme ; commentaire général des articles 5 et 6 ; jurisprudence récente par le juge Egbert Myjer, juge auprès de la Cour européenne des Droits de l'Homme, Bakou.
Décembre 2006	Participation au séminaire de formation sur la justice des mineurs, Bakou.
Décembre 2003	Participation à la Conférence sur le droit à une bonne administration qui a été organisée par le Conseil de l'Europe, dans le cadre de son programme de coopération pour renforcer le droit, à Varsovie en Pologne.

Mars 2001	Participation à la Conférence sur les systèmes de protection des droits de l'homme, Strasbourg.
Septembre-novembre 1998	Participation au "Programme sur le droit et la pratique des droits de l'homme" du Royaume-Uni, Université de Birmingham.
Juillet 1998	Participation au séminaire sur la cour d'appel en France, Paris.
Mai 1998	Participation à la Conférence sous-régionale sur le thème "les droits des femmes sont des droits de l'homme et les femmes dans les conflits", Bakou.
Mars 1998	Participation au programme de formation international sur "les techniques permettant de lutter contre le crime organisé", Bakou.
Mai-juin 1994	Participation aux cours de langue anglaise au Trinity College de l'Université de Dublin en Irlande (programme TACIS de l'UE) - travail de recherche sur "le développement des droits de l'homme dans les traités de l'Union européenne".

V. ACTIVITES POLITIQUES

Aucune

VI. AUTRES ACTIVITES

VII. TRAVAUX ET PUBLICATIONS

VII. CONNAISSANCES LINGUISTIQUES

a. Langue maternelle : azeri

b. Langues officielles : anglais : parlé, bien ; lu, bien ; écrit, bien
français : lu, bien

c. Autres langues : russe : parlé, bien ; lu, bien ; écrit, bien.

CURRICULUM VITAE

Rashad HASANOV
Adresse : apt. 51, 68 rue A. Maharramov, AZ1134 Baku , Azerbaïdjan ;
Téléphones : privé (+994 12) 430 8444 ; portable (050) 222 73 79 ;
Email : rmhasanov@yahoo.com

ETAT CIVIL

Date de naissance : 6 juillet 1973
Sexe : masculin
Statut marital : marié à Zeynab Hasanova (née le 20 novembre 1979)
Père d'un garçon, Nihat Hasanli, né le 4 mai 2004

ETUDES ET DIPLOMES ET AUTRES QUALIFICATIONS

Institut des études de police scientifique et de criminologie de Bakou, Azerbaïdjan
Etudes post-universitaires (aspirantura) en procédure pénale et criminologie (1997-2000)
Sujet de recherche : la lutte contre les prises d'otages

Université d'Etat de Bakou, Bakou, Azerbaïdjan
Master de droit (1990-1995)

ACTIVITES PROFESSIONNELLES PERTINENTES

a. ACTIVITES JUDICIAIRES

Depuis juillet 2007
Juge auprès du tribunal de première instance d'Azizbeyov à Bakou

- En charge des affaires pénales, civiles et administratives
- En charge du contrôle judiciaire sur les enquêtes préliminaires et les activités du groupe spécial.

Juillet 2005 - juillet 2007
Participation à la procédure de sélection des juges des tribunaux de première instance

- En charge de faire passer les examens oraux et écrits (6 au total)
- Participation à la formation de longue durée des candidats au poste de juge

b. ACTIVITES NON JUDICIAIRES

Mai 2004 - mai 2005
Assistant juridique du conseiller juridique attitré (CJA) de l'Ambassade des Etats-Unis à Bakou, Azerbaïdjan.

- Travail de programmation - assister le CJA dans la conduite des programmes de réforme et de formation juridiques ainsi que d'un programme de commentaires et d'évaluation législatifs, en particulier examen, évaluation et rédaction des projets de loi.
- Travail de traduction / interprétation
- Recherches et analyses - tenir le conseiller juridique attitré et l'Ambassade informés des tendances et des évènements marquants qui se dessinent en Azerbaïdjan. Surveiller, analyser et rendre compte des évolutions juridiques en mettant l'accent sur la législation, les débats et les faits d'actualité, en particulier la corruption, la criminalité, l'application de la loi et l'administration de la justice pénale en Azerbaïdjan.

- Assistance en matière de rédaction - travail avec le CPA, les fonctionnaires azerbaïdjanais et d'autres conseillers internationaux en matière de réforme en élaborant la législation pour mettre en œuvre les conventions et les protocoles internationaux
- Programmation et organisation des réunions et des entrevues avec les fonctionnaires
- Gestion du cabinet (gestion de trésorerie, activités budgétaires et fiscales), services des achats et services généraux)
- En charge du courrier reçu et envoyé, y compris des notes et des lettres confidentielles et veiller à ce que les informations remontent jusqu'à l'agent de l'ambassade compétent.
- Rédaction les documents de présentation, d'autres documents et du courrier.

Septembre 1992 - avril 2004
Spécialiste de police scientifique - chercheur principal, Institut des études de police scientifique et de criminologie de Bakou, ministère de la Justice, Bakou, Azerbaïdjan

- Travaux de recherche en criminologie, en particulier sur le sujet des prises d'otages
- Publication d'articles
- Encadrement de jeunes spécialistes de la police scientifique et de jeunes chercheurs
- Procéder à des examens médico-légaux
- Récapituler les résultats des travaux effectués et élaborer les rapports annuels
- Préparer les plans de travail

Novembre 1990 - mai 1992
Chef de bureau au sein de l'entreprise de construction "Agroseljilkomkhoz"

- Gestion et mise à disposition des inventaires
- Tenue de fichiers de présence des employés
- Accomplissement de tâches particulières pour la personne du directeur

Août 1989 - octobre 1990
Inspecteur Ressources humaines, usine viticole de Siazan, région de Davachi, Azerbaïdjan

- Tenue des fichiers des employés
- Gestion de fichiers
- Recrutement de la main d'oeuvre pour la saison des vendanges

ACTIVITES ET EXPERIENCE DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME

- Août - septembre 2007: formation sur "certains aspects du prononcé de décisions judiciaires en matière civile", organisé par la Coopération technique allemande (GTZ) à Nabran en Azerbaïdjan.

- Juillet 2007 : séminaire sur "le rôle joué par la Convention européenne des droits de l'homme dans la mise en place du système juridique azerbaïdjanais" organisé par le GTZ et le conseil de la magistrature de la République d'Azerbaïdjan à Bakou en Azerbaïdjan.

- Avril 2007 : formation pour les juristes en exercice sur les articles 3, 5 et 6 de la Convention européenne des droits de l'homme, organisée par le Conseil de l'Europe et l'USAID.

- Septembre 2007 : Conférence sur "l'exécution des décisions judiciaires en Europe à la lumière de la Convention européenne des droits de l'homme" organisée à Sofia, en Bulgarie.

- Octobre - novembre 2003 : Obtention du certificat de fin d'études des cours d'hiver sur les droits de l'homme, organisés par l'association des jeunes juristes d'Azerbaïdjan en

coopération avec l'Institut Raoul Wallenberg des droits de l'homme et du droit humanitaire. Long Forest Chalet Resort, région de Guba, Azerbaïdjan.

AUTRES EXPERIENCES PERTINENTES

- Certificat de suivi de l'atelier sur l'approvisionnement, formation régionale dispensée par l'Ambassade des Etats-Unis, Bakou, Azerbaïdjan, mars 2005.

- Certificat de suivi de l'atelier sur le contrôle de gestion et la comptabilité, formation dispensée par le Département d'Etat des Etats-Unis, Almaty, Kazakhstan, 9 -15 août 2005.

- Participation à l'atelier sur la communication d'entreprise organisé par l'université George Mason / IREX (Conseil international de recherche et d'échanges), Bakou, Azerbaïdjan, juin 2002.

- Participation à la conférence régionale sur l'environnement qui s'est déroulée à Istanbul en Turquie en novembre 2001.

- Certificat de réussite de l'école privée de journalisme de l'environnement, Washington D.C., USA, 13 -18 juin 2001.

- Participation au programme de bourses d'études sur les problèmes contemporains, financé par le gouvernement américain et géré par IREX (Conseil international de recherche et d'échanges) et conduite de travaux de recherche sur les activités des organes des pouvoirs locaux et régionaux autonomes, Washington D.C., USA, 21 février 2001 - 21 juin 2001.

- Participation à la Conférence régionale sur l'environnement qui s'est déroulée à Istanbul en Turquie en novembre 1999. Prononcé d'un discours sur la législation sur l'environnement de la République d'Azerbaïdjan.

- Certificat de réussite des cours de perfectionnement des compétences destinés aux juristes en exercice du Centre de formation du ministère de la Justice, Bakou, février 1996.

PUBLICATIONS

- The history and evaluation of taking of hostages, (Baku, 2001). Journal Rule of Law and Order.
- Taking of hostages in the national legislation of Azerbaijan and other countries (Baku 2002). Bulletin of the Institute of Forensic Examinations, Problems of Criminology and Criminalistics.
- International struggle against taking of hostages. (Baku 2002). Bulletin of the Institute of Forensic Examinations, Problems of Criminology and Criminalistics.
- Legal analysis of the crime of taking of hostages: subjective features. (Baku 2003). Conference devoted to the problems of struggling grave crimes.
- Enforcement of judicial decisions: European experience. (Baku 2006) Journal of the Ministry of Justice of the Republic of Azerbaijan (Legal Order).

CONNAISSANCES LINGUISTIQUES

- Azeri (langue maternelle)
- Anglais : parlé, *bien* ; lu, *excellent* ; écrit, *excellent*
- Russe : parlé, *excellent* ; lu, *excellent* ; écrit, *excellent*
- Turc : parlé, *bien* ; lu, *bien* ; écrit *bien.*

DG - HL
03 DEC. 2007
n° d'enregistrement

Le 28 novembre 2007

Monsieur le Président,

Me référant à la lettre du Secrétaire Général, M. Terry Davis, du 3 octobre 2007, relative à la nomination de candidats au poste de juges au titre de la Bulgarie à la Cour européenne des droits de l'homme, j'ai l'honneur de vous transmettre la liste de candidats au titre de la Bulgarie. Les candidats sont présentés par ordre alphabétique comme suit :

- Mme Pavlina Stefanova Panova;
- M. Roumen Hristov Nenkov ;
- Mme Zdravka Vladimirova Kalaydjieva.

Veuillez trouver ci-joints les curricula vitae des trois candidats en anglais.
En vous souhaitant bonne réception, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma plus haute considération.

Ivan Petkov

Monsieur René van der Linden
Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Cc : Monsieur Mateo Sorinas
Secrétaire Général de l'Assemblée parlementaire

Cc : Monsieur Philippe BOILLAT
Directeur Général des Droits de l'Homme et des Affaires juridiques
Conseil de l'Europe
Strasbourg

CURRICULUM VITAE
Pavlina STEFANOVA PANOVA

I. Etat civil

Nom, prénom : Pavlina Stefanova Panova

Sexe : féminin.

Date et lieu de naissance : née le 12.02.1967 à Gramada, district de Vidin.

Nationalité : bulgare.

II. *Etudes et diplômes, et autres qualifications*

1986 – diplômée du lycée anglophone de Vidin.

1986 – 1991 – étudiante en droit – faculté de droit, université « St. Kliment Ohridski » de Sofia.

1992 – licenciée en droit, diplôme de droit.

1998 – cours spécialement consacré au droit de l'UE – Trèves, Allemagne.

2000 – cours sur la législation et la pratique de l'UE - T.M.C. Asser Institute, La Haye, Pays-Bas.

2002 – cours sur la police et la coopération judiciaire en matière civile et pénale dans l'UE - T.M.C. Asser Institute, La Haye, Pays-Bas.

2005 – cours sur les « tendances récentes de la pratique de la Cour de Luxembourg » – Institut européen d'administration publique- Luxembourg.

2006 -2007 – programme international de mastère en « droit de l'UE » de l'université « St. Kliment Ohridski » de Sofia et du Centre universitaire européen de Nancy, France.

III. Activités professionnelles pertinentes

a. Activités judiciaires

1992 -1994 – procureur, parquet régional de Sofia, représentait le ministère public dans les affaires pénales.

1994 -1998 - juge, tribunal régional de Sofia, statuait sur les affaires pénales en première instance, en qualité de juge unique.

1998 -2001 - juge, tribunal municipal de Sofia, statuait sur les affaires pénales en première instance et en appel, en qualité de juge confirmé.

2001 -2007 – juge, cour d'appel de Sofia, statuait sur les affaires pénales en appel.

Depuis mars 2007 – juge, Cour suprême de cassation, statue sur les décisions rendues en appel dans les affaires pénales et sur la réouverture des procès en matière pénale.

b. **Activités juridiques non judiciaires**

1999 – 2006 – a enseigné à temps partiel la procédure pénale au département de « sciences pénales » de la faculté de droit de l'université de Sofia.

Depuis 2000 – donne des cours à l'Institut national de la justice sur le droit européen, la coopération internationale en matière pénale et les droits de l'homme.

2004 – doctorat en droit. Sujet de la thèse : les normes européennes relatives à la procédure pénale découlant de l'article 6 de la CEDH.

Depuis 2005 – correspondante pour la République de Bulgarie dans le cadre d'un projet de la Commission de l'UE concernant la mise en œuvre du mandat d'arrêt européen (JAI/2004/AGIS/043).

Depuis juin 2007 – élue par le Conseil judiciaire suprême pour être la juge bulgare membre de l'organe de contrôle commun d'Eurojust.

2006 – coauteur de cours sur les droits de l'homme, publiés sous forme de CD pour l'Institut national de la justice.

2007 – coauteur de documents publiés dans le manuel sur la protection judiciaire des droits de l'homme, destiné à l'Institut national de la justice.

c. **Activités professionnelles non juridiques**

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

2004 – thèse de doctorat : les normes européennes relatives à la procédure pénale découlant de l'article 6 de la CEDH.

2005 -2006 – participation en qualité de formatrice au projet MATRA : cours sur les droits de l'homme dans la CEDH dispensés aux magistrats en collaboration avec des formateurs néerlandais.

2006 – coauteur de cours sur les droits de l'homme, publiés sous forme de CD pour l'Institut national de la justice.

2007 – coauteur de documents publiés dans le manuel sur la protection judiciaire des droits de l'homme, destiné à l'Institut national de la justice.

V. Activités publiques

VI. Autres activités

VII. Travaux et publications

Thèse de doctorat : les normes européennes relatives à la procédure pénale découlant de l'article 6 de la CEDH.

Articles sur les droits de l'homme : l'alinéa *d* du paragraphe 3 de l'article 6 de la CEDH et les garanties du Code de procédure pénale - revue « Contemporary law », 2003, n°5.

Les normes européennes d'une procédure pénale équitable selon l'article 6 de la CEDH et la législation et la pratique bulgares - revue « Contemporary law », 2004, n° 6.

Garanties procédurales en cas d'expulsion d'étrangers. Normes de l'article 1 du Protocole n° 7 de la CEDH - revue « Contemporary law », 2005, n° 1.

Les modifications du code de procédure pénale en rapport avec les instruments internationaux du Conseil de l'Europe relatifs à la coopération juridique en matière pénale – revue « The human rights » – 2004, n° 4.

Compte rendu d'affaires de corruption, coauteur, « Sibi », 2006.

VIII. Langues

Langue	Lu			Ecrit			Parlé		
	TB	B	AB	TB	B	AB	TB	B	AB
a. Première langue									
anglais	X	..	..	X	..	..	..	X	..
(Veuillez préciser)									
b. Langues officielles :									
- anglais	X	..	..	X	..	..	..	X	..
- français	..	..	..	..	..	..	..	..	..
c. Autres langues :									
russe	..	X	..	..	X	..	..	..	X
……..…..…..…..…..…..….	..	..	..	..	..	..	..	..	..
……..…..…..…..…..…..….	..	..	..	..	..	..	..	..	..

IX. Autres éléments pertinents

X. Veuillez confirmer que vous vous installeriez de manière permanente à Strasbourg au cas où vous seriez élue juge à la Cour.

Je confirme que je m'installerais de manière permanente à Strasbourg au cas où je serais élue juge à la Cour.

CURRICULUM VITAE
Roumen Hristov NENKOV

I. Etat civil

Nom, prénoms : Nenkov, Roumen Hristov.

Sexe : masculin.

Date et lieu de naissance : né le 5 août 1953 à Sofia (Bulgarie).

Nationalité : bulgare.

II. Etudes et diplômes, et autres qualifications

1. Lycée anglophone, 1967-1972.

2. Université de Sofia, faculté de droit, 1974-1979, licence, diplôme de droit.

3. South Illinois University, programme d'étude sur la restructuration du système judiciaire, mai 1992-juin 1992, certificat de participation.

4. Séminaire de Salzbourg sur les « aspects internationaux de la protection des droits de l'homme et des libertés », juillet 1992, certificat de participation.

5. Université de Cardiff, Royaume-Uni, programme de recherche sur « la réforme du droit pénal, les questions procédurales, la criminalité économique, le blanchiment d'argent, etc. », octobre 1994-décembre 1994, diplôme du British Council.

6. Institut de droit européen, Bonn, Allemagne, visite d'étude sur le droit pénal allemand, décembre 2000, certificat de participation.

III. *Activités professionnelles pertinentes*

a. Activités judiciaires

1. Juge débutant au tribunal régional de Sofia, 1980-1983.

2. Huissier de justice au tribunal régional de Sofia, 1983-1984.

3. Juge au tribunal régional de Sofia, 1984-1990 (président de la Cour, 1986-1990).

4. Juge à la cour d'appel de district de Sofia et vice-président de cette cour, 1991-1992.

5. **Juge à la Cour suprême (Cour suprême de cassation), chambre pénale**, depuis mai 1992 (président de la division pénale, octobre 1997-février 2002, **vice-président de la Cour suprême de cassation et président de sa chambre pénale**, depuis février 2002).

b. Activités juridiques non judiciaires

1. Secrétaire Général du ministère de la Justice, 1990-1991.

IV. *Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme*

1. A participé à plusieurs conférences et ateliers sur la nouvelle Constitution bulgare et les normes de la Convention européenne des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, cours sur le droit pénal avec des étudiants de l'université de Sofia.

2. Expert pour le Gouvernement et le Parlement lors de la rédaction des modifications du Code de procédure pénale de 1999 et du nouveau Code de procédure pénale de 2006, qui met le droit interne en conformité avec les exigences des articles 5, 6 et 8 de la Convention, et expert pour la nouvelle loi relative au système judiciaire, 2006-2007.

3. A dirigé le groupe d'experts pour le module 1 « indépendance du pouvoir judiciaire » du projet régional CARDS 2003 pour les Balkans occidentaux (en partenariat avec le Conseil de l'Europe), 2003-2007.

V. Activités publiques

a. Postes dans la fonction publique

1. Membre de la Commission électorale centrale pour les élections législatives, présidentielles et locales, 1991-2002 (vice-président – 1997, président – 2002).
2. Membre de la commission responsable du programme du centre de formation des magistrats, 2001-2002.

b. Mandats électifs

1. Membre du Conseil judiciaire suprême, 1997-1998 et 2003-2007 (dans les deux cas, élu par les juges).

VI. Autres activités (domaine, durée, fonctions)

1. Droit pénal international, chef de la délégation bulgare à la 46e session plénière du Comité européen pour les problèmes criminels (CDPC), Strasbourg, juin 1997.

2. Membre de l'association des scientifiques depuis 2002.

VII. Travaux et publications

Environ 20 rapports de recherche et articles. Plusieurs sont consacrés aux droits de l'homme, dont les suivants :

- l'anonymat des témoins selon le Code de procédure pénale et les normes européennes, 1997 ;
- la garde à vue à la lumière des normes internationales, 1997 ;
- les dispositions relatives à l'arrestation et à la garde à vue après les modifications apportées au Code de procédure pénale, 1998 ;
- l'aide juridictionnelle pour les défendeurs dépourvus de ressources suffisantes, 1998 ;
- un bref aperçu de la pratique de la Cour suprême de cassation relative à la Convention européenne des Droits de l'Homme, 2002 ;
- des propositions de la Cour suprême visant à accélérer les procédures pénales, 2003 ;
- le recours à des moyens d'enquête spéciaux, 2003 ;
- la phase du procès selon le nouveau Code de procédure pénale, 2006.

VIII. ***Langues***

Langue	Lu			Ecrit			Parlé		
	TB	B	AB	TB	B	AB	TB	B	AB
a. Langue maternelle :									
bulgare	X	..	..	X	..	..	X	..	..
b. Langues officielles :									
- anglais	X	..	..	X	..	..	X	..	..
- français	..	..	..	..	..	..	..	..	..
c. Autres langues :									
russe	..	X	..	..	X	..	..	X	..
.....	..	..	..	..	..	..	..	..	..
.....	..	..	..	..	..	..	..	..	..

IX. Autres éléments pertinents : Lorsque j'étais juge au tribunal de première instance, j'ai mené à terme avec succès un cours de langue française pour débutants. Bien que ma maîtrise du français ait pâti de mon manque de pratique, je pense que j'améliorerai ma capacité d'expression après quelques mois d'étude active.

X. ***Veuillez confirmer que vous vous installeriez de manière permanente à Strasbourg au cas où vous seriez élu juge à la Cour :*** Oui.

CURRICULUM VITAE
Zdravka KALAYDJIEVA

I. Etat civil

Nom, prénom : Kalaydjieva, Zdravka.

Sexe : féminin.

Date et lieu de naissance : née le 29 septembre 1951 à Sofia (Bulgarie).

Nationalité : bulgare.

II. Etudes et diplômes, et autres qualifications

Etudes secondaires
1965-1970 – lycée anglophone de Sofia.

Etudes universitaires : faculté de droit « St. Climent Ohridsky » de l'université de Sofia, 1970-1975, ***maîtrise de droit, diplôme de juriste.***

Etudes de troisième cycle :

- Institut de sociologie, académie des sciences de Bulgarie,

1976-1979 – études postdoctorales de sociologie du droit.

Cours sur la législation internationale relative aux droits de l'homme

- Académie de droit international de La Haye (Pays-Bas)

1992 – ***Protection juridique des droits de l'homme au niveau international*** – formation non diplômante, organisée par l'Institut néerlandais des droits de l'homme (SIM) de l'université d'Utrecht et le Comité Helsinki des Pays-Bas en collaboration avec le Conseil de l'Europe (CdE).

- Université de Birmingham (Royaume-Uni), Institut d'études européennes.

1994 – ***Théorie et pratique de la protection internationale des droits de l'homme*** – formation non diplômante organisée en collaboration avec le CdE.

III. Activités professionnelles pertinentes

a. Activités judiciaires

Juge débutant, tribunal municipal de Sofia (stage d'un an obligatoire), 1975-1976.

b. Activités juridiques non judiciaires

- ***Avocate en exercice***, membre du barreau de Sofia, depuis 1980.

- ***Fondatrice, membre de l'organe de direction et coordonnatrice de projets – Les avocats bulgares pour les droits de l'homme*** (BLHR, ONG spécialisée en droit), depuis 1993.

- ***Juriste internationale (P-4), Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine – programme d'évaluation du système judiciaire*** – coordonnatrice pour la région de Banja Luka, 1999-2000.

- ***Chercheuse, enseignante et avocate dans le domaine de la protection juridique des droits de l'homme*** (on trouvera des précisions dans la partie IV).

- ***Conseillère ad hoc du ministre des Affaires européennes – la réforme judiciaire dans le programme de coopération et de vérification post-adhésion de l'intégration de la Bulgarie***, 2007.

- ***Membre du comité consultatif ad hoc du ministre de la Justice – plan d'action pour la réforme judiciaire***, 2007

c. Activités professionnelles non juridiques

Interprète et traductrice free-lance (anglais-bulgare et bulgare-anglais), depuis 1973.

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

a. Recherches

Mes recherches portent surtout sur la compatibilité de la législation et de la pratique bulgares avec les normes internationales relatives à la protection des droits de l'homme. Elles ont donné lieu à plusieurs rapports, dont les suivants :

- ***« Garanties juridiques et institutionnelles des droits de l'homme en Bulgaria »***, rapport commandé par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), 1997.

- ***« Le service public de la justice en Bosnie-Herzégovine »*** **–**contribution, rapport thématique du programme d'évaluation du système judiciaire, novembre 2000.

- ***« L'indépendance du pouvoir judiciaire dans le contexte de l'adhésion à l'UE »*** - rapport établi pour la conférence « l'adhésion de la Bulgarie à l'UE du point de vue de la société civile », publié par l'Institut européen, Sofia, 2001.

- ***Dix rapports approfondis sur l'exercice effectif des droits fondamentaux et sur les voies de recours prévues par le droit interne bulgare, à la lumière des normes européennes*** fixées par les articles 2,3,5,6,8,9,10,11 et 13 de la Convention européenne des Droits de l'Homme (CEDH). Ces rapports ont été élaborés dans le cadre du projet de la BLHR « soutien de la société civile à une politique durable des droits de l'homme en Bulgarie », 2003-2006, et publiés par la BLHR, ISBN 978-954-8094-16-0. Ce projet a rassemblé des juristes bulgares et des experts étrangers (tels que Fried van Hoof, Leo Zwaak, Pieter van Dijk et Jeremy McBride). Je suis l'initiatrice de ce projet et la principale contributrice.

b. Promotion des normes juridiques internationales relatives aux droits de l'homme (CEDH, ONU)

Enseignement et formation, interventions et participations

Au niveau national :

- ***« Brutalités policières et minorités ethniques »,***
oratrice invitée, conférence à Sofia, 1993.

- ***« Présentation de la CEDH »,***
organisatrice : séminaire pour les juristes bulgares organisé par la BLHR en collaboration avec le Comité Helsinki des Pays-Bas, Sofia, 1994.

- ***« Liberté de pensée, de conscience et de religion »,***

participante invitée, conférence, Sofia, 1995.

- ***« Présentation de la CrEDH »,***

organisatrice : séminaire pour les juristes bulgares organisé par le Centre bulgare pour les droits de l'homme en collaboration avec le Comité Helsinki des Pays-Bas, La Haye, 1997.

- ***« L'arrêt rendu par la CrEDH en l'affaire Assenov et autres c. Bulgarie »,***

oratrice invitée, faculté de droit de l'université de Plovdiv, Plovdiv, 1999.

- ***« Compte rendu, dans les médias, des brutalités policières »,***

participante invitée : table ronde, Sofia, 2002.

- ***« Execution des arrêts de la Cour européenne des Droits de l'Homme »,***

oratrice invitée : conférence organisée par le Centre de formation des magistrats, Direction des droits de l'homme du CdE, Sofia, 2003.

- ***« La Convention européenne et les affaires bulgares traitées par la Cour européenne des Droits de l'Homme ».***

J'ai donné ***plus de 20 conférences****,* lors de formations destinées aux magistrats bulgares, 1999-2007, sur :

o les articles 5 et 6 de la Convention, avec la participation d'éminents experts et de juges de la CrEDH (M. Dimitar Gotchev, M^{me} Fr. Tulkens, M. Egbert Mijer), ainsi que de l'Institut national de la justice (qui a remplacé le Centre de formation des magistrats), de la Direction des droits de l'homme du CdE et de l'Union européenne ;

o la compatibilité de la législation et de la pratique bulgares avec les exigences de la CEDH - articles 3, 5, 8, 9, 10, 11 et 14 (avec la participation de MM. Fried van Hoof et Leo Zwaak).

- ***« La Cour européenne des Droits de l'Homme »,***

enseignante et coordonnatrice du programme : cours pour les étudiants de la filière « études européennes », faculté de philosophie, université « St. Climent Ohridsky » de Sofia, 2004-2005.

- ***« Défense de l'intérêt général – le rôle des magistrats et des autres praticiens du droit dans une société démocratique »,***

« le mécanisme de la Convention et le Protocole n° 14 ».

J'ai donné des cours dans le cadre des séminaires organisés par la BLHR pour les avocats et les défenseurs des droits de l'homme en 2005-2006 dans différentes villes de Bulgarie (Veliko Tarnovo, Stara Zagora, Pazardjik, Varna, Blagoevgrad, Triavna).

- ***« Présentation de la procédure devant la CrEDH et impact des constats de la CrEDH sur la procédure interne ».***

J'ai donné des cours dans le cadre de la formation organisée par la BLHR pour les membres du barreau de Sofia, Hisaria, 2007.

- ***« Le droit à un procès équitable dans la jurisprudence de la CrEDH relative à des affaires bulgares ».***

J'ai donné des cours dans le cadre de la formation organisée par la BLHR pour les praticiens du droit, Albena, 2007.

<u>Au niveau international</u> :

- ***« Procès équitable et droits des mineurs »,***

participante invitée : commission de juristes de l'ONU, Madrid, 1995.

- ***« La prééminence du droit »,***

participante invitée : conférence de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe, Nordwijk, 1996.

- ***« Le rôle des ONG spécialisées en droit dans la démocratisation des anciens pays socialistes »,***

oratrice invitée : Comité des droits de l'homme (CDH) – Académie nationale des sciences, Rome, 1997.

- ***« Le rôle des ONG dans la promotion des droits de l'homme en tant que valeur fondamentale dans une société démocratique »,***

oratrice invitée, faculté de droit, université d'Etat « Taras Shevchenko », Kiev, 1997.

- ***« L'affaire Assenov et autres c. Bulgarie – questions examinées par la Cour de Strasbourg »,***

oratrice invitée, faculté de droit, université « Fordham », New York, 1998.

- ***« L'affaire Assenov et autres c. Bulgarie - importance de l'arrêt pour la législation bulgare relative à la détention et pour la jurisprudence de Strasbourg relative aux garanties procédurales contre la torture et les traitements inhumains ou dégradants »,***

oratrice invitée, European Roma Rights Centre, Budapest, 1999.

- ***« Protection des droits de l'homme par l'ONU – interdiction de la torture ».***

J'ai donné des cours dans le cadre d'une formation destinée aux praticiens du droit des anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale, organisée par l'Open Society Institute, Bichkek, Kirghizistan, 1999.

- ***« Sommet mondial de la réforme juridique »,***

participante invitée, manifestation organisée par la Banque mondiale, Petersburg, 2003.

- ***« Protection du droit à la liberté et à la sûreté consacré par l'article 5 de la CEDH ».***

J'ai donné des cours dans le cadre d'une formation destinée aux praticiens du droit et aux défenseurs des droits de l'homme, organisée par la Direction des droits de l'homme, CdE, Skopje, « l'ex-République yougoslave de Macédoine », 2003.

- ***« Requêtes individuelles devant la CrEDH – critères de recevabilité et procédure prévue par la Convention ».***

J'ai été invitée à donner des cours dans le cadre d'une formation destinée aux praticiens du droit et aux défenseurs des droits de l'homme, organisée par le Comité Helsinki macédonien, Skopje, « l'ex-République yougoslave de Macédoine », 2005.

- ***« Détention et disparitions (articles 3 et 5 de la CEDH) ».***

J'ai été invitée à présenter un exposé dans le cadre d'un atelier destiné aux praticiens du droit des anciennes républiques soviétiques, organisé par INTERIGHTS, Londres, 2007.

- ***Sommets et conférences d'ONG, organisés par la Direction des droits de l'homme du Conseil de l'Europe :***

  - Budapest, Hongrie, 1994,
  - Ljubljana, Slovénie, 1995,
  - Cracovie, Pologne, 1996 (oratrice),
  - Oxford, Royaume-Uni, 1996.

c. Contribution personnelle à la mise en conformité de la législation et de la pratique bulgares avec la CEDH

Participation à la procédure dans des affaires traitées par la Cour européenne des Droits de l'Homme ayant eu un impact en Bulgarie

- ***Modifications législatives concernant le pouvoir du procureur d'ordonner la détention ; devoir d'enquêter sur les mauvais traitements ; pression indue exercée sur les requérants - représentante des requérants dans :*** « Assenov et autres c. Bulgarie », arrêt rendu par la CrEDH le 28 octobre 1998.

- ***Améliorations concernant l'exercice du droit à la liberté de conscience (non-discrimination de croyants divorcés concernant l'octroi de la garde d'un enfant) – représentante de la requérante dans*** « M.M. c. Bulgarie », décision du 10 septembre 1996.

- ***Dépénalisation de l'objection de conscience et adoption de la loi sur le service civil et de la loi d'amnistie,*** représentante du requérant dans « I.S. c. Bulgarie », décision du 6 avril 2000 (protection des objecteurs de conscience en vertu de l'article 9).

- ***Enregistrement et amélioration de l'exercice du droit à la liberté de conscience, conseil juridique national pour les requérants dans*** « Khristiansko Sdruzhenie « Svideteli na Iehova » (association chrétienne des Témoins de Jéhovah) », décision du 3 juillet 1997.

- ***Abolition de la peine de mort ; amélioration des conditions de vie et du régime pour les détenus condamnés à perpétuité -*** *représentante du requérant dans* « Iorgov c. Bulgarie », arrêt du 11 mars 2004.

- ***Amélioration de la pratique de l'indemnisation des propriétaires expropriés – représentante des requérants dans*** « Kirilova et autres c. Bulgarie", arrêt du 9 juin 2005.

- ***Modifications législatives concernant le caractère effectif et proportionné de l'indemnisation dans les procédures de restitution de biens – représentante des requérants dans*** « Velikovi et autres c. Bulgarie », arrêt du 15 mars 2007.

J'ai été invitée par la Cour constitutionnelle bulgare à m'exprimer, en qualité d'*amicus curiae*, sur la compatibilité avec la CEDH, à propos des aspects suivants :

- ***recours internes effectifs requis par l'article 13 de la CEDH dans les affaires d'expulsion*** – affaire constitutionnelle 15/2000 (décision n° 4 du 23 février 2001, Journal officiel (n°19) du 02.03.2001) - article 47-a de la loi rel ative aux étrangers ;
- ***droit de vote et immunité des candidats à l'égard de l'arrestation et de la détention pendant les campagnes électorales*** - affaire constitutionnelle 12/2001 (décision n° 12 du 22 mai 2001, Journal officiel (n° 50) du 01.06.2001) - article 53 de la loi relative à l'élection des membres du Parlement ;
- ***indépendance du pouvoir judiciaire, stabilité juridique et exécution des décisions de justice en tant que partie intégrante du droit à un procès équitable*** - affaire constitutionnelle 2/2001 (décision n°13 du 29 mai 2001, Journal officiel (n°51) du 05.06.2001) – loi sur l'interprétation de l'article 47 de la loi relative aux étrangers ;
- ***non-ingérence dans la correspondance des détenus – exigences découlant de l'article 8.2 de la CEDH*** - affaire constitutionnelle 11/2005 (décision n° 4 du 18 avril 2006, Journal officiel (n°36) du 02.05.2006) - article 1 32-g de la loi relative à l'exécution des peines.

d. Application interne des normes de la CEDH dans la pratique des juridictions nationales

En tant qu'avocate, je représente, devant les juridictions bulgares, des personnes qui se disent victimes de violations. Dans le cadre de ces procédures, je m'appuie sur la jurisprudence de la CrEDH et j'invoque les dispositions de la CEDH afin de promouvoir leur application directe dans la pratique judiciaire interne. Je renseigne aussi les avocats et les juges qui me le demandent sur la jurisprudence de la CrEDH applicable à certaines affaires traitées par les juridictions nationales.

e. Préparation, publication et diffusion de documents sur la CEDH

J'ai contribué à mieux faire connaître la CEDH aux juristes bulgares en prenant l'initiative de faire publier certains documents, en sélectionnant des documents et en les préparant pour la publication :

- ***publication de décisions importantes rendues par des juridictions internationales (résumé) ou par la CrEDH (texte intégral) dans des affaires mettant en cause la Bulgarie*** – publication par la BLHR dans le Bulletin de la Cour suprême de Bulgarie, puis dans la revue « Human Rights Quarterly » et dans le programme électronique APIS electronic pour les juristes bulgares, depuis 1998 ;

- ***« théorie et pratique de la Convention européenne des Droits de l'Homme », troisième édition, P.v.Dijk et G.J.H. van Hoof*** – traduction en bulgare, seul manuel sur la CEDH en Bulgarie, publié et diffusé auprès des juristes bulgares par la BLHR, ISBN 954-90548-1-0, 2000 **;**

- ***« la Cour européenne des Droits de l'Homme – sélection d'arrêts »***, traduction en bulgare, publication par le centre d'information du Conseil de l'Europe de Sofia, avec le soutien du CdE, ISBN 954-477-092-5, 2001 ;

- ***« Human Rights Quarterly » –*** publication de la BLHR, ISSN 1311-9516, depuis 2002, seule revue juridique professionnelle de Bulgarie spécialisée dans les droits de l'homme ;

- ***« protection des droits de l'homme aux niveaux international et européen » (version électronique – CD)***, Institut national de la justice et BLHR, 2006.

f. Fonctions de juriste et de coordonnatrice régionale du programme d'évaluation du système judiciaire – Mission de l'ONU en Bosnie-Herzégovine

J'ai présenté les normes de la CEDH et montré comment elles peuvent servir de critères pour évaluer l'état du système judiciaire de la BiH ; j'ai analysé les causes des retards de procédure sous l'angle de l'article 6 et les causes de la durée excessive de la détention sous l'angle de l'article 5, et j'ai élaboré des rapports sur ces sujets ; j'ai analysé les garanties juridiques et institutionnelles de l'indépendance de la justice locale, ce qui a constitué ma principale contribution au rapport thématique sur ***le service public de la justice en Bosnie-Herzégovine, novembre 2000*** ; j'ai visité des structures pénitentiaires et d'autres lieux de détention et supervisé les procédures dans des affaires clés ; j'ai amorcé et favorisé l'établissement d'une coopération judiciaire entre les autorités de la Republika Srpska et les autorités de la Fédération de Bosnie-Herzégovine dans des affaires liées aux conséquences de la guerre qui concernaient les deux entités ; j'ai contribué à l'élaboration des projets de propositions de l'ONU en matière de modifications législatives, qui ont ensuite servi de point de départ à la réforme judiciaire imposée par le Haut Représentant en vertu des accords de Dayton.

g. Autres activités pertinentes

Invitée en tant qu'expert représentant d'ONG à participer aux travaux suivants :

- *rédaction du règlement de la Cour à la suite de l'adoption du Protocole n°11 (CdE), Strasbourg, 1997 ;*

- *rédaction du Protocole n°14 à la Convention et autres mesures visant à préserver le mécanisme de la Convention (CdE), Strasbourg, 2002-2004 (série de réunions).*

Conseillère et personne de référence pour :

- *le CdE (Comité des Ministres), dans le cadre de la procédure consistant à faire rapport sur la mise en œuvre, au niveau national, de mesures concernant la formation universitaire, la diffusion de l'information et les recours internes, et de mesures générales destinées à préserver l'efficacité du mécanisme de la Convention, à la suite des décisions du Sommet de Varsovie de 2005 ;*

- *des missions de suivi :*
  - *missions d'information du CdE – 1998-1999,*
  - *visites du Comité pour la prévention de la torture (CdE) – 1992, 1994,*
  - *Amnesty International – 1993-2006,*
  - *Commission de l'UE sur la réforme juridique – 2000-2007.*

V. Activités publiques

a. Postes dans la fonction publique – aucun.

b. Mandats électifs

- *Présidente de l'organe de direction, membre de l'organe de direction – Les avocats bulgares pour les droits de l'homme (BLHR)*.

- *Présidente de l'organe de direction – Centre bulgare de défense des droits de l'homme.*

- *Membre du Comité Helsinki bulgare.*

- *Membre du service de conseil juridique du « European Roma Rights Centre ».*

- *Membre et conseillère juridique – Ecoglasnost.*

- *Candidate à un poste de juge à la Cour constitutionnelle de Bulgarie* – candidature proposée au Président de la Bulgarie par des représentants de la société civile bulgare.

c. Fonctions exercées au sein d'un parti ou d'un mouvement politique – aucune.

VI. Autres activités

a. domaine – organisations non gouvernementales

Lancement, coordination et gestion globale des activités, détermination des priorités et direction d'équipes juridiques nationales et internationales dans le cadre de plus de 10 projets majeurs de la BLHR : stratégie de traitement des affaires qui auront des répercussions sur les droits de l'homme ; sensibilisation aux instruments juridiques relatifs aux droits de l'homme ; le travail des journalistes ; le service public de la police, les droits de l'homme en prison ; application directe de

la CEDH dans les procédures internes ; procès stratégique et défense de l'intérêt général ; soutien de la société civile à une politique durable des droits de l'homme en Bulgarie ; la justice fait partie des droits de l'homme ; exécution des arrêts de Strasbourg – mesures générales requises, etc. Ces projets ont été réalisés avec le soutien du « German Marshall Fund of the United States », de l'« Open Society Institute », NY et Sofia, de « the Democracy Commission », du « British Council », de l'ambassade du Canada ; de « Mensen in Nood, Cordaid » et du programme MATRA du ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas.
b. durée : depuis 1993.
c. fonctions : membre de l'organe de direction, coordonnatrice de projets.

VII. Travaux et publications

a. Publications spécialisées

- ***« The Postcommunist Procuracy – Bulgaria »*** (le ministère public de l'ère postcommuniste en Bulgarie) - article, « *East European Constitutional Review* », publication de la New York University School of Law et de la Central European University, volume 8, numéros ½ hiver/printemps 1999, ISSN 1075-8402.

- ***« Strategic Litigation »*** (procès stratégique) – chapitre du recueil ***« Pursuing the Public Interest »*** (défense de l'intérêt général) 2001, Columbia University, PILI, NY, USA, ISBN 0-9662725-3-6.

- ***« Personal Liberty and the Aims of its Limitation in a Democratic Society - the Notions of Bulgarian Law and of the European Convention (Bulgarian cases) »*** (la liberté individuelle et les buts de sa limitation dans une société démocratique – les principes de la législation bulgare et de la Convention européenne (affaires bulgares)) - article, « *Human Rights Quarterly »*, 1/2002, BLHR, ISSN 1311-9516.

- ***« Protection of the Right to Life and Guarantees against Torture and Inhuman and Degrading Treatment - the Bulgarian Law and the Requirements of the European Convention on Human Rights »*** (protection du droit à la vie et garanties contre la torture et les traitements inhumains ou dégradants – la législation bulgare et les exigences de la Convention européenne des Droits de l'Homme), article, « *Human Rights Quarterly », 3/*2002, BLHR, ISSN 1311-9516.

- ***« Decisions of the European Court of Human Rights on the Admissibility of Complaints against Bulgaria in regard of the Protection of the Right to Peaceful Enjoyment of Possessions »*** (décisions de la Cour européenne des Droits de l'Homme sur la recevabilité de requêtes dirigées contre la Bulgarie et concernant la protection du droit au respect de ses biens), article, *»Human Rights Quarterly », 2/*2004, BLHR, ISSN 1311-9516.

- ***« The Reasons to Adopt Protocol No. 14 and How It Will Affect the Control Mechanism of the ECHR »*** (raisons d'adopter le Protocole n° 14 et comment il influencera le mécanisme de contrôle de la CEDH) - article, « *Human Rights Quarterly », 3/*2004, ISSN 1311-9516.

- ***« Litigation in the Public Interest »*** (traitement d'affaires dans l'intérêt général)**,** article, recueil ***« Strategic Litigation and Litigation in the Public Interest »*** (procès stratégique et défense de l'intérêt général), 2005, BLHR, ISBN 954-8094-11-8.

- ***« The Failure of State-members of CoE to Meet Their Political Commitments – Reflection on the Convention Mechanism and Its Use as a Strategic Instrument for Changes »*** (le non-respect de leurs engagements politiques par les Etats membres du CdE – réflexion sur le mécanisme de la Convention et son utilisation comme instrument stratégique pour favoriser les changements) **–** article, « *Human Rights Quarterly », 1/*2006, ISSN 1311-9516.

- ***« The Judgments of the European Court in Strasbourg as Guidelines for the Necessary Legal Reform »*** (les arrêts de la Cour européenne de Strasbourg définissent les lignes directrices d'une réforme juridique nécessaire) – article, *« Société et Droit »* – revue de l'Union bulgare des juristes, numéro 3/2007, ISSN 0204-85-23.

b. Sensibilisation du public

Plus de 20 articles et interviews dans les médias nationaux sur la prééminence du droit, les exigences de la Convention européenne, les décisions de la CrEDH mettant en cause la Bulgarie, la réforme juridique, les principes de l'indépendance du pouvoir judiciaire, etc.

VIII. Langues

Langue	Lu			Ecrit			Parlé		
	TB	B	AB	TB	B	AB	TB	B	AB
a. Langue maternelle									
bulgare	X	¨	¨	X	¨	¨	x	¨	¨
(Veuillez préciser)									
b. Langues officielles :									
- anglais	X	¨	¨	X	¨	¨	X	¨	¨
- français	¨	x		¨	¨	¨	¨	¨	-
c. Autres langues :									
russe	X¨	¨	¨	¨	¨	x	¨	x	-
serbe et croate	¨		x	¨	¨	¨	¨	¨	¨
macédonien	¨	X	-	¨	¨	¨	¨	X¨	-¨

IX. Autres éléments pertinents

X. *Veuillez confirmer que vous vous installeriez de manière permanente à Strasbourg au cas où vous seriez élue juge à la Cour.*

Je confirme que, au cas où je serais élue juge à la Cour, je m'installerais de manière permanente à Strasbourg.

Délégués des Ministres

Documents CM

CM(2007)167 26 octobre 2007[1]

1010 Réunion, 7 novembre 2007

4 Droits de l'Homme

4.3 Cour européenne des Droits de l'Homme –

Election de juges –
Liste de candidatures au titre de la Lettonie

---

[1] Ce document a été classé en diffusion restreinte le jour de la diffusion. Il a été déclassifié lors de la 1010e réunion des Délégués des Ministres (7 novembre 2007) (cf. CM/Del/Dec(2007)1010/4.3).

Traduction

REPRESENTATION PERMANENTE
DE LA REPUBLIQUE DE LETTONIE
AUPRES DU CONSEIL DE L'EUROPE

Strasbourg le 17 octobre 2007

M. Philippe Boillat
Directeur Général
Direction générale des droits de l'homme et des affaires juridiques
Conseil de l'Europe

N° 2.3.8 - 191

Cher Monsieur,

Me référant à la lettre du Secrétaire Général datée du 21 décembre 2006, j'ai l'honneur de vous transmettre la liste des candidats à l'élection d'un juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme au titre de la Lettonie.

Les noms des candidats sont classés par ordre alphabétique :

- Mme Jautrīte BRIEDE
- M. Arturs KUCS
- Mme Ineta ZIEMELE

Vous trouverez ci-joint les curriculum vitae des candidats.

Veuillez agréer, Cher Monsieur, l'assurance de mes sentiments distingués.

(signé)
Inese Freimane-Deksne
Chargé d'Affaires a.i
Représentant permanent adjoint de la République de Lettonie

CURRICULUM VITAE
Jautrite BRIEDE

I. État civil

Nom :	Briede
Prénom :	Jautrite
Sexe :	féminin
Date et lieu de naissance :	17 septembre 1961, Nereta, Lettonie
Nationalité :	lettone

II. Études et diplômes et autres qualifications

Établissement	Université de Lettonie, Département des études de doctorat, Section droit
Date	Mars 2006
Diplôme obtenu	Dr.iur
Établissement	Université de Lettonie, Faculté de droit
Date	Août 1982 - juin 1987
Diplôme obtenu	Études juridiques
Établissement	Université de Birmingham, Institut de droit européen
Date	11 septembre – 17 novembre 1995
Diplôme obtenu	Législation et pratique en matière de droits de l'homme
Établissement	Université d'Oxford, Département de la formation continue, Université George Washington
Date	30 juin – 27 juillet 1996
Diplôme obtenu	Programme international Université d'été sur les droits de l'homme 1996

III. Activités professionnelles

a. Description des activités judiciaires

Date	Depuis février 2004
Employeur	Direction des affaires administratives de la Cour suprême
Poste	Juge

b. Description des activités juridiques non judiciaires

Date	Depuis 1995
Employeur	Faculté de droit, Université de Lettonie
Poste	Chargée de cours de droit administratif et procédure administrative

Date	1997 - 1998
Employeur	Bureau de la réforme de l'administration publique
Poste	Chef du service juridique

Date	1995 - 1997
Employeur	Bureau letton des droits de l'homme
Poste	Juriste, par la suite Chef du Service d'analyse

Date	1993 - 1995
Employeur	Ministère de la réforme de l'Etat
Poste	Juriste

Date	1988 - 1993
Employeur	Institut des sciences vétérinaires
Poste	Juriste

Date	1987 - 1988
Employeur	« Agrokoks »Entreprise du secteur bois
Poste	Juriste

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

1. Juge *ad hoc* dans plusieurs affaires portées devant la Cour européenne des Droits de l'Homme
2. Chef du Service juridique du Bureau letton des droits de l'homme
3. Chargée de cours pour différents programmes en matière de droits de l'homme au Centre letton de formation judiciaire et à l'Institut des droits de l'homme de l'Université de Lettonie
4. Recherches et publications dans le domaine des droits de l'homme (voir ci-dessous)
5. Étude de la pratique de la Cour européenne des Droits de l'Homme, notamment dans les domaines suivants : liberté d'expression, lutte pour un procès équitable et points de droit administratif (fiscalité, bâtiments, délivrance de permis et licences - Art.6, Art. 1, Protocole 1)
6. Consultante VAK (Organisation de protection de l'environnement) dans l'affaire Vides Aizsardzības Klubs contre Lettonie (57829/00) devant la Cour européenne des Droits de l'Homme

V. Activités politiques

Néant.

VI. Autres activités

1. Expert du gouvernement dans le Groupe de projet sur le droit administratif du Conseil de l'Europe (CJ-DA) depuis 1996.
2. Expert juridique en mission de courte durée dans le cadre du programme PHARE de formation à la lutte contre la corruption, d'amélioration de la législation et d'information
3. Expert en mission de courte durée pour le projet IRIS (Réforme institutionnelle et secteur informel) à Sarajevo (Bosnie-Herzégovine) avril 2003.
4. Chargée de cours au Centre letton de formation judiciaire.
5. Participation à plusieurs comités de rédaction des lois.

VII. Travaux et publications

VII. Publications and other works

Total: author of one monograph, co-author of three books, author of apr. 50 articles.

1. A monograph: Administrative Act (Administratīvais akts. Rīga: *Latvijas Vēstnesis,* 2003. – 176. lpp)

2. Section in the book: Information Rights and Human Rights. (Informācijas tiesības un cilvēktiesības. In: Informācijas un komunikāciju tiesības. I.sējums. Rīga, Turība, 2002. 137-153.lpp.)
3. Section in the book: Latvian Human Rights Laws in the Context of the European Human Rights Convention. In: The Baltic States at Historical Crossroads. Riga, 1998, p. 282.-293.
4. Protection of Legitimate Trust - One of the Principles of Administrative Procedure. *Latvian Human Rights Quarterly* No2 1997. p.35-42.
5. Administrative Procedure and Human Rights. (Administratīvais process un cilvēktiesības. *Cilvēktiesību īstenošana Latvijā: tiesa un administratīvais process.* Rīga, 1998, 110.-119.lpp.)
6. Parliamentary Democracy in the Republic of Latvia. *European Review of Public Law*, Vol. 9 - No 4, London, winter/hive 1997, p.1175.-1186.
7. Basic Principles of Administrative Procedure (Administratīvā procesa pamatprincipi. *Latvijas Vēstnesis*, 1998.19.marts)
8. Latvian Administrative legislation in the context with the documents of the Council of Europe (Latvijas administratīvi procesuālās normas Eiropas Padomes dokumentu kontekstā. *Latvijas universitātes zinātniskie raksti,* 617.nr., Rīga 1998., 20-61.lpp.)
9. On application of the European Convention on Human Rights. (K|ūdains viedoklis, ka *Eiropas Cilvēktiesību konvencija* nav piemērojama. *Likums un Tiesības,* 2.sējumus, nr.2(6), 56.lpp.)
10. On sitting in a judgement on administrative case (Par administratīvās lietas izskatīšanu. *Latvijas Vēstnesis*, 2000.16.marts)
11. On proportionality in administrative procedure (Par samērīgumu administratīvajā procesā. *Latvijas Vēstnesis*, 2000. 20.aprīlis.)
12. On protection of legitimate trust in administrative procedure. (Par tiesisko paļāvību administratīvajā procesā. *Latvijas Vēstnesis*, 2000.11.maijs)
13. On equality in administrative procedure (Par vienlīdzību administratīvajā procesā. *Latvijas Vēstnesis*, 2000. 22.jūnijs)
14. Great Expectations - A Latvian View on the European Constitution. *European Public Law Series*.Vol.XVI. London: Esperia Publications Ltd. Sept.2001, pp.53-56.
15. Administrative Detention (Aizturēšana administratīvā kārtā). *Mans Īpašums*. 2001, nr.8
16. On revocation of favourable and illegal administrative act. (Par labvēlīga un prettiesiska akta atcelšanu. *Likums un Tiesības*, 4. sējums, nr.5 (33), 153-154.lpp)
17. On judgement *Lavents v. Latvia* (Kāds ir spriedums lietā „Lavents pret Latvijas valsti". *Jurista Vārds*, Nr.24. 3.12.2002. 5.lpp.)
18. On conflict between reputation and freedom of expression. (Vai personas cieņa konfliktē ar vārda brīvību. *Jurista Vārds*, Nr.4 (262), 2003. 28. janvārī, 1., 5-7. lpp.)
19. Judgments of Latvian courts under lens. Review of the research „The quality problems of judgments of Latvian courts" (Latvijas tiesu spriedumi zem lupas. Recenzija par pētījumu „Latvijas tiesas spriedumu kvalitātes problēmas"). http://www.politika.lv/ 27.06.2003.
20. Evidence in cases of administrative offence. (Pierādījumi administratīvo pārkāpumu lietās. *Administratīvā un Krimināla Justīcija,* Oktobris, novembris, decembris 2002, 51-54. lpp.)

VIII. Compétences linguistiques (notes de 1 à 5)

Langue	*Lu*	*Parlé*	*Écrit*
Letton (langue maternelle)	5	5	5
Anglais	5	5	4
Français	2	0	0
Russe	5	4	3
Allemand	4	2	2

IX. Autres éléments pertinents

Je déclare être disposée à résider à Strasbourg si je suis élue à la Cour européenne des Droits de l'Homme

CURRICULUM VITAE
Artūrs KUČS

I. État civil

Nom :	Kučs
Prénom :	Artūrs
Sexe :	masculin
Date de naissance :	9 décembre 1975
Lieu de naissance :	Riga, Lettonie
Nationalité :	lettone

II. Études et diplômes et autres qualifications

Établissement :	Université de Lettonie
Date :	4/2007
Diplôme obtenu :	Docteur en droit (Dr.iur)
Établissement :	Université de Padoue
Date :	9/2001 - 9/2002
Diplôme obtenu :	Master européen en droits de l'homme et démocratisation
Établissement :	Université de Lettonie, Faculté de droit
Date :	9/1996 - 6/2001
Diplôme obtenu :	Licence en droit
Établissement :	Université de Lettonie, Faculté d'histoire et de philosophie
Date :	9/1995 - 6/1999
Diplôme obtenu :	Sciences politiques - Relations internationales Licence en sciences politiques

III. Activités professionnelles

a Description des activités judiciaires

Néant.

b. Description des activités juridiques non judiciaires

Date :	01/2005
Employeur :	Faculté de droit, Université de Lettonie
Poste :	Chargé de cours, Département de droit international et de droit européen

Date :	9/2002 - 8/2004
Employeur :	Institut des droits de l'homme de l'Université de Lettonie
Poste :	Assistant de recherche

Date :	8/2002 - 1/2004
Employeur :	Institut de « Rimpak Livonija »
Poste :	Chargée de cours (« législation des droits de l'homme » et « droit public international »)

Date :	9/1998 - 6/1999
Employeur :	Bureau d'aide juridique, Université de Lettonie
Poste :	Assistant juridique

c. Description des activités professionnelles non juridiques

Date :	10/2006
Employeur :	Faculté de droit, Université de Lettonie
Poste :	Chef du département de droit international et droit européen (Cours « Législation internationale des droits de l'homme », « Législation internationale comparée des droits de l'homme dans les États baltes » et « Droit public international »)

Date :	8/2004 - 10/2006
Employeur :	Institut des droits de l'homme de l'Université de Lettonie
Poste :	Directeur par intérim

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

1. Assistant de recherche et directeur par intérim de l'Institut des droits de l'homme de l'Université de Lettonie
2. Chargé de cours pour différents programmes en matière de droits de l'homme à l'Université de Lettonie et lors des Universités d'été du Centre letton de formation judiciaire et de l'Institut des droits de l'homme de l'Université de Lettonie
3. Rédaction d'un avis d'expert et conseil auprès du Ministère public dans des affaires de discours de haine
4. Rédaction d'un avis d'expert sur des affaires concernant les droits des minorités et le droit à la liberté d'expression soumises à la Cour constitutionnelle de Lettonie
5. Recherche et publications dans le domaine des droits de l'homme, notamment dans celui de la liberté d'expression, du droit à la vie privée, de l'interdiction de la torture et des droits des minorités
6. Conseil et assistance de particuliers en matière de procédure de plainte devant la Cour européenne des Droits de l'Homme

V. Activités politiques

Néant.

VI. Autres activités

1. Coordinateur national du programme du Master européen en droits de l'homme et démocratisation
2. Membre du Conseil des études de la Faculté de droit, Université de Lettonie
3. Participation à divers comités de rédaction des lois

VII. Travaux et publications

- *Prohibition of Hate Speech and the Right to the Freedom of Expression: Limits and Possibilities for Legal Solutions at National Level [„Neiecietības kurināšanas aizliegums un tiesības uz vārda brīvību: tiesisko risinājumu iespējas un ierobežojumi Latvijā]*, Collection of Articles on Radicalization of Society, Strategic Analysis Commission, Riga, 2007.

- *How Democratic is Latvia, Assessment of Democracy, (Chapter on Rule of Law), ["Cik demokrātiska ir Latvija, Demokrātijas audits"]*, University of Latvia, 2007. University of Latvia, 2007.
- *Framework Convention for the Protection of National Minorities – European Experience for Latvia, (Chapters 2, 4, 5 and 6.3.) ["Nacionālo minoritāšu konvencija – Eiropas pieredze Latvijai"]*, Information Centre of the Council of Europe, 2006.
- *International Obligations and National Debates: Minorities around the Baltic Sea, (Chapter on Latvia)*, Aland Islands Peace Institute, 2005.
- *Freedom of Expression and Defamation, Hate Speech ["Vārda brīvība: goda un cieņas aizskaršana, naida kurināšana."]*, Providus, 2004.
- *Human Rights Handbook for Judges, (Chapters 3, 6 and 7), ["Cilvēktiesību rokasgrāmata tiesnešiem"]*, Human Rights Institute, University of Latvia, 2004.
- *Implementation of Criminal Law and the Freedom of Expression, ["Par Krimināllikuma piemērošanu un vārda brīvību."]*, Latvijas Vēstnesis, Jurista vārds 30.09.2003
- *Protection of Honour of Public Officials in Criminal Law and the Freedom of Expression ["Valsts amatpersonu goda un cieņas krimināltiesiskais regulējums un vārda brīvība"]*, Latvijas Vēstnesis, Jurista vārds 08.07.2003, No.25 (283).
- *Framework Convention for the Protection of National Minorities - Reservations should be Carefully Considered ["Minoritāšu konvencija: atrunas rūpīgi jāapsver."]*, 25.03.2003, Public policy forum: http://www.politika.lv
- *Minorities – the Practice is More Important than the Definition ["Minoritātes: prakse svarīgāka par definīciju."]*, 17.09.2002, Public policy forum: http://www.politika.lv

VIII. Compétences linguistiques

Langue	*Lu*	*Parlé*	*Ecrit*
Letton (langue maternelle)			
Anglais	5	5	5
Français	1	0	0
Russe	5	5	4

IX. Autres éléments pertinents

Participation à des conférences et des cours

- *"The role of the Latvian Mass Media in the Democratic Society"*, conference organized by the University of Latvia, presentation: *"Freedom of expression and its limitations in media – striking a reasonable balance"*, Riga, 7th September, 2007.
- *"The latest judgements of the European Human Rights Court and Actual Issues in Latvia"*, seminar organized by the Information Centre of the Council of Europe and Riga Graduate School of Law, presentation: *"Experience of Latvia in the Implementation of the UN Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination"*, Riga, 24th August, 2007.
- *"Harmonization of Law in the Baltic Sea Region after Enlargement of the European Union"*, International conference organized by the University of Latvia, presentation: *"Effect of International Law on the Implementation of Human Rights Norms in the Latvian Legal System"*, 25th – 27th January, 2007.
- *"The Latest Judgements of the European Human Rights Court and Actual Issues in Latvia"*, seminar organized by the Information Centre of the Council of Europe and Riga Graduate School of Law, presentation: *"Holocaust denial and the right to the freedom of*

expression in the case-law of the European Court of Human Rights", Riga, 23rd August, 2006.

- *"The Effectiveness of the UN Human Rights Mechanisms"*, seminar organized by the European Inter-University Centre on Human Rights and Democratization, presentation: *"Freedom of expression and prohibition of hate speech: jurisprudence of the Human Rights Committee and the Committee on the Elimination of Racial Discrimination"*, Venice-Lido, 21st -23rd June, 2006.
- *"Constitution of Latvia and International Law"*, Academic conference organized by the University of Latvia, Faculty of Law, presentation *"Freedom of expression and its limitations in the Constitution of the Republic of Latvia and in international human rights treaties"*, Riga, 4th February, 2006.
- Seminar on intolerance organized by the Latvian society of anthropologists, presentation *"Legal framework for limitations on hate speech in Latvia"*, Riga, 16th November, 2005.
- *"The Foundation of the European Human Rights Agency"*, international conference organized by the European Inter-University Centre on Human Rights and Democratization, Venice-Lido, 21st -23rd June, 2005.
- International seminar for the doctoral students organized by the University of Odense, presentation *"The case-law of the European Court of Human Rights as regards the limitations on the freedom of expression"*, Odense, April 8th – 9th, 2005.
- *"Advanced Course on the International Protection of Human Rights,"* Åbo Academy University, Institute for Human Rights, 17th August – 2nd September, 2004.
- Training seminar for judges on the case-law of the European Court of Human Rights organised by the Human Rights Institute of the University of Latvia, Riga, 6th–7th February, 2003.

X. Je déclare être disposé à résider à Strasbourg si je suis élu à la Cour européenne des Droits de l'Homme

Riga, 28 septembre 2007

CURRICULUM VITAE
Ineta ZIEMELE

I. Etat civil

Nom :	Ziemele
Prénom :	Ineta
Sexe:	Féminin
Nationalité :	Lettone
Date et lieu de naissance :	12 février 1970, Lettonie

II. Études et diplômes et autres qualifications

Études et diplômes	Octobre 1995 - janvier 1999	**Doctorat en droit**, Faculté de droit, Université de Cambridge, Royaume-Uni *Thèse : Continuité de l'Etat et nationalité dans les États baltes : question se posant sous l'angle du droit international et constitutionnel*
	Juin - juillet 1996	*Séminaire de droit international* tenu à l'occasion de la session ordinaire de la Commission de droit international, Bureau des Nations Unies de Genève, Suisse
	Juillet - août 1995	*Séminaire de droit public international*, Académie de droit international de La Haye, Pays-Bas
	Septembre 1993 - décembre 1994	**Master de droit international** (M.I.L.), Institut Raoul Wallenberg et Faculté de droit, Université de Lund, Suède *Thèse : le statut juridique international de la République de Lettonie*
	12 – 23 Septembre 1994	*Stage de haut niveau sur la protection internationale des droits de l'homme*, Institut des droits de l'homme de l'Université Aabo Akademi, Finlande (Diplôme avec mention)
	Janvier - Décembre 1993	Études de troisième cycle en sciences politiques : droit et politique des Communautés européennes, le système juridique américain, Université d'Aarhus, Danemark.
	1988-1993	**Diplôme d'études juridiques**, Faculté de droit, Université de Lettonie
Recherche	Janvier - Décembre 2004	Bourse de recherche de la Fondation Soderberg à l'Institut Raoul Wallenberg, Faculté de droit, Université de Lund, Suède (Rédaction d'un manuel d'introduction à la théorie et à l'histoire du droit international en letton)

	Août - Novembre 1998	Boursière du Conseil des ministres nordiques, Institut Raoul Wallenberg, Faculté de droit, Université de Lund, Suède
	Janvier - Juin 1998	Boursière invitée à Fulbright – « Global law school programme » de l'Ecole de droit de l'Université du Connecticut et de l'Ecole de droit de l'Université de New York, États-Unis
	Janvier - Septembre 1997	Boursière invitée, Max Planck Institut für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht, Allemagne
	Octobre 1995 - Octobre 1996	Ministère britannique des Affaires étrangères et du Commonwealth, – Boursier – Chevening Scholar, Université de Cambridge, Royaume-Uni

III. Activités professionnelles

a. Description des activités judiciaires :	27.4.2005	**Juge élue à la Cour européenne des Droits de l'Homme** au titre de la Lettonie
	2004	**Juge ad hoc à la Cour européenne des Droits de l'Homme** dans trois affaires contre la Lettonie
	2002 - 2004	**Exerce les fonctions d'avocate générale (attorney) et conseille des avocats généraux dans des affaires ayant trait aux droits de l'homme** portées devant les tribunaux lettons et la Cour européenne des Droits de l'Homme Expert dans les affaires portées devant les instances internationales d'arbitrage au titre des Règles de la CNUDCI et de la CCI. [Pour les activités en matière de formation aux droits de l'homme des juges, procureurs et avocats généraux (attorneys), voir ci-après IV]
b. Description des activités juridiques non judiciaires :	Mars 2007	**Membre de la Commission de soutenance des thèses de doctorat** de la Faculté de droit, Université de Lettonie
	Depuis 2006	**Professeur invité** à l'École de droit de Riga, Lettonie
	Depuis 2006	**Membre du conseil de rédaction** de l'*Annuaire balte de droit international*, publié aux Pays-Bas, avec bureau de rédaction en Suède
	Depuis 2006	**Membre du Conseil académique** de *Noua Revista de Drepturile Omului* (Journal juridique roumain)
	Depuis 2004	**Membre du Comité exécutif** de la Société européenne de droit international, Pays-Bas

Depuis 2000	Membre du conseil de rédaction de la *Revue internationale pour la défense des droits des minorités et groupes minoritaires*
Depuis 1999	**Conseillère** auprès de l'Institut des droits de l'homme, Faculté de droit, Université de Lettonie
Depuis 1996	Membre de l'Institut britannique de droit international et comparé et de l'antenne britannique de l'Association de droit international
Du 01.10.2001 au 04.09.2005	**Professeur « Söderberg » de droit international et droits de l'homme à l'Ecole de droit** de Riga, Lettonie et **professeur invité** à l'Institut Raoul Wallenberg, Faculté de droit, Université de Lund, Suède
De 2004 au 04.09.2005	**Membre du Comité d'analyse stratégique (groupe de réflexion national de 6 personnes)** mis en place par le Président de la République de Lettonie
De 2002 au 04.09.2005	Expert au titre de la Lettonie pour le **Réseau d'experts indépendants en matière de droits fondamentaux de l'Union européenne,** créé par la Commission européenne
De 2001 au 04.09.2005	**Rédactrice en chef et co-fondateur** de l'*Annuaire balte de droit international*, édité par Martinus Nijhoof Publishers aux Pays-Bas
05.07.1999 – 30.09.2001	**Conseillère de programme**, Division de la coopération et de la sensibilisation en matière de droits de l'homme, Direction générale des droits de l'homme, Conseil de l'Europe, France
1995 - 1999	**Chargée de cours en droit international et droit européen**, Département droit international et droit de la mer, Faculté de droit, Université de Lettonie
1995 - 1999	**Directrice fondateur**, Institut des droits de l'homme, Faculté de droit, Université de Lettonie
1996 – 1997	**Conseillère (ad hoc) auprès du Cabinet des ministres** en matière de droit international public et de droit européen, Lettonie
Février - Décembre 1995	**Conseillère auprès du Premier ministre** de Lettonie, Māris Gailis (droit international et droit européen)
Depuis 1995	Membre du conseil de rédaction du Bulletin trimestriel (letton) des droits de l'homme
Depuis 1995	Fondatrice et membre de la section lettone de la Commission internationale de juristes
1992 - 1995	**Consultante**, Commission des Affaires étrangères, Parlement de la République de Lettonie
1994 - 1995	**Assistante**, Département de droit international et droit de la mer, Faculté de droit, Université de Lettonie

1993 - 1995	**Assistante**, Département théorie juridique et politique, Faculté de droit, Université de Lettonie
1990 - 1992	**Assistante parlementaire,** de Jānis Krūmiņš, Parlement de la République de Lettonie
Depuis 1989	Membre de l'Association des juristes lettons

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme
(Voir également sous III)

a. Enseignante dans le cadre des programmes de formation professionnelle de l'Institut Raoul Wallenberg, Université de Lund, Suède, portant sur le *Pacte international sur les droits civils et politiques* et la *Convention européenne des Droits de l'Homme* à l'intention des juges, procureurs, officiers de police, administrateurs d'établissements pénitentiaires, fonctionnaires des ministères gouvernementaux et instituts nationaux des droits de l'homme et autres publics cibles **de plus de soixante pays** à travers le monde.

b. 18-27 juin 2007, dispense un cours « Un remède à la charge de travail croissante de la Cour européenne des Droits de l'Homme : Protocole 14 ou vision nouvelle ? » au cours de la session sur la législation des droits de l'homme à l'Institut universitaire européen, Florence, Italie

c. 2006-2007, séminaires intensifs sur la Constitution lettone et ses relations avec le système juridique de la CE après l'entrée de la Lettonie dans l'UE dans le cadre des programmes de formation juridique continue de l'École de droit de Riga, Lettonie. RGSL

d. 2004, Exposés sur la Convention européenne des Droits de l'Homme et l'Union européenne, en qualité de conférencière invitée, aux étudiants du Centre danois des droits de l'homme et de la faculté de relations internationales, de l'Université de L'viv, Ukraine. Exposé, en qualité de conférencière invitée, sur la dissolution de la Yougoslavie au Centre islandais des droits de l'homme, Islande

e. 2003-2004, Exposés sur le droit international, les droits de l'homme et l'Union européenne, en qualité de conférencière invitée, aux juges de la Cour suprême et de la Cour constitutionnelle, procureurs et membres du parlement, dans le cadre des programmes de formation juridique continue de l'École de droit de Riga, Lettonie.

f. 1999 - 2004 : Formateur et expert pour le Conseil de l'Europe pour les activités de formation portant sur la *Convention européenne des Droits de l'Homme* destinées à des juges, procureurs, avocats généraux, et les agents des bureaux de médiateurs dans les pays suivants : Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Lettonie, Lituanie et Ukraine.

g. Septembre 1999 et 2000 : chargée de cours sur le système européen de droits de l'homme à l'Université d'été sur la protection internationale des droits de l'homme

organisée par le Centre des droits de l'homme de Poznan, Pologne. Août 2000, 2001, 2002, 2003 : chargée des cours sur le système européen des droits de l'homme à l'Université d'été russophone « Les droits de l'homme et leur mise en œuvre : l'expérience européenne et balte » organisée par l'Institut des droits de l'homme de la faculté de droit de l'Université de Lettonie.

h. 1997 - 2001, exposés, en qualité de conférencière invitée, dans le cadre des programmes du Master à l'Institut des droits de l'homme de Raoul Wallenberg et à la faculté de droit de l'Université de Lund. En 2002, exposés, en qualité de conférencière invitée, sur le droit international et les organisations européennes et le système de la Convention à l'Université d'Örebro et à la Högskola de Malmö, Suède.

i. 1997 - 1998 : exposés, en qualité de conférencière invitée, sur les pays baltes et les lois de citoyenneté au Jesus College, Oxford, Royaume-Uni et à l'École de droit de l'Université du Connecticut, Etats-Unis.

j. Depuis 1995, auteur de plus d'une quarantaine de rapports sur divers sujets concernant le droit public international, les droits de l'homme, la citoyenneté, les droits des minorités, le droit européen et la politique sociale et étrangère de la Lettonie lors de conférences et séminaires organisés par le Gouvernement letton, le Conseil de l'Europe, le Bureau de l'OSCE pour les institutions démocratiques et les droits de l'homme (BIDDH), la Commission européenne, les établissements universitaires lettons et autres, les ONG nationales et la Commission internationale de juristes dans les pays suivants : Allemagne Arménie, Azerbaïdjan, Belgique, Croatie, Estonie, Fédération de Russie, France, Irlande du Nord, Lettonie, Moldova, Norvège, Ouzbékistan, Pologne, Slovénie, Suède.

k. Auteur des avis d'experts et rapports ci-après :

1. Janvier 2005 : « *Rapport sur la situation des droits fondamentaux en Lettonie* : *2004 »*, pour le Réseau d'experts indépendants en matière de droits fondamentaux de l'Union européenne, Commission européenne, Belgique
2. Janvier 2004 : « *Rapport sur la situation des droits fondamentaux en Lettonie : 2003 »,* pour le Réseau d'experts indépendants en matière de droits fondamentaux de l'Union européenne, Commission européenne, Belgique.
3. Septembre 2002 : avis d'experts sur le projet de loi sur les partis politiques et les organisations socio-politiques de la République de Moldova, à la demande du Conseil de l'Europe, Strasbourg, France.
4. Juin 2002 : avis juridique sur le projet de loi kirghize sur l'organisation et la conduite de manifestations, à la demande du Bureau de l'OSCE pour les institutions démocratiques et les droits de l'homme , Varsovie, Pologne.
5. Octobre 2001 – avril 2002 : membre du groupe d'experts du Conseil de l'Europe concernant l'étude de compatibilité de la législation et de la pratique azerbaïdjanaises avec la Convention européenne des droits de l'homme et ses Protocoles.
6. 12 avril 1999 : analyse de la Loi sur la protection des droits de l'enfant, à la demande de la Sous-commission de la Saeima sur les droits de l'enfant, Lettonie.

7. 10 mars 1999 : analyse du projet d'amendements de la Loi sur les associations, à la demande de la Commission de la Saeima sur l'administration de l'État et les municipalités, Lettonie.
8. Septembre 1997 : évaluation et commentaire du projet d'amendements de la *Satversme* (Constitution) concernant le *Bill of Rights*, soumis à l'invitation de la Commission juridique de la Saeima, Lettonie.
9. 3 août1997 : avis sur le projet de Loi sur la langue officielle, soumis à l'invitation du Centre letton pour la langue officielle.
10. 16 mars 1997 : examen de la Loi sur l'enregistrement des actes concernant le statut civil dans le cas de personnes étrangères et apatrides, soumis dans le cadre de l'accord de coopération entre l'Institut des droits de l'homme et le Bureau national des droits de l'homme de Lettonie

V. Activités politiques

Néant.

VI. Autres activités

Publication dans le quotidien « Diena » de commentaires sur des questions juridiques et sociopolitiques d'actualité dans le but de présenter aux lecteurs le point de vue d'un universitaire (voir annexe).

VII. Publications et autres travaux

Author of 2 books and a monograph. Editor and co-author of 7 books. Author of about 67 articles. For a complete list of publications, see Annex. Some of the more important publications are:

Books:

1. *State Continuity and Nationality in International Law: the Baltic States and Russia. Past, Present and Future as Defined by International Law*, Leiden, Boston: Martinus Nijhoff Publishers, 2005, pp. 424, ISBN 90 04 14295 9 (Reviewed by Dr. Yaël Ronen at European Law Books http://www.europeanlawbooks.org/reviews/detail.asp?id=304)

2. *Starptautiskās tiesības un cilvēktiesības Latvijā: abstrakcija vai realitāte*, Rakstu krājums, [International Law and Human Rights in Latvia: Imagination or Reality. Collection of Essays] Rīga: Tiesu Namu aģentūra, 2005, pp 478.

3. *Eiropas Padome – Latvijas partneris Eiropas norisēs* [The Council of Europe – Latvia's Partner in European Affairs], Rīga: Institute for Foreign Affairs of Latvia, 1996, pp. 85, ISBN 9984-583-00-7

Edited books:

4. *Reservations to Human Rights Treaties and the Vienna Convention Regime. Conflict, Harmony or Reconciliation*, I. Ziemele (ed.), Leiden, Boston: Martinus Nijohoff Publishers, 2004, pp. 319. (Reviewed by Roberto Baratta in the *European Journal of International Law*, vol. 17, 2006).

5. *Expanding the Horizons of Human Rights Law: New Authors, New Themes*, I. Ziemele (ed.), Leiden, Boston: Martinus Nijhoff Publishers, 2004, pp. 289.

6. *Cilvēktiesības pasaulē un Latvijā* [Human Rights in the World and in Latvia. A Textbook], SIA "Izglītības soļi": Riga, 2000, 409 p. (Editor and Author of Chapters 1.5, 1.6, 4, 5.1, 5.2, 5.4, 5.5, 5.7 and a Glossary) ISBN 9984-9436-0-7.

7. *Kas jāzina valsts pārvaldes darbiniekiem tiesiskā valstī* [Handbook for civil servants in a rule of law state], SIA "N.I.M.S.": Riga, 2000, 119 p. (author of I, II, and III.2 parts, 45 p.), ISBN 9984–679–72–1.

8. *Cilvēktiesību īstenošana Latvijā: tiesa un administratīvais process* [Implementation of Human Rights in Latvia: The Judiciary and Administrative Process], LU Cilvēktiesību institūts: Rīga, 1998, 138 p. (Editor and Author of a chapter on relationship between international law and Latvian domestic law), ISBN 9984-19-023-4

Articles:

A contributor to the *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, R. Wolfrum (ed.), Oxford University Press, on the following topics: Extinction of States, Right to Privacy (in print).

9. "Article 7. The Right to Birth Registration, Name and Nationality, and the Right to Know and Be Cared for by Parents", A. Alen et al (eds.) *A Commentary on the United Nations Convention on the Rights of the Child*, Leiden, Boston: Martinus Nijhoff Publishers, 2007.

10. "International Courts and *Ultra Vires* Acts", L. Caflisch et al (eds.) *Liber Amicorum Luzius Wildhaber. Human Rights – Strasbourg Views*, N.P.Engel, Publisher, 2007, pp. 537 – 556.

11. "Case-law of the European Court of Human Rights and Integrity of International Law", Huesa Vinaixa R. et Wellens K. (dir) *L'influence des sources sur l'unité et la fragmentation du droit international*, Bruxelles: Bruylant, 2006, pp. 187 – 210.

12. "The Role of International Organisations in Strengthening Human Rights Performances in the Baltic Sea region" (2000) 43 *German Yearbook of International Law* pp. 9 - 37.

VIII. Langues

a. Langue maternelle - Letton

b. Langues officielles
- Anglais : courant (parlé, lu, écrit)
- Français : parlé : bien ; lu : très bien ; écrit : assez bien

c. Autres langues
- Russe : courant (parlé, lu, écrit)
- Suédois : bonnes bases
- Ukrainien : bonnes bases

Je déclare être disposée à résider à Strasbourg si je suis élue à la Cour européenne des Droits de l'Homme

Annex to I. Ziemele's CV

PUBLICATIONS

Books:

1. *State Continuity and Nationality in International Law: the Baltic States and Russia. Past, Present and Future as Defined by International Law,* Leiden, Boston: Martinus Nijhoff Publishers, 2005, pp. 424, ISBN 90 04 14295 9 (Reviewed by Dr. Yaël Ronen at European Law Books http://www.europeanlawbooks.org/reviews/detail.asp?id=304)

2. *Starptautiskās tiesības un cilvēktiesības Latvijā: abstrakcija vai realitāte*, Rakstu krājums, [International Law and Human Rights in Latvia: Imagination or Reality. Collection of Essays] Rīga: Tiesu Namu aģentūra, 2005, pp 478.

Monographs:

3. *Eiropas Padome – Latvijas partneris Eiropas norisēs* [The Council of Europe – Latvia's Partner in European Affairs], published by the Institute for Foreign Affairs of Latvia, 1996, 85 p., ISBN 9984-583-00-7

Edited books with contributed articles:

4. *Reservations to Human Rights Treaties and the Vienna Convention Regime. Conflict, Harmony or Reconciliation*, I. Ziemele (ed.), Leiden, Boston: Martinus Nijohoff Publishers, 2004, pp. 319. (Reviewed by Roberto Baratta in the *European Journal of International Law*, vol. 17, 2006).

5. *Expanding the Horizons of Human Rights Law: New Authors, New Themes,* I. Ziemele (ed.), Leiden, Boston: Martinus Nijhoff Publishers, 2004, pp. 289.

6. *Mazākumgrupu (minoritāšu) integrācijas aspekti Latvijā* [Aspects of integration of minorities in Latvia], LU Cilvēktiesību institūts: Rīga, 2001, pp. 101. (editor and co-author) ISBN 9984-9493-0-3.

7. *Kas jāzina valsts pārvaldes darbiniekiem tiesiskā valstī* [Handbook for civil servants in a rule of law state], SIA "N.I.M.S.": Riga, 2000, pp. 119. (author of I, II, and III. 2 Parts, 45 p.) ISBN 9984–679–72–1.

8. *Cilvēktiesības pasaulē un Latvijā* [Human Rights in the World and in Latvia. A Textbook], SIA "Izglītības soļi": Riga, 2000, pp. 409. (editor and author of Chapters 1.5, 1.6, 4, 5.1, 5.2, 5.4, 5.5, 5.7 and a Glossary) ISBN 9984-9436-0-7.

9. *Cilvēktiesību īstenošana Latvijā: tiesa un administratīvais process* [Implementation of Human Rights in Latvia: The Judiciary and Administrative Process], LU Cilvēktiesību institūts: Rīga, 1998, pp. 138., ISBN 9984–19-023-4

10. "Latvijas Republikas starptautiski tiesiskais statuss." [International Legal Status of the Republic of Latvia], grām. *Latvija. Starptautiskās organizācijas. Starptautiskie līgumi.* [Latvia. International Organisations. International Treaties], 5. Saeimas Ārlietu komisija un Kanceleja, Rīga, 1995, ISBN 9984-528-38-3

Articles or Chapters in books published in Latvia (listed chronologically):

11. "Cilvēktiesību rangs Latvijas tiesību normu hierarhijā." [Rank of Human Rights in the Hierarchy of Legal Norms in Latvia], grām. *Satversmes reforma Latvijā: par un pret.* [Reform of the Constitution in Latvia: Pros and Contras], Sociāli ekonomisko pētījumu institūts Latvija, Rīga, 1995, pp. 60 - 69.

12. "The Role of State Continuity and Human Rights in Nationality Matters of the Baltic States", in: *The Baltic States at Historical Crossroads: Problems of Political, Economical, and Legal International Co-operation in Awaiting the 21st Century* (T.Jundzis ed., 1998) pp. 248 - 271, ISBN 9984-9085-8-5 (also available in Latvian).

13. 2. & 3. Chapters (co-authored) in *Dokumenti par Latvijas valsts starptautisko atzīšanu, neatkarības atjaunošanu un diplomātiskajiem sakariem.* [Documents on the International Recognition of Latvia, Restoration of Independence and Diplomatic Relations] Latvijas arhīvistu biedrība, Latvijas Ārlietu ministrija, Latvijas Valsts vēstures arhīvs: Rīga, 1999, pp. 127 174, 187 – 210, ISBN 9984-510-64-6.

14. "Latvijas prasība par valstiskuma turpināšanās atzīšanu 4. maija Deklarācijā un tās starptautiski tiesiskās sekas" [Latvia's Claim for State Continuity in the 4 May Declaration and its International Legal Consequences], in: *4. Maijs. Rakstu, atmiņu un dokumentu krājums par Neatkarības deklarāciju* [4 May: Articles, Memories and Documents concerning the Independence Declaration], T. Jundzis ed., LU žurnāla "Latvijas Vēsture" fonds: Riga, 2000, pp. 80 - 90.

15. "State Continuity, Human Rights and Nationality in the Baltic States", in: *The Baltic States at Historical Crossroads*, T. Jundzis ed., 2nd ed., 2001) pp. 224 – 248.

16. "Latvijas loma drošības un miera tiesiskā nostiprināšanā. Vai starptautiskām tiesībām un organizācijām ir nozīme?", in: *Latvija Eiropā: nākotnes vīzijas* [Latvia in Europe: future visions] T. Jundzis ed., Latvijas Zinātņu akadēmijas Baltijas stratēģisko pētījumu centrs: Rīga, 2004, in Latvian and in English, pp. 31 – 55.

Articles in international publications:

17. "Incorporation and Implementation of Human Rights in Latvia", in: *International Human Rights Norms in the Nordic and Baltic Countries* (M. Scheinin ed., 1996) pp. 73 - 111, ISBN 90-411-0189-6.

18. "The Application of International Law in the Baltic States" (1997) 40 *German Yearbook of International Law* pp. 243 - 279.

19. "The Citizenship Issue in the Republic of Latvia", in: *Citizenship and Nationality Status in the New Europe* (S. O'Leary & T. Tiilikainen eds., 1998) pp. 187 - 204, ISBN 0-421-62530-9.

20. "Article15" (co-authored with Gunnar Schram), in: *Universal Declaration of Human Rights: A Common standard of achievement* (G. Alfredsson and A. Eide eds., 1999) pp. 297 - 324, ISBN 90-411-1168 (HB) ISBN 90-411-1201-4 (PB) (also published in Chinese).

21. Review of Talmon's book on *Recognition of Governments in International Law: With Particular Reference to Governments in Exile* (1999) 10 *European Journal of International Law* pp. 640 – 643.

22. "The Right to Freedom of Expression under Article 10 of the European Convention on Human Rights", in: *The European Convention on Human Rights: A Way and a Method of New Democratic Thinking*, Baku: Institute on Human Rights of the Academy of Sciences, 2000, pp. 6 – 18 (in Azeri).

23. "The European Convention on Human Rights and the Central and Eastern European Member States of the Council of Europe: an Overview" (co-authored with Jeroen Schokkenbroek) (2000) 39 *Nederlands Juristenblad* [Netherlands Legal Journal] pp. 1914 – 1920.

24. "The Role of International Organisations in Strengthening Human Rights Performances in the Baltic Sea region" (2000) 43 *German Yearbook of International Law* pp. 9 - 37.

25. "Is the distinction between State continuity and State succession reality or fiction? The Russian Federation, the Federal Republic of Yugoslavia and Germany", *Baltic Yearbook of International Law*, vol. 1, 2001, pp. 191 – 222.

26. "General aspects of nationality and human rights in relation to state succession", in CoE Doc CONF/NAT (2001) PRO, 2nd European Conference on Nationality 'Challenges to national and international law on nationality at the beginning of the new millennium' (Strasbourg, 8 – 9 October 2001), pp. 149 – 171 (also published in Latvian in 'Likums un Tiesības', 2002, vol. 4, no. 8 (36), pp. 228 – 239.

27. "Die Ausgestaltung des Minderheitenschutzes in Lettland: ein Lehrstück für Europa", in: *Minderheitenschutz in Mittel- und Osteuropa* (G. Manssen & B. Banaszak eds., 2001) pp. 65 - 94, ISBN 3-631-37922-6. (also published in Latvian in 'Likums un Tiesības', 2001, vol. 3, no. 10 (26), pp. 290 – 298.

28. "State Continuity, Succession and Responsibility. Reparations to the Baltic States and their Peoples?", *Baltic Yearbook of International Law*, vol. 3, 2003, pp. 165 - 189.

29. Review of P. Radan's book on *The Break-up of Yugoslavia and International Law* for the *European Journal of International Law*, (2004) 15:3 *European Journal of International Law* pp. 600 - 603.

30. "Case-law of the European Court of Human Rights and Integrity of International Law", Huesa Vinaixa R. et Wellens K. (dir) *L'influence des sources sur l'unité et la fragmentation du droit international*, Bruxelles: Bruylant, 2006, pp. 187 – 210.

31. "Article 7. The Right to Birth Registration, Name and Nationality, and the Right to Know and Be Cared for by Parents", A. Alen et al (eds.) *A Commentary on the United Nations Convention on the Rights of the Child*, Leiden, Boston: Martinus Nijhoff Publishers, 2007.

32. "International Courts and *Ultra Vires* Acts", L. Caflisch et al (eds.) *Liber Amicorum Luzius Wildhaber. Human Rights – Strasbourg Views*, N.P.Engel, Publisher, 2007, pp. 537 – 556.

Articles in Law Journals:

33. "Komentārs likumam "Par Latvijas Republikas starptautiskajiem līgumiem"." [Commentary to the Law on International Treaties of the Republic of Latvia] (1994) 1 *Juristu Žurnāls* [Lawyers' Journal] pp. 3 – 16.

34. " Latvijas valsts pēctecība vai kontinuitāte." [Continuity or Succession of the State of Latvia] (1994) 2 *Latvijas Jurists* [Latvia's Lawyer] nr. 36, pp. 2 - 3.

35. "Cilvēktiesību iedzīvināšanas mehānismi Latvijā." [Mechanisms for the Implementation of Human Rights in Latvia] (1996) 1 *Cilvēktiesību Žurnāls* [Latvian Human Rights Quarterly] pp. 54 - 67.

36. "Komentāri Latvijas Republikas Ievada ziņojumam par Starptautiskā pakta "Par pilsoņu un politiskajām tiesībām" izpildi Latvijā" [Commentary on the Report of Latvia under the International Covenant on Civil and Political Rights] (1996) 2 *Cilvēktiesību Žurnāls* [Latvian Human Rights Quarterly, entire issue co-authored].

37. "Article 21 of the Universal Declaration of Human Rights in the Emerging Democracies in the Baltic States." (1997) 1 *Latvian Human Rights Quarterly* pp. 20 - 38. Published in Latvian in issue No. 4 of the same year.

38. "The Dilemma of Language Use in Latvia: Obligation and Necessity" *Latvian Human Rights Quarterly*, 1998, No. 5/6, pp. 29 - 45 and a Latvian language version in *Cilvēktiesību Žurnāls*, 1998, Nr. 7/8, pp. 32 - 46. Reprinted in *Latvijas Vēstnesis* [Official Gazette] 04.02.99, p. 7.

39. "Satversmes tiesa – līdzeklis integrācijai vai pašizolācijai jeb atsevišķas pārdomas Satversmes tiesas likuma sakarā" [Constitutional Court: The Means for Integration or Self-Isolation: Some Remarks concerning the Law on the Constitutional Court] *Latvijas Vēstnesis* [Official Gazette] 15 June 1996.

40. "Starptautisko un Latvijas nacionālo tiesību attiecības." [Relationship between International Law and Latvia's Domestic Law], (1998) *Juristu Žurnāls* [Lawyer's Journal] Nr. 5 and *Cilvēktiesību Žurnāls* [Latvian Human Rights Quarterly] Nr. 6, pp. 54 -70.

41. "Commentary (to the Case No.2-2324/7)" (1998) 3/4 *Latvian Human Rights Quarterly* pp. 131 - 136.

42. "State Continuity and the Right to Property: A Commentary on the Constitutional Court Judgment" (1999) 7 - 10 *Latvian Human Rights Quarterly* pp. 261 - 268. Published in Latvian in issue No. 9 – 12 of the same year.

43. "Questions Concerning Genocide. A Note on the Supreme Court Judgment" (1999) 7 – 10 *Latvian Human Rights Quarterly* pp. 327 – 341.

44. "Eiropas Savienība – pozitīvs izaicinājums Satversmei." [European Union: A Pozitive Challenge to the Constitution], *Likums un Tiesības* [Law and Rights], March 2001, 3rd volume, # 3 (19), pp. 70 - 77.

45. "Atsevišķu Latvijas Republikas Satversmes grozījumu nepieciešamības pamatojums sakarā ar Eiropas Savienības tiesību integrāciju Latvijas tiesību sistēmā." [Commentaries to Several Amendments Necessary in the Constitution in View of the Integration of EC Law into the Latvian Legal System], *Likums un Tiesības* [Law and Rights], March 2004. 6th volume, # 3 (55), pp. 66 - 70. The 2nd and updated version of the article apperas in the *Likums un Tiesības* English issue in 2007.

46. "Rasu diskriminācijas aizliegums Latvijas tiesību sistēmā un praksē. *Likumdevēja, tiesu, valsts pārvaldes un prokuratūras pienākumi un atbildība.*" [Prohibition of racial discrimination in law and practice in Latvia. Obligations and responsibilities of legislator, public administration and prosecution.], submitted for publication to *Likums un Tiesības* [Law and Rights] in August 2004, 30 pages.

Commentaries on judgments of the European Court of Human Rights:

47. "Podkolzina pret Latviju: Strasbūras spriedums" [Podkolzina v Latvia. The Decision of Strasbourg] *Diena* [The Day] 18.06.2002.

48. "Nedrīkst vienkārši iebāzt cietumā. Laventa sprieduma komentārs" [One may not be simply imprisoned. Commentary on the Lavents' judgment.] *Diena* [The Day] 07.12.2002.

49. "Slivenko pret Latviju. Vai Cilvēktiesību konvencija attaisno bijušās PSRS militārpersonu un viņu ģimeņu palikšanu Latvijā?" [Slivenko v Latvia. Does the Human Rights Convention justify the settling of fomer Soviet personnel and their families in Latvia?] *Diena* [The Day] 01.11.2003.

50. "Kas notika Strasbūrā. Komentārs par Tatjanas Ždanokas lietu pret Latviju." [What happened in Strasbourg. Commentary on the case Tatjana Ždanoka against Latvia.] *Diena* [The Day] 28.06.2004.

51. "Ko lēma Strasbūra par Lietuvas čekistiem" [What was decided in Strasbourg about Lithuanian KGB?] *Diena* [The Day] 07.09.2004.

Social and legal policy oriented articles with general educational purpose:

52. "Par Latvijas Republikas un Krievijas Federācijas līgumiem un ne tikai." [On Treaties between the Republic of Latvia and the Russian Federation and beyond], *Labrīt* [Good Morning] 11.08.1994.

53. "Pašnoteikšanās starptautiskajās tiesībās." [Self-Determination in International Law], *Diena* [The Day] 21. 01. 1995.

54. "Kas ir bērna tiesības, un ko tas nozīmē." [Rights of the Child: Scope and Meaning], *Diena* [The Day] 12. 01. 1996.

55. "Pilsonība, cilvēktiesības un Latvijas sabiedrības modelis" [Citizenship, Human Rights, and a Model of the Latvian Society] *Diena* [The Day] 21 May 1997. Reprinted in *Latvian Human Rights Quarterly* No. 3/4, 1998, pp. 27-30.

56. "Latvijas valsts nepārtrauktība un mūsdienu politiskā realitāte." [Continuity of the State of Latvia and Current Political Realities], *Diena* [The Day] 24. 09. 1997.

57. "Kā mēs zinām (vai nezinām) savus likumus un saistības." [How Well We Know Our Laws and Obligations], *Latvijas Vēstnesis* [Official Gazette] 17. 10. 1997.

58. "Spēles noteikumi Valsts nākotnes vārdā." [Rules of the Game for the Future of Latvia], *Diena* [The Day] 22. 04. 1998.

59. "Vai starptautiskās tiesības šodien pieprasa diktatoru sodīšanu?" [Does International Law Require the Prosecution of Dictators?], *Diena* [The Day] 30. 11. 1998.

60. "Latvijas lidotāju lieta Indijā – Latvijas nepilsoņu diplomātiskā aizsardzība" [The Case of Latvia's Pilots: Diplomatic Protection of Non-Citizens of Latvia], *Diena* [The Day] 29. 12. 1998.

61. "Nelatviešu personvārdu lietošana latviešu valodā. Ko saka cilvēktiesības šajā sakarā" [Personal Names of Non-Latvians. Human Rights Approach.], *Diena* [The Day] 03. 02. 1999.

62. "Budem multikulturni!", [Let's be multicultural!] *Respublika* 04. 02. 1999 (in Russian).

63. "Kosovas krīzes zemūdens akmeņi. Starptautiskās tiesības veidošanās procesā." [Deep Waters of the Kosovo Crisis. International Law in Development], *Diena* [The Day] 02. 03. 1999.

64. "Pilsoniskā līdzdalība – Latvijas demokratizācijas pamatelements. Kam domāta demokrātija?" [Political Participation: A Basic Element for the Democratisation of Latvia. For Whom Democracy is Meant?] *Diena* [The Day] 03. 04. 1999.

65. "Latvija un starptautiskā sabiedrība. Vai divvirziena satiksme?" [Latvia and the International Community. A Two-Way Street?] *Diena* [The Day] 30. 07. 1999.

66. "Politika un modernas sociālās zinātnes" [Politics and Modern Social Sciences] *Diena* [The Day] 23. 01. 2000.

67. "Neatkarības 10 gadi" [10 Years of Independence] *Diena* [The Day] 09. 05. 2000.

68. "Tiesības uz kultūru, un Eiropas Padomes standarti" [The Right to Culture and the Standards of the Council of Europe] *Latvijas Vēstnesis* [Official Gazette] 01. 06. 2000.

69. "Nopietna pārbaude Latvijas tiesu kvalitātei un neatkarībai" [A serious challenge to the quality and independence of Latvia's courts] *Diena* [The Day] 18. 09. 2000.

70. "Par valsts un sabiedrības interesēm atbilstošu likumu" [On law-making in the interests of the state and the society] *Latvijas Vēstnesis* [Official Gazette] 10. 10. 2000.

71. "Pagātnes gūstā ar skatu uz nākotni" [In the captivity of the past with the view to the future] *Diena* [The Day] 18.05.2002.

72. "Kompensāciju izmaksas par spaidu darbiem ar Maskavas fonda starpniecību?" [Payment of compensations for forced labour through the Moscow based foundation?] *Diena* [The Day] 10.07.2002.

73. "Cilvēks, vēlēšanas un atbildība" [Individual, elections and responsibility] *Diena* [The Day] 10.10.2002.

74. "Terorisms, Čečenija – kas ir kas starptautiskajās tiesībās?" [Terrorism, Chechnya – who is who in international law?] *Diena* [The Day] 08.11.2002.

75. "Irāka. Par ko notiek izvēle?" [Iraq. What are the choices?]; "Irāka (2). Mazo valstu interese starptautiskajā tiesiskajā kartībā." [Iraq (2). The interest of small States in the international legal order], available at http://www.politika.lv (published on 04.02.2003. and 25.03.2003. respectively). Reprinted in the *Official Gazette*, No. 13 (280), 01.04.2003., 5 pages.

76. "Vai Satversme jau ir grozīta?" [Has the Constitution been changed?], available at http://www.politika.lv (published on 20.01.2004.).

77. "Piezīmes pie sagatavotā lēmuma projekta" [Points on the margins of the draft decision] *Latvijas Vēstnesis* [Official Gazette], 30.01.2007. Jurista Vārds 5 (458)

78."Eiropas Cilvēktiesību konvencijas desmit gadi Latvijā" [Ten Years of the European Convention on Human Rights in Latvia], *Diena* [The Day], 27.06.2007., p. 2.

Représentation Permanente de la République de Moldova
auprès du Conseil de l'Europe

N° CE – 109 / 2007

Strasbourg, le 30 novembre 2007

Monsieur le Directeur Général,

Suite à la demande du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, j'ai l'honneur de Vous faire parvenir la nouvelle liste des trois candidats à la fonction de juge à la Cour Européenne des Droits de l'Homme, sélectés par le Gouvernement de la République de Moldova.

Cette liste a été rédigée par la Commission nationale pour la sélection des candidats à la fonction de juge à la Cour Européenne des Droits de l'Homme, crée par l'arrêt du Gouvernement en date du 17 octobre 2007 et comprenant des hauts représentants des autorités publiques, des professions juridiques, de la société civile et du cadre universitaire. Cette Commission a organisé et déroulé le concours public pour suppléer le poste de juge national à la Cour, conformément aux dispositions de la Recommandation 1429(1999) de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe.

L'annonce publique concernant la sélection nationale des candidats à la fonction de juge à la Cour Européenne des Droits de l'Homme a été diffusé dans la presse de spécialité et nationale (*Monitorul Oficial* - le Journal Officiel de la République de Moldova, *Dreptul* - Le Droit, *Moldova Suverană, Nezavisimaia Moldova* - La Moldova Souveraine), ainsi que sur Internet (www.justice.gov.md [page web du Ministère de la Justice], www.azi.md, www.infotag.md, www.info-prim.md, www.deca-press.net, www.europalibera.org, www.rgnpress.ro, www.tv7.md, www.news.yam.ro, www.dejure.md, www.alimoldova.com, www.unghiul.com, www.basarabeni.ro, www.ihr.md, etc.), et a été aussi communiqué à la radio et à la télévision. Dix-neuf personnes se sont inscrites au concours.

Monsieur Philippe BOILLAT
Directeur Général
Direction Générale Affaires Juridique et Droits de l'Homme
Conseil de l'Europe

Représentation Permanente de la République de Moldova
16, Allée Spach
67000 Strasbourg

Tel.: +33 (0)3 88 36 55 64
Fax: +33 (0)3 88 36 48 86
E-mail: moldova.rpce@nocs.fr

Suite au concours, lors de ses sessions qui se sont tenues les 16 et 19 novembre dernier, la Commission s'est entretenu avec les candidats pour évaluer leurs connaissance et expérience en matière des droits de l'homme, ainsi que leur aptitudes linguistiques et a choisi trois candidats qui ont été proposés au Gouvernement. Par son arrêt No 1312 en date du 29 novembre 2007, le Gouvernement de la République de Moldova a approuvé la liste des trois candidats, qui est soumise au Conseil de l'Europe en ordre alphabétique, comme suit:

1. Mihail POALELUNGI
2. Maria POSTOICO
3. Veaceslav ZAPOROJAN

Les curriculum vitae des candidats mentionnés ci-dessus sont attachés à la présente lettre.

Je vous prie de croire, Monsieur le Directeur Général, en l'expression de ma considération distinguée.

A. Neguta

Andrei NEGUTA
Représentant Permanent

CURRICULUM VITAE

Monsieur Mihail POALELUNGI

I. Etat civil

Nom	Poalelungi
Prénom	Mihail
Date et lieu de naissance	13 septembre 1962, Corjova, département de Criuleni République de Moldova
Nationalité	moldave
Situation de famille	marié, 2 enfants

II. Formations/Diplômes

1983 – 1988	Licence en droit, Faculté de droit ; Université d'Etat, Chişinău, Moldova
2006	Docteur en droit, Faculté de droit ; Université d'Etat, Chişinău, Moldova Thèse: « La conduite légale et la justice»

III. Activité professionnelle pertinente

a. activité juridique

1988 - 1989	juge stagiaire au Tribunal Râşcani de Chişinău
1989 – 1995	juge et vice-président du Tribunal Buiucani de Chişinău
1995 – 1996	juge et président du Tribunal Centru de Chişinău
1996 – 2003	juge et vice-président à la Cour d'Appel de la République de Moldova
Dès 2003	juge et (dès 2005) vice-président de la Cour Suprême de Justice de la République de Moldova, président du Collège civil et du contentieux administratif
Dès 2004	arbitre à la Cour internationale de Conciliation et d'Arbitrage auprès de l'OSCE, représentant de la République de Moldova
Dès 1999	degré de juge de qualification supérieure

b. activité juridique non judiciaire

1998 – 2005 membre et président du Collège de qualification et attestation des juges du Conseil Supérieur de la Magistrature

Dès 2005 membre du Conseil supérieur de la Magistrature

Dès 2000 membre du Conseil consultatif des Juges européens du Conseil de l'Europe

Dès 2002 vice-président et président de l'Association des Juges de la République de Moldova

Dès 1989 maître de conférences à la faculté de droit de l'Université d'Etat de Moldova : cours pratiques en matière de droit civil

1998 – 2006 maître de conférences en matière de droit civil et des droits de l'homme au Centre de formation du Ministère de la Justice

1998 – 2002 maître de conférences en matière de droit civil et des droits de l'homme au Centre de droit pour les avocats

1998 – 2002 expert au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

2001 – 2003 membre du jury de la fondation « Soros-Moldova », direction « Administration publique et droit »

Dès 2001 membre du collège de rédaction du mensuel scientifique « Revue de droit privé »

Dès 2007 membre du Conseil scientifique de la Cour constitutionnelle de la République de Moldova

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

mars–avril 2000 stagiaire à la Cour européenne des Droits de l'Homme

1995 études dans le domaine des droits de l'homme, Ecole Nationale de la Magistrature ; Paris, France

2000 études dans le domaine des droits de l'homme, Ecole nationale de la Magistrature ; Paris, France

2003 études dans le domaine des droits des réfugiés, Académie européenne de Droit ; Trier, Allemagne

2003 visite d'études dans le domaine du droit civil et des droits de l'homme, Académie des Juges d'Allemagne ; Trier, Allemagne

2004 visite d'études dans le domaine du droit électoral ; Dallas, Texas, Washington D.C., USA

2005 visite d'études dans le domaine de réglementation amiable des litiges ; Cour d'Appel de Montréal, Canada

1997-2007 modérateur et rapporteur à des conférences : « La liberté d'expression et le respect de la vie privée », « Le respect du droit à la propriété à travers l'article 1 du Protocole additionnel à la Convention européenne des Droits de l'Homme », « Le précédent judiciaire et l'importance de la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme pour les tribunaux nationaux »

2007 traduction (du français) des avis du Conseil consultatif des Juges européens et des résolutions et recommandations du Conseil de l'Europe sur les affaires civiles, et publication en la matière, incluant la jurisprudence du Collège civil et du contentieux administratif de la Cour suprême de Justice, destinés aux juges, procureurs, avocats et juristes

V. Activités publiques

a. Fonction publique - néant

b. Mandats électifs

2003 – 2005 membre de la Commission électorale Centrale (de la part du pouvoir judiciaire)

c. Membre d'aucun parti ou mouvement politique, fonction politique - néant

VI. Autres activités

Membre de différentes commissions pour la préparation de projets de lois et d'autres actes, notamment : Code de procédure civile, Loi sur le statut du juge, Loi sur le Collège de qualification et d'attestation des juges, Loi sur la responsabilité disciplinaire des juges, Loi sur le Conseil supérieur de la Magistrature, Code déontologique des juges, Statut de l'Association des Juges, etc.

2002 études auprès de l'Organisation mondiale de la Propriété intellectuelle (Genève, Suisse) et à l'Institut national de la Propriété intellectuelle (Paris, France)

VII. Travaux et publications

Publication de livres et articles, individuellement et en collaboration avec d'autres auteurs, ainsi que de rapports scientifiques :

Livres et monographies

Synthèses annuaires de pratique judiciaire (1999 – 2002) du Collège civil de la Cour d'Appel de la République de Moldova, Cartier, Chişinău (commenté)

Modèles des actes judiciaires (procédure civile), auteur, Cartier, Chişinău, 2002

Modèles des actes judiciaires (procédure civile, édition II, rédigée, annotée avec la jurisprudence de la CEDH), auteur, Cartdidact, Chişinău, 2005

La préparation à l'audience judiciaire civile, coordonnateur d'édition, coauteur, Arc, Chişinău, 2006

Manuel du juge à l'audience des affaires civiles, coordonnateur d'édition, coauteur, Cartier, Chişinău, 2006

La conduite légale et la justice, auteur, Cartdidact, Chişinău, 2007

Synthèse de la pratique judiciaire du Collège civil et du contentieux administratif de la Cour suprême de Justice, 2005-2006 (commenté)

Actes sur les droits et les libertés fondamentales de l'homme et la justice coordonnateur d'édition, coauteur, Cartier, Chişinău, 2007

Articles, rapports

« Aspects théoriques et légaux du droit de propriété en République de Moldova », « L'ordre de droit – condition prioritaire pour l'institution d'Etat de droit en République de Moldova », « La situation du pouvoir judiciaire en République de Moldova », « Les problèmes actuels des sciences sociales humaines dans les conditions d'intégration européenne », « L'évaluation des nécessités du système judiciaire de la République de Moldova », « L'indépendance du pouvoir judiciaire et la responsabilité matérielle des juges », etc.

VIII. Connaissances linguistiques

Langues	**Lu**			**Ecrit**			**Parlé**		
	TB	**B**	**AB**	**TB**	**B**	**AB**	**TB**	**B**	**AB**
a.Première langue									
Langue officielle de la République de Moldova	X			X			X		
b.Langues officielles									
Français	X			X			X		
Anglais			X			X			X
c. Autres langues									
Russe	X			X			X		

IX. Autres éléments pertinents

Création et mise en pratique d'un programme électronique - base de données de transfère et attribution des dossiers civils, en vigueur depuis le 1 janvier 2006 à la Cour suprême de Justice

Même date - création d'une base de données qui contient la version électronique de tous les arrêts et décisions prononcés par le Collège civil et contentieux administratif de la Cour suprême de Justice

X. Je confirme que, au cas où je serais élu en tant que juge à la Cour, je m'installerais à Strasbourg

Adresse professionnelle :

Cour Suprême de Justice de la République de Moldova
18, rue Petru Rareş Chişinău,
Tel. 22.22.71
Fax : 21.20.89
e – mail : mihaip@mail.md

Adresse privée :

Rue Alba Iulia 23 ap.130 Chişinău
Tel.51.77.00
e – mail : mihaip@mail.md

CURRICULUM VITAE
Maria POSTOICO

I. Etat civil:

Nom, prénom:	POSTOICO Maria
Sexe:	Féminin
Date et lieu de naissance:	04 avril 1950, village Horodiste, district Donduseni, Moldova
Nationalité:	moldave
Etat civil:	mariée, maire d'une fille

II. Etudes et diplômes, et autres qualifications

1972-1978 Licence en droit, Faculté de Droit, Université d'Etat de Moldova, République de Moldova ;

mai 1984 Etude de qualification dans le cadre d'un programme à l'Institut de Droit politique et Droit international comparatif, Moscou, Fédération de Russie ;

août 2000 Etude de qualification dans le cadre d'un programme PNUD „Le concept du Code civil dans les pays démocratiques", Washington DC, SUA.

III. Activités professionnelles pertinentes

a. *Description des activités juridiques*

1997 Juge au sein du Tribunal économique de la République de Moldova (Cour d'Appel), Décret du Président de la République de Moldova nº 8-II du 20.01.97;

1989 Membre de la formation collégiale de l'Arbitrage d'Etat, Décret du Présidium du Soviet Suprême de la RSSM nº 3372-XI du 21.06.89;

1987 Arbitre d'Etat sur les litiges économiques, Décret du Présidium du Soviet Suprême de la RSSM nº 2023-XI du 17.07.87;

1983 Arbitre sur les litiges économiques de l'Arbitrage d'Etat auprès du Comité des Ministres, Décision du Comité des Ministres nº 424 du 29.11.83;

b. *Description des activités juridiques non judiciaires*

Parlement de la République de Moldova

2005 -à présent Vice-présidente du Parlement de la République de Moldova, Arrêté du Parlement de la République de Moldova nº 9-XVI du 31.03.2005;

2001 Présidente de la Commission juridique, des nominations et immunités, Arrêté du Parlement de la République de Moldova nº 14-XV du 22.03.2001;

2000 Présidente de la Commission de la sécurité de l'Etat et de l'assurance de l'ordre public, Arrêté du Parlement de la République de Moldova nº 831-XIV du 24.02.2000;

1998 Vice-présidente de la Commission juridique, des nominations et immunités, Arrêté du Parlement de la République de Moldova nº 13-XIV du 29.04.1998

Autres activités au sein du Parlement moldave

2005 - à présent Vice-présidente de la Commission pour l'élaboration du concept de la sécurité nationale de la République de Moldova, Décret du Président de la République de Moldova nº 374-IV du 22.12.2005;

04.04.2005 Présidente de la Commission pour l'inauguration du Président de la République de Moldova, Arrêté du Parlement de la République de Moldova nº 14-XVI du 04.04.2005;

2003 Présidente du Groupe de travail pour l'élaboration des propositions visant à perfectionner la législation et le cadre normatif en matière de garantie de l'efficacité et de la qualité de la justice, Arrêté du Parlement de la République de Moldova nº 445-XV du 07.11.2003;

2003 Membre de la Commission pour l'élaboration de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la corruption, Décret du Président de la République de Moldova nº 1515-III du 06.11.2003;

2003 Membre de la Commission spéciale pour l'examen des projets de loi portant modifications à la Constitution de la République de Moldova, Arrêté du Parlement de la République de Moldova nº 243-XV du 13.06.2003;

2003 Membre du Conseil de coordination dans les problèmes liés au parachèvement du cadre normatif auprès du Gouvernement de la République de Moldova, Arrêté du Gouvernement de la République de Moldova nº 609 du 22.05.2003;

2002 Membre de la Commission spéciale pour l'examen des projets de loi portant modifications à la Constitution de la République de Moldova, Arrêté du Parlement de la République de Moldova nº 1333-XV du 26.09.2002;

2001 Membre de la Commission pour l'élaboration de propositions visant à règlementer la pluralité des citoyens, Décret du Président de la République de Moldova nº 24-III du 25.09.2001;

2001 Présidente du Groupe de travail pour le parachèvement des projets du Code pénal, du Code de procédure pénale et du Code relatif aux contraventions administratives, Décision de la Commission juridique, des nominations et immunités nº CJ10/153 du 06.06.2001;

2001 Présidente de la Commission spéciale pour l'examen du projet de loi portant modifications à la Constitution de la République de Moldova (relatif à la réforme judiciaire), Arrêté du Parlement de la République de Moldova nº 216-XV du 31.05.2001;

2001 Membre de la Commission pour l'élaboration des propositions visant à ajuster la législation aux dispositions de la Constitution de la République de Moldova dans les problèmes relevant du statut spécial de l'entité territoriale autonome de Gagaouzie, Arrêté du Parlement de la République de Moldova nº 146-XV du 10.05.2001**;**

2000 Membre de la Commission spéciale pour le parachèvement du projet du Code civil, Arrêté du Parlement de la République de Moldova nº 1315-XIV du 26.10.2000;

2000 Membre de la Commission spéciale pour l'examen des projets de lois sur la révision de la Constitution de la République de Moldova, Arrêté du Parlement de la République de Moldova nº 1075-XIV du 22.06.2000.

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

2006 - à présent Vice-présidente de la Commission du Règlement et des Immunités ;

2006 - à présent Membre de la sous-commission ad hoc pour l'élection des juges à la Cour européenne des Droits de l'Homme ;

2005-2006 Vice-présidente au sein de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, Membre du Bureau de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe ;

2005- à présent Présidente de la délégation de Moldova auprès l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, Arrêté du Parlement de la République de Moldova nº 157-XVI du 21.07.2005;

2005- à présent Membre de la Commission pour le respect des obligations et engagements des Etats membres du Conseil de l'Europe (Commission de suivi);

1999- à présent Membre de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme ;

1999- à présent Membre de la Commission du Règlement et des Immunités;

1999 Membre de la délégation de Moldova auprès l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe;

Commission européenne pour la Démocratie par le Droit (Commission de Venise)

2001-2005 Membre de la Commission de Venise

Activités parlementaires extérieures

15-22 juin 2006 Visite d'étude „En vue d'étudier le cadre législatif et l'expérience pratique pour la mise en œuvre du système d'assistance juridique garantie par l'Etat, pour les catégories sociales vulnérables de la population" Paris, France, Londres, Royaume-Uni

8-10 décembre 2004
Consultations avec les experts sur le Code de procédure civile, Strasbourg, France

27 avril 04 – 03 mai 2004
Visite d'étude à l'Ecole Juridique Portugaise, Lisbonne, Portugal

31octobre – 2 novembre 2003
Réunion de travail sur des questions juridiques avec les experts du Conseil de l'Europe, Strasbourg, France

6-10 octobre 2003
Travaux du Cours de haut niveau en matière de la justice juvénile organisé par l'Institut International des Droits de l'Enfant (IDE), Sion (Suisse)

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

Collaboration avec la société civile

a. Justice juvénile

avril-août 2006 Membre du groupe nationale de travail en matière de justice juvénile, (promotion des modifications au Code pénal et au Code de procédure pénale, élaborées par le Groupe de travail),

septembre 2005
Participation au Forum régional „Justice juvénile en Europe de l'Est et du Sud-est", Chişinău;

24 mai 2005 Participation à la Table ronde „Respect des droits de l'enfant dans les endroits de détention", Chişinău;

b. Avocat de l'enfant

12 septembre 2007
Coordonnateur de la Table ronde „Avocat de l'enfant. Possibilités pour la République de Moldova", avec la participation de Mme Lena Nyberg, Avocat de l'enfant du Suède, Chisinau, Parlement de la République de Moldova;

2007- à présent Présidente du Groupe de travail sur l'optimisation de l'action du Centre des droits de l'Enfant et l'institution de la fonction d'avocat de l'enfant;

25-29 juin 2006 Coordonnateur de la visite de haut niveau de la République de Moldova au Bureau de l'Avocat de l'Enfant du Suède, Stockholm;

2007 Coordonnateur de l'élaboration d'un recueil d'actes normatifs en matière de protection des droits de l'enfant et de la famille;

8 novembre 2006
Coordonnateur de la réunion des experts internationaux de l'UNICEF Nigel Cantwell et Herve Boechat avec les fractions parlementaires sur le rôle des parlementaires dans la promotion des droits de l'enfant, Chisinau, Parlement de la République de Moldova;

c. *Réforme de la justice pénale*

5-6.10 2006 Participation et prise de parole lors du séminaire sur le thème „Développement de l'institution du service de probation en Moldova";

29.09.2006 Participation et prise de parole lors de la Conférence nationale d'évaluation de la mise en œuvre du travail non rémunéré d'intérêt général ;

19.05.2006 Participation et prise de parole lors du séminaire sur le thème „Rendre plus simple la procédure pénale;

27-28.10.2005 Participation et prise de parole lors de la Conférence d'évaluation "La mise en œuvre des alternatives à la détention pour les enfants du système de justice pénale";

23.09.2005 Participation et prise de parole lors du séminaire sur le thème "Activités de resocialisation et réhabilitation des personnes mises en liberté des endroits de détention";

14-16.09.2005 Participation et prise de parole lors du Forum régional ayant pour thème la „Justice juvénile en Europe de l'Est et du Sud-est";

25-26.05.2005 Participation et prise de parole lors du séminaire sur le thème "Réforme de la justice juvénile en Moldova";

25.03.2005 Participation et prise de parole lors de la Table ronde „Activités de resocialisation avec les personnes condamnées aux peines non privatives de liberté ";

27.01.2005 Participation et prise de parole lors du séminaire sur le thème "Médiation dans les affaires pénales avec la participation des mineurs";

07.12.2004 Participation et prise de parole lors de la Conférence nationale d'évaluation de la mise en œuvre du travail communautaire ;

13-14.01.2004 Participation et prise de parole lors de la Table ronde "Piloter le travail communautaire pour les mineurs";

27-28.11.2003 Atelier de travail „Le rapport pré-sentenciel (rapport de probation) dans les affaires impliquant les mineurs„

23-24.10.2003 Participation et prise de parole lors de la Conférence internationale sur le thème „Mise en œuvre de la probation en Moldova: réalités et perspectives";

24-25.09.2003 Atelier de travail sur la médiation dans les affaires pénales;

2003- à présent Membre du Groupe de référence pour l'analyse de l'initiative visant à reformer le système de justice pénale en Moldova ;

22-25.01.2003 Membre du Groupe mixte sur les politiques régissant le fonctionnement du système pénitentiaire ;

08.11.2002 Participation et prise de parole lors de la Conférence internationale ayant pour thème "L'application du travail au profit de la communauté: réalités et perspectives ";

2002 Collaboration avec l'Institut de réformes pénales en vue d'élaborer de Code de procédure pénale de la République de Moldova, le Code d'exécution la République de Moldova, le Code relatifs aux contraventions administratives de la République de Moldova.

V. Activités publiques

a. *Postes dans la fonction publique*

b. Mandats électifs

2005- à présent Député au Parlement de la République de Moldova, XVI-e législature, Arrêt de la Cour constitutionnelle de la République de Moldova nº 6 du 17.03.2005;

2001-2005 Député au Parlement de la République de Moldova, XV-e législature, Arrêt de la Cour constitutionnelle de la République de Moldova nº 15 du 13.01.2001 ;

1998-2001 Député au Parlement de la République de Moldova, XVI-e législature, Arrêt de la Cour constitutionnelle de la République de Moldova nº 11 du 09.04.1998 ;

c. Fonctions exercées au sein d'un parti ou d'un mouvement politique

2005- à présent Membre du Bureau du groupe politique de GUE (Gauche Unitaire Européenne) de l'APCE;

2000- à présent Membre du groupe politique de la Gauche Unitaire Européenne a l'APCE

1998- à présent Membre du Groupe politique du PCRM du Parlement de la République de Moldova

VI. Autres activités

a. domaine juridique

b. durée 1976-1983

c. fonctions

1983 Chef de la Division juridique;

1980 Jurisconsulte supérieur;

1976 Jurisconsulte au sein d'une entreprise d'Etat;

L'activité en ces fonctions a eu trait à la défense des droits de l'homme et des libertés fondamentales, également qu'à la représentation devant les instances judiciaires.

VII. Travaux et publications

Mécanismes juridiques de remise en droits des déposants des institutions financières qui ont fait faillite, Nezavisimaia Moldova - mars 2007

La réforme de la législation nous approche de l'Union européenne, Courier parlementaire, nº2 - août 2006

La justice juvénile en Europe de l'Est et du Sud-est : perfectionnement du cadre légal national, Direction éditoriale de l'IRP, Chisinau – 2006

Le Code déontologique du médiateur, coauteur, publié par la Direction éditoriale de l'Institut de Réformes Pénales, Chişinău – 2004

Une série d'articles scientifiques en matière de défense des droits de l'homme, de la réforme du système judiciaire et de révision de la législation pénale, civile, contraventionnelle; relative au notariat, au barreau des avocats, à la procurature, publiés dans des revues spécialisées.

VIII. Connaissances linguistiques

Langue	Lu			Ecrit			Parlé		
	TB	B	AB	TB	B	AB	TB	B	AB
a. langue maternelle									
moldave	X			X			X		
b. Langues officielles:									
- anglais									
- français	X				X			X	
c. Autres langues : russe	X			X			X		

IX. Adresse de contact :

e-mail : maria.postoico@parlament.md
tel : 373 22 234207
105, bd Stefan cel Mare
Parlement de la République de Moldova
2073
Chisinau
Moldova

X. Je confirme que je m'installerai de manière permanente à Strasbourg au cas où je serais élue juge à la Cour.

CURRICULUM VITAE
Veaceslav ZAPOROJAN
CHISINAU, BLD. RENAŞTERII, 29, AP.53,
TEL. DOMICILE (373 22) 21 31 28, GSM 069105142
OFFICE: MD-2004, CHISINAU, RUE LAPUSNEANU, 28, TEL. (+373 22) 25 37 25
Mél: veaceslavzaporojan@yahoo.com; zaporojan@constcourt.md

I. *Etat civil*

Nom, prénom	ZAPOROJAN Veaceslav
Sexe	M
Date et lieu de naissance	16.07.1962, v. Drokia, République de Moldova
Nationalité	République de Moldova

II. *Etudes et diplômes, et autres qualifications*

2003 – à ce jour	Etudes de doctorat, spécialité 12.00.02 Droit public, organisation et fonctionnement des institutions de droit. Thèse de doctorat sur «La protection des droits fondamentaux dans la justice constitutionnelle de la République de Moldova». Soutenance définitive – 25 decembre 2007.
2000 – 2001	Etudes postuniversitaires de master à l'Université d'Etat de Moldova, spécialisation: Droit public. Diplôme: Master en droit;
1984 – 1989	Université d'Etat de Moldova, Faculté de Droit. Diplôme: Licencié en droit ;
1977 – 1981	Collège du Bâtiment de Chisinau, Département d'Architecture. Diplôme: technicien architecte.

III. *Activités professionnelles pertinentes*

a. Description des activités juridiaires

02.12.2002 – à ce jour	Cour constitutionnelle de la République de Moldova Juge assistant Membre du Conseil scientifique consultatif de la Cour constitutionnelle
10.11.2004 – à ce jour	Cour internationale de Conciliation et d'Arbitrage de l'OSCE à Genève Suppléant d'arbitre de la part de la République de Moldova (arrêté du Gouvernement de la République de Moldova n°1239 du 10.11.2004)
01.08.1989 – 02.12.2002	Barreau des avocats de la République de Moldova Avocat
01.11.2000 – 02.12.2002	Chef du barreau des avocats près la Faculté de droit de l'Université d'Etat de Moldova.
1992 – 1995	Chef des barreaux des avocats du district Drokia.

b. Description des activités juridiques non judiciaires

01.10.1995 – à ce jour	Université d'Etat de Moldova Enseignant supérieur, Chaire de droit constitutionnel et administratif Coursus de droit constitutionnel, protection juridique des droits de l'Homme, juridiction constitutionnelle.

01.10.2006 – à ce jour	Académie d'Administration Publique près le Président de la République de Moldova Enseignant supérieur, Coursus de Juridiction constitutionnelle de la République de Moldova.

c. Description des activités professionnelles non juridiques

IV. ***Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme***

01.12.2005 – à ce jour	Programme des Nations Unies pour le Développement Projet de soutien de la mise en oeuvre du Plan National d'actions dans le domaine des droits de l'Homme en République de Moldova; Consultant national, membre de la communauté des praticiens.
09. à 12.2005	Projet conjoint du Comité Helsinki et de l'Ambassade d'Allemagne sur l'évaluation des nécessités du système judiciaire moldave ; Expert.
21 à 23.12.2005	«Stratégies de protection contre les violations des Droits de l'Homme», atelier à faveur des ONG de la Transnistrie organisé par le Comité Helsinki; Formateur.
01.2006 – 04.2006	Membre du groupe de travail pour l'élaboration du Cursus interuniversitaire de Protection juridique des Droits de l'Homme (pour les facultés de droit et les facultés interdisciplinaires) dans le cadre du Programme de l'ONU pour le Développement, Projet de Soutien de la mise en oeuvre du Plan National d'actions dans le domaine des droits de l'Homme en République de Moldova.
04.2005 – 03.2006	*Caravana* - Programme conjoint de sensibilisation en matière des Standards Internationaux des Droits de l'Homme dans les régions de la Gagaousie et de la Transnitie, mis en place par LADOM (Ligue pour la Défense des Droits de l'Homme en Moldova) et du Comité Helsinki de Suède ; Expert.
05. à 07.2006	Evaluation de la réalisation des dispositions du Plan National d'actions dans le domaine des droits de l'Homme en République de Moldova, chapitre IV – Droit à l'éducation ; Expert.
31.10.2006 – 2.11.2006	Atelier de formation des coordonateurs locaux en matière de droits de l'Homme, au sein des Administrations Publiques Locales; Formateur.
12.07.2007 - à ce jour	Association «Centre d'Etudes Constitutionnelles et Education des Droits de l'Homme» (ONG); Fondateur.
20.08.2007 – 24.08.2007	Ecole d'été «Promotion des droits de l'Homme» à faveur des représentants des ONG; Formateur.

V. ***Activités publiques***

a. Postes dans la fonction publique

19.11.2001 – à ce jour	Membre de la Commission d'examen pour l'évaluation du degré de connaissance des dispositions de la Constitution nationale et de la langue d'Etat pour les candidats à l'acquisition de la citoyenneté moldave par naturalisation

b. Mandats électifs – *néant*

c. Fonctions exercées au sein d'un parti ou d'un mouvement politique – *néant*

VI. *Autres activités*

a. Domaine	*b.* Durée	*c.* Fonctions
Conférence internationale consacrée au 15ème anniversaire de l'indépendance de la République de Moldova "*Souveraineté et structure d'Etat dans les pays pluriethniques*" Chisinau, les 22 et 23 septembre 2006	14.05.2006 – 23.09.2006	Membre du comité d'organisation
Séminaire régional «*L'accès à la justice*» de l'Ouest des Balkans (Belgrade, Monténégro)	10.05.2005 – 13.05.2005	Participant
Conférence internationale à l'occasion du 10ème anniversaire de la Cour constitutionnelle «*Justice constitutionnelle : actualité et perspectives»,* Chisinau, les 23 et 24 février 2005	29.07.2004 – 24.02.2005	Membre du comité d'organisation
Conférence à l'occasion du 10ème anniversaire de la Constitution de Moldova «*Une décennie de développement sous les auspices de la Constitution*», Chisinau, le 23 juillet 2004	15.01.2004 – 23.07.2004	Membre du comité d'organisation
Commission constitutionnelle parlementaire pour l'adoption du projet de loi sur la modification des articles 135 et 136 de la Constitution de la République de Moldova	01.11.2005 – 29.12.2005	Expert

VII. *Travaux et publications*

- «L'éventualité de la mise en place de la plainte constitutionnelle», *Justice constitutionnelle*, n°4, 2007;
- «L'interférence de la justice constitutionnelle et administrative dans la République de Moldova», *Revue nationale de droit*, n°1, 2007;
- «L'accès à la justice des citoyens de la République de Moldova de la rive gauche du Dniestr», Bulletin informatif LADOM, mars, 2006;
- «Les prémisses de la mise en oeuvre de l'institution du recours constitutionnel dans la République de Moldova», *Justice constitutionnelle*, n°3, 2005
- Coordinateur du recueil d'interprétations des normes de la Constitution au moyen des actes de la Cour constitutionnelle: «La Cour constitutionnelle de la République de Moldova: 10 annés d'activité», Editions *Cartdidact*, Chisinau, 2005;
- «La juridiction constitutionnelle et les droits de l'homme dans un Etat de droit», *Revue nationale de droit*, n°11, 2003;
- «L'efficacité de la juridiction constitutionnelle en matière de protection des droits et des libertés fondamentales des citoyens de la République de Moldova», *Justice constitutionnelle*, n°4, 2003;

- «La juridiction constitutionnelle – garant des droits de l'homme», *Le droit*, n°28, décembre, 2003.

VIII. ***Connaissances linguistiques***

Langue	Lu			Ecrit			Parlé		
	TB	B	AB	TB	B	AB	TB	B	AB
a. Première langue									
- roumain	+			+			+		
(Veuillez préciser)									
b. Langues officielles:									
- anglais			+			+			+
- français	+				+			+	
c. Autres langues:									
- russe	+			+			+		

IX. ***Autres éléments pertinents***

X. ***Veuillez confirmer que vous vous installeriez de manière permanente à Strasbourg au cas où vous seriez élu(e) juge à la Cour.***

Traduction

Strasbourg, le 5 décembre 2007
N° 134/07/MK

M. Philippe Boillat
Directeur général des Droits de l'Homme et des Affaires juridiques

Je me réfère à la lettre du Secrétaire général du 21 décembre 2006 concernant l'expiration du mandat de M. Boštjan Zupančič, juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme, le 31 octobre 2007.

Conformément à la décision prise par le Comité des Ministres le 28 mai 1997, je suis heureuse de vous communiquer la liste des candidats slovènes, établie par ordre de préférence :

- M. Boštjan Zupančič
- Mme Milena Šmit
- M. Boštjan Penko

Vous trouverez ci-joints leurs curriculum vitae.

Veuillez agréer, etc.

Signé : Marjetica Bole
Ambassadeur

CURRICULUM VITAE
BOSTJAN M. ZUPANCIC
PRESIDENT DE LA TROISIEME CHAMBRE
DE LA COUR EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME

I. État Civil

Nationalité :	slovène
Sexe :	masculin
Date de naissance :	13 mai 1947
Lieu de naissance :	Ljubljana, Slovénie
Situation de famille :	marié, cinq enfants

II. Études et titres universitaires

1981	Harvard Law School, Cambridge, Massachussetts *Scientiae Juris Doctor* (*S.J.D.)*, directeur de thèse : Professeur R.M. Unger, sujet de thèse : « Le conflit et la règle », (publiée)
1976-1977	Harvard Law School, Cambridge, Massachussett Chargé de recherches
1973-1974	Harvard Law School, Cambridge, Massachussetts Programme de doctorat
1972-1973	Harvard Law School, Cambridge, Massachussetts Maîtrise (*Masters in Law*) ; note moyenne : A
1971-1972	Université de Montréal, École de criminologie, Montréal, Canada, Chargé de recherches
1970-1971	Université de Zagreb, faculté de droit, maîtrise de droit
Été 1968	Université de Cambridge, Royaume-Uni, étudiant étranger en droit
1966-1970	Université de Ljubljana, faculté de droit, diplôme de droit (*dipl. iur.),* note moyenne : 9 sur 10

III. Activités professionnelles pertinentes

a. Activités judiciaires

1.11.1998-	Juge de la Cour Européenne des Droits de l'Homme, élu au titre de la Slovénie Président de la Troisième Chambre (depuis novembre 2004)
1993-1998	Juge de la Cour constitutionnelle de Slovénie Président de la Division de droit pénal traitant des droits de l'homme

b. Activités juridiques non judiciaires

1995-2002	Membre (Vice-président de 1997 à 1998) du Comité des Nations Unies contre la Torture, Genève
1993	Université chinoise de droit et de politique publique – professeur invité
1989-1992	Premier Vice-président (pour les affaires académiques) de l'université de Ljubljana
1986-1998	Université de Ljubljana, faculté de Droit, professeur titulaire de droit en 1989
1983-1985	Université d'Athènes et université de Temple (programmes d'été jumelés)
1982-1986	Université de Seton Hall, faculté de Droit, professeur titulaire élu de droit en 1985
1981	Université de Fordham, faculté de Droit – professeur de droit invité
1980-1981	Université de Seton Hall, faculté de Droit – professeur de droit invité
1980	Université de l'Iowa, Collège de Droit – professeur de droit invité
1979	Cour suprême de Slovénie – greffier
1977-1979	École de Droit de New York – professeur assistant de droit
1975-1976	Université de Ljubljana, faculté de droit – professeur assistant de droit
1976	Cour d'appel de Ljubljana – greffier
1974 -1975	Service militaire – libéré avec le grade de caporal

1970-1974 Université de Ljubljana – professeur assistant

MEMBRE DES INSTITUTIONS SUIVANTES

Comité éditorial de « REVUS » *European Constitutionality Review*
Society for the Reform of Criminal law, Vancouver, Canada
Conseil de rédaction de *Dignitas*, Ljubljana
Conseil de rédaction de *Revija 2000*, Ljubljana
Conseil de rédaction international de *Pravni Vjesnik*, Osijek, Croatie
Comité consultatif du *Nottingham Law Journal*, Royaume-Uni
Comité consultatif scientifique du *European Journal of Law Reform,* Utrecht, Pays-Bas
Comité scientifique de *Analele Universităţii Bucureşti, Seria Drept*, Bucarest, Romania

CONFERENCES DONNEES DANS LES INSTITUTIONS SUIVANTES

- Université Chong Qing de droit et de politique publique, Chine, 1994
- Université chinoise de droit et de politique publique, Pékin, 1994
- Université de Cardiff, pays de Galles, 1995
- Harvard Law School, Cambridge (USA), 1995, 1998, *The Universality of Autonomous Legal Reasoning: Revolutionary Developments in the European Court of Human Rights in Strasbourg*, avril 2005
- Université de Pékin, 1997
- Université Gong An, Pékin, 1997
- Université centre-européenne, Budapest, 1997 ;
  The Individual Citizen versus the State, juin 2004
- Université de Zagreb, 1997, 2006
- Conférences données à des juges et avocats slovènes, 1997, 1998, 1999, 2000, 2004
- Association internationale pour la protection des droits de l'homme, Chypre, 1999 ; *'Fair Trial' in Times of Terrorism*, octobre 2003
- Université de Washington, Seattle, 1999
- Université de Colombie britannique, Vancouver, 1999
- Université de Paris XIII, automne 1999, printemps et automne 2000, automne 2002
- Amnesty International, Ljubljana, automne 2000
- Association Internationale de Droit Constitutionnel, Sénat, Paris, printemps 2001
- Séminaire sur la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme, Izmir Bar Association, septembre 2001
- O.S.C.E., Varsovie, orateur principal, printemps 2002
- Kiev (Ukraine), printemps 2002
- Faculté de Droit de l'université d'Auvergne, automne 2002
- Université de Paris I (Panthéon-Sorbonne), automne 2002
- Juge à la « Philip C. Jessup International Law Moot Court Competition », Fédération de Russie, février 2003
- Université de Sienne (Italie), *Sovereignty in the Context of Human Rights*, mai 2003
- Association d'avocats, Coimbra (Portugal), *Special Investigative Means and Human Rights in the Jurisprudence of the European Court of Human* Rights, novembre 2003
- Institut des Hautes Etudes Européennes de Strasbourg, *La Cour européenne des Droits de l'Homme : les techniques d'interprétation de ses jugements*, janvier 2004
- Centre de Recherches et d'Applications sur les Droits de l'Homme de l'Union des Barreaux de Turquie, Ankara (Turquie), Symposium « La Convention des droits de l'homme et la justice constitutionnelle », *On the Interpretation of Legal Precedents and of the Judgments of the European Court of Human Rights*, février 2004
- Cour constitutionnelle de Slovénie, avril et décembre 2004, novembre 2005
- Conférence sur la Cour européenne des Droits de l'Homme, *Association for International Criminal Law*, Tara (Serbie-Montenegro), mai 2004
- Conférence de l'OSCE, *On Tolerance,* Bruxelles (Belgique), septembre 2004
- Conférence internationale « *The Position of Constitutional Courts following Integration into the European Union* », Bled (Slovénie), septembre-octobre 2004

- Association internationale de droit constitutionnel, table-ronde « L'interprétation de la Constitution », Bordeaux, octobre 2004
- Institut des Hautes Etudes Européennes de Strasbourg, mars 2005
- Institut international des droits de l'homme, Strasbourg, *Philosophical Fundamentals of Human Rights*, juillet 2005
- Université de Nanterre, *Objective and Subjective Constraints*, octobre 2005
- Sciences Po, Paris, Master de droit économique, Professeur invité, cours séminaire « Droit de la répression – procédure pénale », décembre 2005 – février 2006
- Cours donnés dans le cadre du programme d'été de l'université d'Indiana, Indiana University School of Law, « *Croatia Summer Law Programme », Human Rights Issues from Central and Eastern European Countries before the ECHR*, Dubrovnik, 18-21 juillet 2006
- Cour constitutionnelle de Turquie, *On Universality of Human Rights*, septembre 2006
- Conférence à la faculté de Droit de Galatasaray, 25 septembre 2006
- Séminaire « Démocratie et justice sociale : quel avenir pour le droit privé européen ? », Cour de cassation, Paris, 26 janvier 2007
- Séminaire « Droits procéduraux dans les procédures pénales, normes communes dans l'Union européenne », symposium international, ministère des Affaires étrangères, Berlin, février 2007
- Faculté de droit, sciences politiques et sociales, Villetaneuse (Paris 13), *Développements récents de la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme*, lundi 19 mars 2007
- Table ronde sur l'avenir de la Cour européenne des Droits de l'Homme, université Robert Schuman, Strasbourg, 14 avril 2007
- Conférences sur le droit pénal international et le droit constitutionnel, université de Nova Gorica, avril 2007
- Conférence sur la Cour européenne des Droits de l'Homme à une délégation d'avocats, Ljubljana, 28 mai 2007
- Quinzième conférence annuelle « *The Individual vs. the State – Free to Protest: Constituent Power and Street Demonstrations* », *Theories Concerning the Collective Behaviour*, Central European University, Budapest, juin 2007
- *On the Interpretation of Legal Precedents and of the Judgments of the European Court of Human Rights*, Cour constitutionnelle de Géorgie, Batumi, 6-7 juillet 2007, Cour constitutionnelle d'Azerbaïdjan, Bakou 9 juillet 2007
- Cours donnés dans le cadre du programme d'été de l'université d'Indiana, Indiana University School of Law, « *Croatia Summer Law Programme », Human Rights Issues from Central and Eastern European Countries before the ECHR*, Dubrovnik, 26 juillet – 3 août 2007
- Sciences po, Paris, conférence sur la Cour européenne des droites de l'homme, novembre 2007

IV. Expérience dans le domaine des Droits de l'Homme

- Juge de la Cour européenne des Droits de l'Homme (depuis novembre 1998)
- Membre du Comité des Nations unies contre la Torture (sept ans)
- Juge de la Cour constitutionnelle slovène (cinq ans)

V. Activités publiques

1989-1992 Université de Ljubljana, Premier Vice-président

N'a jamais été membre d'un quelconque parti politique. Ne s'est jamais engagé dans aucun parti politique

VI. Autres activités

VII. Liste abrégée d'articles et publications

- "*THE OWL OF MINERVA, ESSAYS ON HUMAN RIGHTS*", livre d'environ 400 pages, ELEVEN International Publishing, décembre 2007

- Co-auteur : Johan Callewaert, *Relationship of the EU Framework Decision to the ECHR: Towards the fundamental principles of criminal procedure*, pp. 265-271, ERA Forum scripta iuris europaei, vol. 8, numéro 2, Springer, juin 2007
- *On Tolerance*, Theory and Practice of Contemporary International Law, Mélanges en l'honneur du Professeur Levan Alexidze à l'occasion de son 80ème anniversaire, Inovacia, pp. 127-137, Tbilissi, 2007
- *On Universality of Human Rights*, The Human Rights. Case-Law of the European Court of Human Rights Journal, The Legal World Publishing House Ltd, en russe pp. 24-28, en anglais pp. 76-79, 2007
- *Morality of Virtue vs. Morality of Mere Duty or Why do Penalties Require Legal Process whereas Rewards Do Not*, Human Rights, Lieber Amicorum Luzius Wildhaber , Human Rights – Strasbourg Views / Droits de l'homme – Regards de Strasbourg, NP Engel Publisher, Kehl am Rhein, 2007
- *On the Interpretation of Legal Precedents and of the Judgments of the European Court of Human Rights*, Hukuk Fakültesi Dergisi, Galatasaray Üniversitesi, 1/2003, pp. 37-57 (février 2004), Annual of German & European Law, vol. II/III, Berghahn Books, pp. 156-170, 2006
- *The Privilege against Self-incrimination as a Human Right*, European Journal of Law Reform, vol. 8, n°1/2 (2006), p. 15-56
- *On legal formalism: the principle of legality in criminal law*, L'interprétation constitutionnelle, Dalloz, 2005, pp.61-82 (Actes de la table ronde de l'Association internationale de droit constitutionnel organisée les 15 et 16 octobre 2004 à Bordeaux)
- Interview « *Rugalmasan ítéljük meg a tagállamok mérlegelési jogkörét* », revue hongroise Fundamentum 2005/1
- *International Adjudication and the Internationalisation of Constitutional Law,* 24 (2005) Pravna Praksa pp. I-VIII (in Slovene language)
- *The Individual Citizen versus the State – Litigation of Constitutional & Human Rights*, Douzième Conférence annuelle sur « The Individual vs. the State », Central European University, Budapest, juin 2004
- *O razlagi sodnih precedensov in sodb ter posebej sodb Evropskega sodišča za človekove pravice*, Revus 2, revija za evropsko ustavnost, maj 2004 (slovène)
- *Eiropas Cilvēktiesību tiesas precedentu un spriedumu interpretācija (Interpretation of Legal Precedents and of the Judgments of the European Court of Human Rights),* Likums un Tiesības, Aprīlis, 6. sējums, nr. 4 (56) 2004 (slovène)
- *Hukuki Emsallerin ve Avrupa Insan Haklari Mahkemesi Kararlarinin Yorumlansmasi* (turc), Hukuk Fakültesi Dergisi, Galatasaray Üniversitesi, 1/2003, pp. 59-78 (février 2004)
- *Kazensko pravo in njegov vpliv na normativno integracijo*, Pravna Praksa, št. 18-19/2004 (slovène)
- *Adjudication and the Rule of Law*, European Journal of Law Reform, Vol. V, No. 1/2, 2003, pp. 23-126
- *The Constitutional Law Making – Constitutional Law and the Jurisprudence of the European Court of Human Rights : An Attempt at a Synthesis*, Revus 1, Revija za evropsko ustavnost
- *Droit constitutionnel et jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme*, Revue de Justice constitutionnelle Est-Européenne, numéro spécial 2003, L'influence de la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme sur l'activité des Cours constitutionnelles d'Europe centrale et orientale (Actes du Colloque international de Clermont-Ferrand, novembre 2002)
- *FROM COMBAT TO CONTRACT : WHAT DOES THE CONSTITUTION CONSTITUTE ?*, European Journal of Law Reform, 59-95 (1999) ; revue de langue tchèque *Pravnik*, 1997 ; traduction et publication en portugais en 2001 ; International Law of XXI Century, To the 80th Anniversary of Professor Ivanovich Lukashuk, Editions Прмени « Promeni », Kiev, 2006
- *CRIMINAL LAW : A CRITIQUE OF THE IDEOLOGY OF PUNISHMENT*, Beijing, 2001 (en chinois).
- *Droit Constitutionnel et Jurisprudence de la Cour Européenne des Droits de l'Homme*, article d'introduction du XVIe Annuaire International de Justice constitutionnelle, 2000, pr. Louis Favoreu, Ed., Economica, Paris 2001
- *Access to Court*, Nottingham Law Journal, décembre 2000
- *The Crown and the Criminal : Towards the General Principles of Criminal Procedure*, 9 European Review of Public Law, 11-39, 1997
- *CRIMINAL LAW*, Seton Hall, 358 pages (manuel de droit pénal avancé), 1986
- *CRIMINAL PROCEDURE : A Theoretical Vademecum*, Seton Hall, 400 pages (manuel), 1985
- *Criminal Responsibility under Mistake of Law : the Real Reasons*, 13th American Journal of Criminal Law, 37-66, 1985

- *CRIMINAL LAW : ITS NATURE AND ITS FUNCTION*, New York, 401 pages, 1983, (paru en chinois en 2000)
- *Truth and Impartiality in Criminal Process*, 8 Journal of Contemporary Law, 39-133, 1982
- *The Privilege against Self-Incrimination*, Arizona State Law Journal (1981 : 1), 1-25
- *CRIMINAL LAW : The Conflict and The Rules* (thèse de doctorat, Harvard Law School), New York (296 pages, publiée sous forme d'articles), 1981
- *On Legal Formalism : The Principle of Legality in Criminal Law*, 27 Loyola Law Review, 356-369, 1981
- *Criminal Law and its Influence upon Normative Integration*, mémoire de maîtrise, Harvard Law School, 7 Acta Criminologica Montréal, Canada, printemps 1974
- En slovène : une vingtaine de longs articles juridiques (traités) et de nombreux brefs articles. Essais, poésies, une courte pièce de théâtre

QUELQUES OUVRAGES EN LANGUE SLOVENE (1986-1999)

- MANUEL DE PROCEDURE PENALE ET RECUEIL DE JURISPRUDENCE
  cinq éditions : 1986, 1987, 1989, 1991 et 1994
- ANALYSE D'UNE PROCEDURE PENALE EN COUR MARTIALE, 1988 (262 pages), en corédaction
- LIBERTE D'ASSOCIATION, 1990 (321 pages), en corédaction
- L'ETRE ET LE DESIR, recueil d'essais philosophiques et psychanalytiques (1988 et 1990)
- DROIT ET BON DROIT, recueil d'essais juridiques et philosophiques (1991)
- DE LA FOLIE A LA BENEDICTION, recueil d'essais philosophiques et psychanalytiques (1992)
- ELEMENTS DE CULTURE JURIDIQUE, recueil d'essais juridiques et sociologiques (1995)
- RECUEIL DE JURISPRUDENCE PENALE CONSTITUTIONNELLE (1996) (915 pages), en corédaction, 2e édition (1 100 pages) 1999

VIII. Langues [TB = très bien ; B = bien ; AB = assez bien]

Langue maternelle	*slovène* :	lu (TB), écrit (TB), parlé (TB)
Langues officielles	*anglais* :	lu (TB), écrit (TB), parlé (TB)
	français :	lu (TB), écrit (AB), parlé (TB)
Autres langues	serbe ou *croate* :	lu (TB), écrit (TB), parlé (TB)
	allemand :	lu (AB), écrit (--), parlé (AB)
	italien :	lu (AB), écrit (--), parlé (AB)
	latin :	lu (TB), écrit (--), parlé (--)

IX. Autres renseignements pertinents

X. Je confirme que je m'installerai à Strasbourg si je suis élu juge à la Cour.

CURRICULUM VITAE
Milena ŠMIT

I. Etat civil

Nom, prénom :	ŠMIT, Milena
Sexe :	féminin
Adresse postale :	
-permanente :	Novi trg 6, Ljubljana, Slovénie.
-temporaire :	21, rue du Bouquet de Longchamp, 75016 Paris, France.
Téléphone :	professionnel : (00 33) 01 45 68 27 65
Courriel :	milena.smit@gov.si
Date de naissance :	3 mars 1950
Lieu de naissance	Celje, Slovénie.
Nationalité :	slovène.

II. Etudes et diplômes, et autres qualifications

Juin 1969	diplômée du *lycée (Gymnasium) de Celje*.
14.02.1975	diplômée de la *faculté de droit de l'université de Ljubljana* : a obtenu une licence en droit avec mention – sujet du mémoire : propositions des Etats membres des Nations Unies concernant la révision et les modifications de la Charte des Nations Unies en vue de rendre la procédure et l'organisation de l'Assemblée générale plus efficaces et plus rationnelles ; diplôme décerné par l'*Association des Nations Unies de Slovénie*.
27.02. – 01.03.1978	examen d'entrée dans la profession judiciaire.
01.07. – 29.07.1977	cours d'été sur le droit américain, organisé par les universités de Columbia, d'Amsterdam et de Leyde, à Amsterdam.
02.04. – 27.04.1991	série de conférences sur le droit international à la faculté de droit de Strasbourg.
22.07. – 09.08.1991	cours d'été sur le droit international public à l'Académie de droit international de La Haye.
01.03. – 15.03.1993	visite d'étude au siège de la Conférence de La Haye de droit international privé, à La Haye, dans le cadre du programme Démo-droit du Conseil de l'Europe.

III. Activités professionnelles pertinentes

a. Activités judiciaires

b. Activités juridiques non judiciaires

01.12.1975 - 31.01.1977	avocate stagiaire dans un *cabinet d'avocats : Rudi Šelih, Matjanko Dolenc et Sonja Dolinar, Ljubljana.*
01.02.1977 - 31.03.1978	stagiaire au tribunal de district de Ljubljana.
01.04.1978 - 31.07.1978	conseillère auprès de l'ancienne *commission de la République pour la protection de l'environnement*, Ljubljana.

15.11.1978 – 31.12.1980	conseillère au *bureau pour l'exécution des sanctions pénales* de l'ancien *secrétariat de la République pour la justice, l'administration et le budget*, Ljubljana.
01.01.1981 - 31.07.1984	conseillère dans le *secteur des biens et des questions juridiques* de l'ancien *secrétariat de la République pour la justice, l'administration et le budget*, Ljubljana.
01.08.1984 - 29.02.1992	directrice du *bureau des services communs* à l'ancien *institut de sismologie de la république de Slovénie*.
01.03.1992 -30.04.1992	conseillère du ministre au *département juridique international* du *ministère des Affaires étrangères de la république de Slovénie*.
01.05.1993-31.08.1996	conseillère du Gouvernement – directrice de la *section des droits de l'homme et du Conseil de l'Europe* au *département des relations multilatérales* du *ministère des Affaires étrangères de la république de Slovénie*.
01.09.1996-01.12.1997	chargée d`affaires par intérim à l'*ambassade de la république de Slovénie à Lisbonne*.
01.12.1997 - 31.10.1998	conseillère à l'*ambassade de la république de Slovénie à Lisbonne.*
1.11.1998 - 31.10.2001	conseillère à la *Représentation permanente de la république de Slovénie auprès du Conseil de l'Europe* à Strasbourg et consul général par intérim à l'ancien *Consulat général de la république de Slovénie* à Strasbourg.
01.11.2001 - 31.01.2003	sous-secrétaire au *département des affaires internationales et juridiques* du *ministère des Affaires étrangères de la république de Slovénie*.
01.02.2003 - 18.05.2005	directrice de la *section des droits de l'homme et du Conseil de l'Europe* au *département des organisations internationales* du *ministère des Affaires étrangères de la république de Slovénie*.
Depuis le 19.05.2005	ministre plénipotentiaire à l'*ambassade de la république de Slovénie à Paris* et *délégué permanent adjoint de la république de Slovénie auprès l'Unesco.*

c. Activités professionnelles non juridiques

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

1993 – 1996 ; 2001 – 2005	représentante de la république de Slovénie au Comité directeur pour les Droits de l'Homme (CDDH) et dans son groupe de travail sur la prévention des violations des droits de l'homme au niveau national et l'amélioration des voies de recours internes ; représentante du CDDH au Comité ad hoc sur la lutte contre la traite des êtres humains (CAHTEH).
01.05.1993-31.08.1996	conseillère du Gouvernement remplissant la fonction de directrice de la *section des droits de l'homme et du Conseil de l'Europe* au *département des relations multilatérales* du *ministère des Affaires étrangères de la république de Slovénie ;* en cette qualité, coordination de plusieurs conférences et forums sur les droits de l'homme et participation active à ces manifestations : conférences de l'OSCE sur les droits de l'homme, Conférence de La Haye de droit international privé concernant la *convention de la Haye du*

	29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale ; troisième commission de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, Commission des droits de l'homme des Nations Unies ; coordonnatrice des activités visant à rendre compte du respect, par le Gouvernement slovène, des obligations lui incombant au titre des instruments internationaux qu'il a ratifiés.
1.11.1998 - 31.10.2001	conseillère à la *Représentation permanente de la république de Slovénie auprès du Conseil de l'Europe* à Strasbourg – familiarisation avec les activités du Comité des Ministres, y compris celles qui concernent l'exécution des arrêts de la Cour européenne des Droits de l'Homme ; participation active au groupe de travail technique chargé de préparer la contribution du Conseil de l'Europe à la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, tenue en 2001 à Durban.
01.11.2001 - 31.01.2003	sous-secrétaire dans le *secteur des affaires internationales et juridiques* du *ministère des Affaires étrangères de la république de Slovénie* (responsable des aspects internationaux de la protection des droits de l'homme).
01.02.2003 - 18.05.2005	ministre plénipotentiaire dans le *secteur des organisations multilatérales* au *ministère des Affaires étrangères de la république de Slovénie* (une fois de plus en tant que directrice de la *section des droits de l'homme et du Conseil de l'Europe* – a créé et dirigé le *groupe de travail interministériel sur la mise en œuvre des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme* ; coordonnatrice des activités visant à rendre compte du respect, par le Gouvernement slovène, des obligations lui incombant au titre des instruments internationaux qu'il a ratifiés ; préparation de l'analyse comparative de la Convention européenne des Droits de l'Homme et de ce qui était alors le projet de Charte des droits fondamentaux de l'UE ; participation au COHOM à Bruxelles, participation aux sessions de l'Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes (EUMC), qui est devenu l'Agence des droits fondamentaux de l'UE le 1er mars 2007).
Depuis le 19.05.2005	*délégué permanent adjoint de la république de Slovénie auprès l'Unesco* – l'Unesco est liée au développement des normes de protection des droits fondamentaux, puisque la qualité de la vie d'une personne dépend beaucoup de l'éducation, de la culture et de la science.

V. Activités publiques

a. Postes dans la fonction publique : aucun.

b Mandats électifs : aucun.

c Fonctions exercées au sein d'un parti ou d'un mouvement politique : aucun.

VI. Autres activités

a. Domaine : association des diplomates de la république de Slovénie – membre fondateur et présidente d'octobre 2003 à janvier 2005 ; membre de l'association slovène pour les relations internationales ; membre de l'association slovène du mouvement paneuropéen ; membre de l'association slovène des locataires.

b. Durée.

c. Fonctions : aucune.

VII. Travaux et publications

1994-1996 : membre du groupe chargé de préparer pour la publication les traductions en slovène de documents internationaux relatifs aux droits de l'homme, au sein de l'Association des Nations Unies de Slovénie.

VIII. Langues

Langues	**Lu**			**Ecrit**			**Parlé**		
	TB	**B**	**AB**	**TB**	**B**	**AB**	**TB**	**B**	**AB**
a. Langue maternelle slovène	X			X			X		
b. Langues officielles :									
- anglais	X			X			X		
- français	X			X			X		
c. Autres langues :									
serbo-croate	X			X			X		
portugais	¨	¨X	¨	¨	¨	X¨	¨	X¨	¨
italien	¨	¨X	¨	¨	¨	¨X	¨	¨X	¨
allemand - rudimentaire	¨	¨		¨	¨	¨	¨	¨	¨
latin- notions	¨	¨	¨	¨	¨	¨	¨	¨	¨

IX. Autres éléments pertinents

X. Je confirme que je m'installerais de manière permanente à Strasbourg au cas où je serais élue juge à la Cour.

CURRICULUM VITAE
Bostjan PENKO

I. Renseignements personnels

Nom :	Penko
Prénom :	Bostjan
Sexe :	masculin
Adresse :	Rozna dolina c. XI/3, 1000 Ljubljana, Slovénie
Téléphone :	00386 31 617 313
Adresse électronique :	bostjan.penko@dt-rs.si
Date et lieu de naissance :	13.10.1961, Ljubljana
Nationalité :	slovène

II. Études et qualifications universitaires et autres

Licence de droit, 1987, Faculté de droit, Université de Ljubljana.

Examen du barreau en 1990.

Quatre semestres sur quatre : programme d'études en droit pénal L.L.M. (doctorat à titre facultatif) ; réussite à tous les examens ; thèse en cours de rédaction.

II. Activités professionnelles pertinentes

a. Activité*s judiciaires*

Juge assistant de 1987 à 1991.

Juge au tribunal pénal de première instance de 1991 à 1995, puis de 1999 à 2001.

Procureur général au Parquet suprême de Slovénie depuis 2004 ; en cette qualité, membre d'un groupe de procureurs spécialisés dans les enquêtes et les poursuites relatives au crime organisé.

b. Activités juridiques *extra-judiciaires*

Chef du Département international et du Département de droit pénal au ministère de la Justice de la République de Slovénie de 1995 à 1999 ; en cette qualité, coauteur de plusieurs amendements apportés au droit pénal slovène et au Code de procédure pénale (avec une attention particulière aux questions concernant les droits de l'homme), corédacteur de la Loi slovène sur la coopération entre la Slovénie et le Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie, corédacteur de la Loi slovène sur la responsabilité des personnes morales pour les infractions pénales.

c. Activités professionnelles *extra-juridiques*

Néant.

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

Les droits de l'homme auront été un des centres d'intérêt de ma carrière professionnelle tout entière. Faisant office de juge pénal durant les premiers stades d'une jeune démocratie, j'ai dû prêter une très grande attention, lors des procès pénaux, aux normes internationalement reconnues en matière de droits de l'homme, qui n'étaient pas encore enracinées dans notre tradition juridique ; ainsi, la CEDH, les décisions de l'ancienne Commission et les arrêts de la Cour ont souvent formé les principales sources de mon raisonnement.

L'une des tâches principales que j'avais à accomplir au ministère de la Justice consistait à mettre en œuvre, dans le droit pénal slovène, les normes de droits de l'homme énoncées par la Convention.

En tant qu'expert du Conseil de l'Europe, j'ai toujours évolué dans des environnements où les droits de l'homme avaient besoin d'être promus avec force et ténacité (au niveau du travail d'expert, non au niveau politique, par exemple en citant les arrêts de la Cour européenne des Droits de l'Homme).

En tant que directeur de l'organisme chargé de prévenir la corruption, j'ai eu l'occasion (en observant le fonctionnement des organismes d'État et en étudiant les centaines de plaintes formulées par des citoyens) de traiter un large éventail de violations alléguées des droits de l'homme, outre celles exclusivement liés au droit pénal.

À l'heure actuelle, je dirige et supervise des enquêtes sur le crime organisé, dans le cadre desquelles on a coutume de placer des suspects en détention, de saisir des biens, d'employer des moyens d'investigation spéciaux et de conduire des activités d'infiltration policière. La jurisprudence de la CEDH donne toujours une orientation solide et fiable s'agissant d'établir un équilibre subtil et approprié entre l'efficacité des procédures et le respect des droits de l'homme.

V. Activités publiques

a. Fonctions *publiques*

Secrétaire d'État adjoint de 1995 à 1999.

Directeur du Bureau de la République de Slovénie pour la prévention de la corruption, de 2001 à 2004.

Procureur général depuis 2004.

b. Mandats électifs

Juge de 1991 à 1995, puis de 1999 à 2001.

c. Postes occupés dans un parti ou un mouvement politique

Néant.

VI. Autres activités

Je mentionnerai ici certaines activités internationales pertinentes :

En tant qu'expert, j'ai participé en 1996 et 1997 aux travaux de la Commission préparatoire pour l'établissement d'une Cour Pénale Internationale (CPI). J'ai représenté la Slovénie à la Conférence diplomatique des Nations Unies qui s'est tenue à Rome en 1998 et où a été adopté le Statut de la CPI.

J'ai dirigé, à Vienne, la délégation slovène lors de la rédaction de la Convention contre la corruption et des négociations y relatives.

En 2000, j'ai représenté la Slovénie devant le Comité des Nations Unies contre la torture, à Genève.

De 1995 à 2000, j'ai dirigé la délégation slovène auprès du Comité européen pour les problèmes criminels (CDPC) du Conseil de l'Europe.

J'ai été engagé comme expert lors des négociations de pré-adhésion entre la Slovénie et l'Union européenne.

J'ai fait partie de plusieurs comités ad hoc et groupes d'experts du Conseil de l'Europe dans les domaines de la criminologie, du droit pénal, du droit pénal international et des poursuites pénales.

Je fais régulièrement office d'expert auprès du Conseil de l'Europe, de l'OCDE et de l'OSCE dans le domaine du droit pénal et de la corruption, je suis membre de plusieurs missions internationales menées pour le compte de ces organisations, et j'ai rédigé plusieurs avis d'expert.

VI. Publications et autres travaux

Commentaires sur le Code pénal slovène et le Code de procédure criminelle ; manuel sur les poursuites de la corruption et du crime économique (projet pour la Bosnie Herzégovine), plusieurs articles dans des publications nationales spécialisées sur différents sujets juridiques, un certain nombre d'avis d'expert dans le domaine du droit criminel.

VIII. Langues

Langues	Lue			écrite			parlée		
	TB	B	P	TB	B	P	TB	B	P
A Langue maternelle - Slovène	X			X			X		
b. Langues officielles : - Anglais - Français	X			X			X		
c. Autres langues : - Serbo-croate	X			X			X		
- Allemand		X				X		X	

IX. Autres renseignements pertinents

Je suis marié et j'ai deux enfants (onze et huit ans).

XI. Je confirme que je m'installerai à Strasbourg si je suis élu juge à la Cour.

(Traduction)

Représentation Permanente de la Turquie
auprès du Conseil de l'Europe

L'Ambassadeur

Strasbourg, le 26 novembre 2007

Monsieur le Secrétaire Général,

En référence à votre lettre du 3 octobre 2007, relative à la procédure pour l'élection d'un juge à la Cour Européenne des Droits de l'Homme au titre de la Turquie, pour remplacer le juge actuel dont le mandat a expiré le 31 octobre 2007, je vous transmets par la présente la liste des candidats turcs par ordre alphabétique :

Prof. Dr. Ruşen Ergeç	Professeur de la Protection Internationale et Européenne relative aux Droits de l'Homme Professeur de droit constitutionnel Université de Bruxelles
Prof. Dr. A. Işil Karakaş	Vice-Doyenne et Chef du département du Droit international, Université Galatasaray, Istanbul
Prof. Dr. Ali Dursun Ulusoy	Vice-Doyen et professeur de Droit Faculté de Droit de l'Université d'Ankara

Les curriculum vitae des candidats mentionnés ci-dessus sont joints à la présente lettre.

Je vous prie de croire, Monsieur le Secrétaire Général, en l'expression de ma considération distinguée.

(signé)
Daryal Batibay

M. Terry DAVIS
Secrétaire Général du Conseil de l'Europe
Strasbourg

CURRICULUM VITAE
Rusen ERGEÇ

I. Informations personnelles

Nom : Ergeç
Prénom : Rusen
Sexe : Masculin
Date et lieu de naissance : 3 janvier 1952 à Istanbul

II. Education et qualifications universitaires et autres

- 1969 : diplômé de l'*American International High School* (Mons, Casteau, Belgique) ;
- 1974-1975 : licence de sciences politiques et relations internationales (Université de Bruxelles) ;
- 1977-1981 : maîtrise de droit international (Université de Bruxelles) ;
- 1977-1981 : licence de droit (Université de Bruxelles) {Prix René Marc} ;
- 1985 : Doctorat (Université de Bruxelles) {Prix Alice Seghers}

III. Activités professionnelles pertinentes

a. Activités judiciaires : néant.

b. Activités juridiques non judiciaires :

- Professeur (*'professeur ordinaire'*) : « Protection européenne et internationale des droits de l'homme » et « Droit constitutionnel » à l'Université de Bruxelles ('Université libre de Bruxelles ') (depuis 1995)
- Professeur de droit public international à l'Ecole militaire royale de Belgique (depuis 2006)
- Membre du Barreau de Bruxelles (depuis 1991) : pratique du droit public, des droits de l'homme et du droit international.
-1985-1986 : conseiller juridique parlementaire auprès du Sénat belge.
- Membre du comité scientifique de la « Revue trimestrielle des droits de l'homme » (Bruxelles), du « Journal de droit européen » (Bruxelles – 1995-2002), de la « Revue belge de droit constitutionnel » (Bruxelles).
- Cofondateur et rédacteur en chef de la revue belge franco-flamande *Chroniques de droit public – Publiekrechtelijke Kronieken* (1995-2003)
- Membre du conseil de la revue *'Chroniques de droit public – Publiekrechtelijke Kronieken (depuis 2003)*
- Membre de la « société française de droit international » (depuis 2000)

c. Activités professionnelles non juridiques : néant.

IV. Activités et expérience en matière de Droits de l'Homme

a. Au niveau théorique

- Depuis 1981, participe activement à l'enseignement et à la recherche dans le domaine des droits de l'homme, notamment de la Convention européenne des Droits de l'Homme, à l'Université de Bruxelles (Faculté de droit)

- Cours et conférences sur la Convention européenne des Droits de l'Homme au « Colegio de Mexico (1994), à l'Université Pantio d'Athènes (1993), au Département de Droit de la « Duke University » (stage de formation d'été en 1989) et à l'Académie royale de Belgique (1999)

b. Au niveau pratique

Traitement de nombreuses affaires ayant trait aux droits de l'homme devant la Commission européenne des Droits de l'Homme, la Cour européenne des Droits de l'Homme, la Cour

constitutionnelle belge, la Cour suprême administrative belge ainsi que la Cour internationale de Justice de La Haye (1 affaire) et la Commission des droits de l'homme des Nations unies (1 affaire).

c. Autres activités liées aux droits de l'homme

- Arbitre nommé par la Belgique eu égard à la dimension humaine de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) (1993-2000)
- Vice-Président de l'Institut des droits de l'homme au Barreau de Bruxelles (1994- 2000)
- Expert du Conseil européen en matière de droits de l'homme (1992-1998) ;
plusieurs missions dans les pays d'Europe orientale.
- Expert en plusieurs occasions auprès du Ministère belge de la Justice en matière de droits de l'homme (1998-…)
- Membre du Groupe d'études politiques européennes (Bruxelles) (1990-…)

V. Activités publiques

a. Charge publique : néant
b. Postes pourvus par élection : néant
c. Postes occupés dans un parti ou un mouvement politique : néant.

VI. Autres activités

a. Domaine : néant
b. Durée : néant
c. Fonctions : néant

Pour ce qui concerne mes activités actuelles (voir ci-dessus)

VII. Publications et autres travaux

- Les droits de l'homme à l'épreuve des circonstances exceptionnelles. Etude sur l'article 15 de la Convention européenne des droits de l'homme, Brussels, Bruylant, 1987, 427 p.{ « *Human Rigths under Exceptional Circumstances. Study on Article 15 of the European Convention on Human Rights"*};

- Regards sur la Constitution turque de 1982, Editions of the University of Ankara, 1988, 86 p.{ "*Commentary of the 1982 Turkish Constitution"*};

- La compétence extra-territoriale à la lumière du contentieux sur le gazoduc euro-sibérien, Brussels, Editions de l'Université, Bruylant, 1984, 115 p. { « *Extraterritorial Jurisdiction in the Light of the dispute on Euro-siberian pipe-line»*} ;

- Convention européenne des droits de l'homme { "*European Convention on Human Rights"*}, (together with J. Baron Velu, Chief Advocate General at the Belgian Supreme Court and professor at the University of Brussels), Brussels, Bruylant, 1990, 1185 p. (new impression in 1995);

- Introduction au droit public {« *Introduction to Public Law* »}, volume I: Le système institutionnel { « *Institutional System* » }, Brussels, Kluwer - Story Scientia, 1994, 2d edition 300 p.; volume II, Les droits et libertés { « *Rights and Liberties* »}, 2003, (2^{d} edition), 235 p.

- Acting as editor: Les droits économiques, sociaux et culturels dans la Constitution { *« Economic, social and Cultural Rights in the Constitution »* }, Brussels, Bruylant, 1995, 320 p. ;

- Together with Els Witte, André Alen et Hugues Dumont, Bruxelles et son statut – Het Statut van Brussel, Brussels, { « *Brussels and its Statute »* }, De Boeck & Larcier, 817 p. ;

- Protection européenne et internationale des droits de l'homme, Brussels, Bruylant, 2006, 2d edition, 271 p. {« *European and International Protection of Human Rights"*}.

Plus de cent articles et notes en français et en anglais sur des questions relatives au droit public et administratif ainsi qu'au droit international public et privé.

VIII. Langues

Langues	**Lu**			**Ecrit**			**Parlé**		
	TB	**B**	**AB**	**TB**	**B**	**AB**	**TB**	**B**	**AB**
a. Langue maternelle									
Turc	X			X			X		
b. Langues officielles									
Anglais	X			X			X		
Français	X			X			X		
c. Autres langues									
Néerlandais	X				X			X	
Allemand	X				X			X	
Italien	X				X			X	

IX. Autres informations pertinentes

Néant.

X. Je confirme que je transférerai ma résidence principale à Strasbourg au cas où je serais élu juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme.

CURRICULUM VITAE
Ayşe Işıl KARAKAS

I. Etat civil

Nom, prénom : KARAKAS, Ayşe Işıl

Sexe : Féminin

Date et lieu de naissance : 08.12.1958, Istanbul

Nationalité : Turque

II. Etudes et diplômes, et autres qualifications

Education

Enseignement secondaire : lycée Galatasaray, Istanbul, 1978

Licence en sciences politiques, université d'Istanbul, 1983

Licence en droit, université de Marmara, 1990

Maîtrise de droit public, université d'Istanbul, faculté de Sciences sociales, 1986
Thèse *« La Convention européenne des droits de l'Homme et la Constitution of 1982 »*

Maîtrise de droit européen, université Nancy II, Centre européen universitaire, 1988
Mémoire *« Le juge communautaire et le Parlement européen »*

Doctorat de droit public, université d'Istanbul, faculté de Sciences sociales, 1992
Thèse *« L'ordre juridique de la Communauté européenne en tant qu'ordre constitutionnel supranational et la souveraineté de l'Etat-nation »*

Titres universitaires

Chargée de recherche, université d'Istanbul, faculté de Sciences politiques, département du Droit international, 1984-1993

Maître assistante, université d'Istanbul, faculté de Sciences politiques, département du Droit international, 1993-1998

Maître de conférence, université d'Istanbul, faculté de Sciences politiques, département du Droit international, 1998-1999

Maître de conférence, université Galatasaray, faculté de Droit, département du Droit international, 1999-2003

Professeur, université Galatasaray, faculté de Droit, département du Droit international, 2003-

Autres qualifications

Académie de droit européen, Institut universitaire européen, Florence, 1990

Séminaire de Salzbourg « Droit transnational et institutions juridiques » Salzbourg, 1992

Institut international des droits de l'Homme, Strasbourg, 1997

III. Activités professionnelles pertinentes

a. Description des activités judiciaires

b. Description des activités juridiques non judiciaires

Membre du Barreau d'Istanbul, 1991-
Directrice du Centre de recherche et de documentation sur l'Europe (CREDE), université Galatasaray (depuis 2002)
Chef du département du Droit international, faculté de Droit, université Galatasaray (depuis 2002)
Vice-doyenne, faculté de Droit, université Galatasaray (depuis 2004)

c. Description des activités professionnelles non juridiques

Publication d'articles dans la presse sur les relations contemporaines de la Turquie avec l'Europe
Information de journalistes étrangers sur les relations de la Turquie avec l'Europe
Interviews pour des publications hebdomadaires/mensuelles
Membre du Bureau du Centre de recherche stratégique, université Galatasaray

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'Homme

a. Cours universitaires sur le thème des droits de l'Homme :

Droit européen des droits de l'Homme (anglais et français)
La Convention européenne des droits de l'Homme et la Turquie (turc et français)
Le droit international des droits de l'Homme (turc)
La réforme législative en Turquie (français)

b. Cours dispensés dans le cadre de programmes internationaux :

Programme annuel sur les droits de l'Homme pour l'Europe du Sud-Est, Académie olympique internationale, Olympie, Grèce, 2000 ; *« Le Conseil de l'Europe : les bases d'une société démocratique et la Cour européenne des droits de l'Homme »* (anglais)
Centre européen de droit public, programme de maîtrise, 2006, 2007 ; *« Droits de l'Homme »* (anglais)

c. Activités :

Membre du Centre de recherche sur les droits de l'Homme, université d'Istanbul, 1999
Membre de l'Assemblée des citoyens du processus d'Helsinki

V. Activités publiques

a. Postes dans la fonction publique

b. Mandats électifs

Représentante des maîtres assistants au sein du Conseil universitaire, université d'Istanbul, faculté de Sciences politiques, 1995-1997
Représentante des maîtres de conférence au sein du Conseil universitaire, université Galatasaray, faculté de Droit, 2001-2003
Représentante des maîtres de conférence au sein du Conseil d'administration, université Galatasaray, faculté de Droit, 2001-2003
Représentante des professeurs au sein du Conseil universitaire, université Galatasaray, faculté de Droit, 2004-
Représentante des professeurs au sein du Conseil d'administration, université Galatasaray, faculté de Droit, 2004-

c. Fonctions exercées au sein d'un parti ou d'un mouvement politique

VI. Autres activités

a. Professeur invitée, diverses universités françaises :

Université de Strasbourg III (Robert Schuman), master 2 de la filière droits de l'Homme, octobre 2007 (1 mois)
Université de Montpellier I, faculté de Droit, master 2 de droits de l'Homme, master 2 de droit public, février 2006 (1 mois)
Université de Reims, Ecole doctorale, juillet 2005 (1 mois)
Université de Reims, Ecole doctorale, master sur l'Union européenne, janvier 2004 (1 mois)
Université d'Aix-Marseille III, CERIC, master de droit international, master de droit de l'Union européenne, décembre 2003 (1 mois)
Université de Reims, Ecole doctorale, mai 2002 (1 mois)

b. Programme d'échanges Erasmus

Université d'Artois, faculté de Droit, modules de 8 heures sur les questions de droits de l'Homme et les réformes législatives en Turquie, février 2007 (1 semaine)

c. Membre du comité de rédaction de quatre revues juridiques turques et d'une collection sur le voisinage européen éditée par Bruylant, Bruxelles

d. Organisatrice des « Journées européennes » de l'université Galatasaray depuis 2002 et auteur ou coauteur des interventions parues chez L'Harmattan

VII. Travaux et publications

a. Ouvrages :

Diversité culturelle en Turquie et en Europe, avec Alain Bockel, L'Harmattan, Paris, 2004

Principes constitutionnels du droit de l'Union européenne, Yenilik Yayinevi, Istanbul, 2003 (turc)

Nombre total d'ouvrages : 4 (dont un à paraître chez L'Harmattan, Paris)

b. Articles :

« Le concept toujours controversé du droit international : le jus cogens en matière de droits de l'Homme », in Erdoğan Teziç'e Armağan, Galatasaray Üniversitesi Yayınları, 2007 (anglais)

« La Réforme constitutionnelle et les droits de l'Homme » avec Alain Bockel in Questions internationales : La Turquie et l'Europe, La Documentation française, 2005

« Obligations positives des Etats en matière de protection des droits de l'Homme d'après les décisions de la Cour européenne des droits de l'Homme » in Uluslararasi Hukuk Kurultayi, Ankara Barosu, 2004 (turc)

« La problématique des droits de l'Homme dans les relations entre la Turquie et l'Union européenne » in Türk Dış Politikasının Analizi, dirigé par Faruk Sönmezoğlu, DER Yayınları, İstanbul, 2004 (turc) (aussi publié en Grèce)

« Le système européen de protection des droits de l'Homme et le terrorisme » in Galatasaray Üniversitesi Hukuk Fakültesi Dergisi, (2002/2) (anglais)

« La Cour européenne des droits de l'Homme et le droit à la vie : de McCann à Kaya et au-delà » in Galatasaray Üniversitesi Hukuk Fakültesi Dergisi, 2002/1 (turc)

« Valeurs fondamentales des sociétés démocratiques et de la Cour européenne des droits de l'Homme » in Human Rights in 21 Century, dirigé par M. Vassilou, Sakkoulas éd., Athènes, 2001 (anglais)

« L'interdiction de l'avortement en Irlande : une question de droit européen supranational » Sosyal Bilimler Dergisi, İstanbul, 1997 (turc)

Nombre total d'articles : 24

c. Nombre total de documents présentés : 18

d. Rapports spéciaux : 3

VIII. Connaissances linguistiques

Langue	**Lu**	**Ecrit**	**Parlé**
	TB B AB	**TB B AB**	**TB B AB**
a. Langue maternelle le turc	**X**	**X**	**X**
b. Langues officielles			
- anglais	**X**	**X**	**X**
- français	**X**	**X**	**X**
c. Autres langues			

IX. Autres éléments pertinents

X. Je confirme que je m'installerais de manière permanente à Strasbourg au cas où je serais élue juge à la Cour.

CURRICULUM VITAE
Ali Dursun ULUSOY

I. Etat civil

Nom : Ulusoy

Prénom : Ali Dursun

Sexe : Masculin

Date et lieu de naissance : le 20 août 1968, Mut, Turquie

Nationalité : Turc

II. Etudes et diplômes, et autres qualifications

- Professeur de droit, université d'Ankara (2007)

- Conférencier invité, université de Californie, Los Angeles (UCLA) (juillet 2005-août 2006)

- Maître de conférence en droit, université d'Ankara (2002)

- Doctorat de Droit public (1998)
  Université Montesquieu – Bordeaux IV

- Diplôme d'Etudes approfondies – D.E.A. (1994)
  Université Montesquieu – Bordeaux IV

- Licence (1990)
  Université d'Ankara, faculté de Droit

III. Activités professionnelles pertinentes

a. Description des activités judiciaires

- Stage d'avocat auprès du Barreau d'Ankara (1993-1994)

- Stage de magistrat auprès du Tribunal militaire, Ankara (1990-1992)

b. Description des activités juridiques non judiciaires

- Vice-doyen de la faculté de Droit, université d'Ankara (2002-)

- Professeur à la faculté de Droit, université d'Ankara, département du Droit public *(matières enseignées : droit administratif, procédure judiciaire administrative, droit de la police, droit économique public)* (1999-)

- Conseiller juridique pour la privatisation de Turkish Telecom (2004-2005)

- Chef du département des affaires juridiques, Agence de contrôle du marché de l'énergie (2002-2003)

- Chargé de recherche, faculté de Droit, université d'Ankara (1991-1993 ; 1998-1999)

c. Description des activités professionnelles non juridiques : aucune

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'Homme

- Président du Groupe de travail universitaire de l'Initiative pour la rédaction d'une nouvelle Constitution pour la Turquie, lancée par les ONG les plus représentatives, qui forment le Conseil économique et social de Turquie

- Membre universitaire du Comité de révision de la loi sur la police turque (2006-2007)

- Membre universitaire du Comité de rédaction de la loi sur la procédure administrative en Turquie (2005-)

- Conseil juridique dans les domaines du droit de la propriété, des droits économiques et de la liberté d'expression, de conscience et de religion

V. Activités publiques

a. Postes dans la fonction publique

-Membre du Conseil d'administration, université d'Ankara, faculté de Droit

-Membre du Conseil du Programme Erasmus, université d'Ankara

-Représentant du Programme Campus européen, université d'Ankara

b. Mandats électifs : aucun

c. Fonctions exercées au sein d'un parti ou d'un mouvement politique : aucune

VI. Autres activités

-Joueur (1985-) et entraîneur (1991-) de volley-ball

VII. Travaux et publications

Cinq ouvrages et plus d'une soixantaine d'articles publiés, ainsi qu'un certain nombre d'études ou de communications depuis 1993, et notamment :

- Le droit des services publics (Kamu Hizmeti İncelemeleri)
Ulke Publications, İstanbul 2004, 286 pages

- Les agences indépendantes (Bağımsız İdari Otoriteler)
Tarhan Publications, Ankara 2003, 209 pages

- La question du foulard islamique vis-à-vis des systèmes juridiques laïques : évolution de la situation et du droit dans les législations des droits de l'Homme en Turquie, en France et en Europe
European journal of Migration and law, 2007/4 (à paraître)

- La Cour européenne des droits de l'Homme et l'affaire Ocalan (Avrupa İnsan Hakları Mahkemesi ve Öcalan Davası)
Liberal Düşünce, 1999, N.15, p. 28 et s.

- L'Europe et le Nationalisme : quel avenir ? (AB ve milliyetçilik: Hangi Perspektif?)
Demokrasi Platformu, 2005, N.1, p.245 et s.

- Le statut de l'ordre judiciaire dans les systèmes démocratiques : pouvoir démocratique ou hégémonie bureaucratique ?
Democracy and the Judiciary, tbb Publications, N.105, Ankara 2006, p.295 et s.

- Origines philosophiques et juridiques de la notion de droits de l'Homme (İnsan Haklarının Felsefi ve Hukuksal Temelleri)

Etude présentée lors du séminaire international organisé par l'Institution des droits de l'Homme du Danemark et le Bureau des droits de l'Homme du Premier ministre de Turquie, Cappadoce, 2-3 décembre 2004

- Comparaison de la laïcité française et turque (Fransız ve Türk Laikliklerinin Karşılaştırılması)
Liberal Düşünce, Printemps 1999, pp 96-101

- Examen de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme concernant la question du foulard islamique (Avrupa İnsan Hakları Mahkemesinin Türban Yasağına İlişkin Kararı Üzerine Notlar)
Ankara Üniversitesi Hukuk Fakültesi Dergisi, N.4, 2004, p.125 et s.

- La place des sanctions administratives dans l'ordre juridique (İdari Ceza Hukukunun Hukuk Düzeni İçindeki Yeri)
Etude présentée lors du Colloque international sur les sanctions administratives, université Istanbul Kültür, 20-21 septembre 2007

VIII. Connaissances linguistiques

a) Première langue

Le turc (langue maternelle)

b) Langues officielles

- Anglais : Lu (TB) ; Ecrit (TB) ; Parlé (B)
- Français : Lu (TB) ; Ecrit (TB) ; Parlé (TB)

c) Autres langues

- Allemand (élémentaire)

IX. Autres éléments pertinents

- Rédacteur de la Revue de la faculté de Droit, université d'Ankara (2004-2006)

- Membre du comité consultatif de plusieurs revues universitaires

X. Je confirme que je m'installerais de manière permanente à Strasbourg au cas où je serais élu juge à la Cour.

Ali Dursun Ulusoy
Vice-doyen et professeur de droit administratif
Université d'Ankara, faculté de Droit
Cemal Gürsel Cad. No.58, 06590 Cebeci
Ankara, TURQUIE
Tél. : + 90 312 319 25 78
Fax : + 90 312 363 56 96
Courriel : Ulusoy@law.ankara.edu.tr